

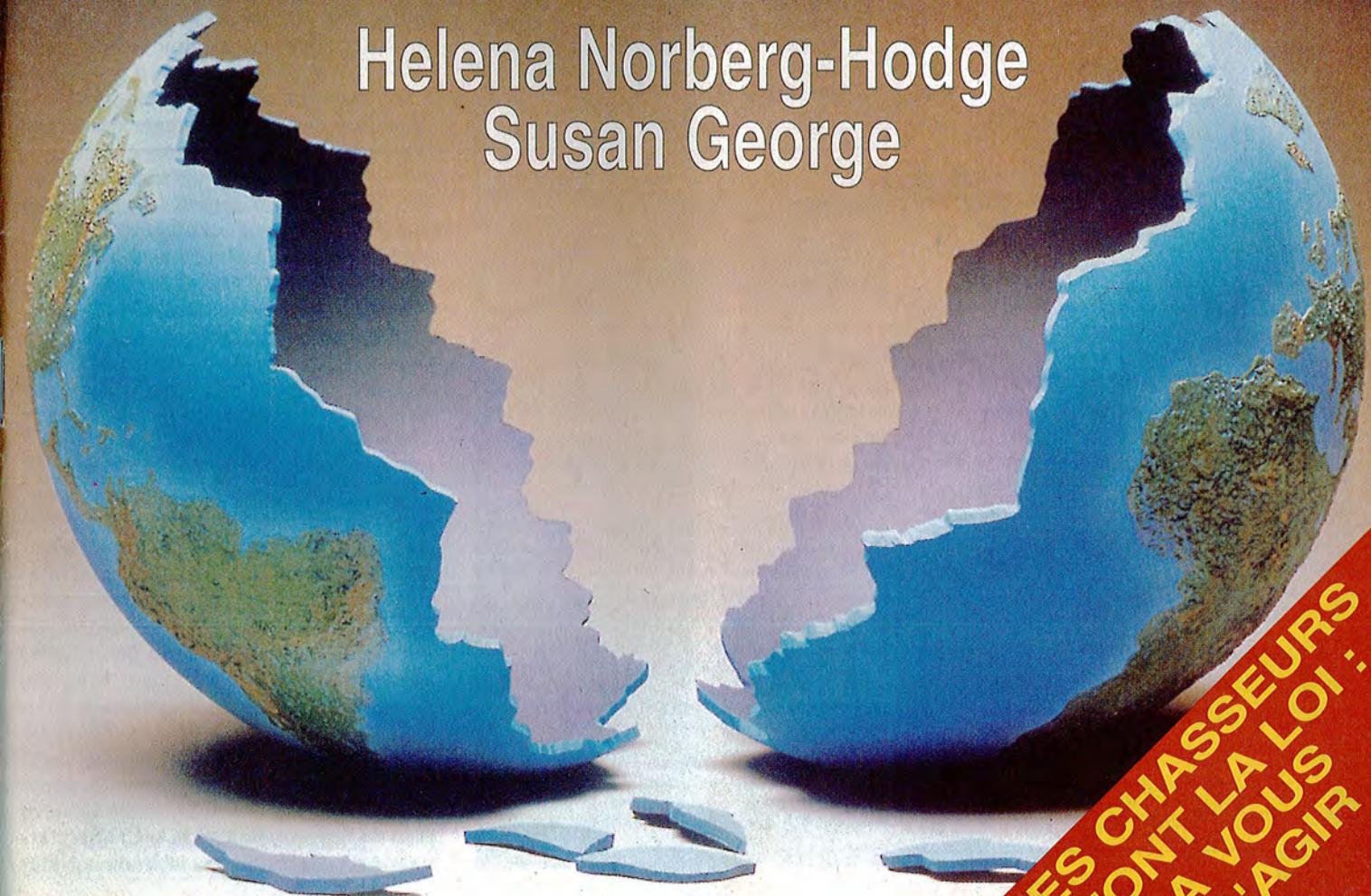
SILENCE

ECOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE
N°237
NOVEMBRE 1998
25 FF - 150 FB - 6 FS

TRANSPORTS :
AVIONS ET
ENVIRONNEMENT

Alternatives à la mondialisation

Helena Norberg-Hodge
Susan George



LES CHASSEURS
FONT LA LOI :
A VOUS
D'AGIR

Sommaire

Alternatives à la mondialisation

• Mondialisation économique et financière

de Susan George page 4

• AMI : déjà au Canada... . page 5

• Penser globalement, manger localement

d'Helena Norberg-Hodge page 9

• Adresses contre l'AMI .page 13

Environnement

• Villes sans voitures

Années

page 15

Environnement :

Les chasseurs font la loi

de Francis Martin page 16

Santé

• Heure d'été : toujours là !

• Transgénériques

Alternatives

• Cultivons la solidarité

• Foire, salons, fêtes

• Jardinage et environnement

Nucléaire

• Même les technocrates n'y croient plus

Energie

• Tesla et l'induction magnétique

• Moteurs à eau

Vivre ensemble :

La Val Dieu

de Michel Bernard page 24

Politique

page 26

Paix

page 26

Femmes

page 27

• Nouvelles du clitoris

• Belgique : Réseau Palabres

Femmes et santé :

Inde :

l'expérience Shodini

de Françoise Desailly . page 28

Nord-Sud

• Agir ici dans les grandes surfaces ?

Société

page 31

• MacDo en grève

• Paris : expulsions massives

Transports :

Avions

et environnement

de Marcel Keiffenheim page 32

Livres

page 36

Courrier

page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 2 octobre 1998.

Vu de l'intérieur...

COLLOQUE

• Le programme du colloque organisé par Silence du 19 au 21 novembre à Grenoble, sur "Le mythe écologiste : de la rupture à la banalisation ?" a été inclus dans le numéro de septembre 1998. Si vous ne l'avez pas eu, vous pouvez nous le demander en nous envoyant une enveloppe timbrée à votre adresse.

• Bizarrement, vous êtes nombreux à nous donner rendez-vous pendant le colloque... mais vous n'êtes pas pressés semble-t-il de vous inscrire à l'université. Bien entendu, il sera possible de s'inscrire sur place, mais en cas de dépassement de la capacité des salles, priorité sera donnée à ceux et celles qui s'y sont pris à l'avance.

DECOUVREZ SILENCE

• Cette opération de promotion de la revue a commencé dans le numéro d'été. Si vous voulez y participer et si vous n'avez pas ce numéro, nous pouvons vous envoyer le quatre pages explicatif sur simple demande.

• Lors des deux précédentes opérations, nous avions lié une telle collecte d'adresses et de nouveaux abonnements à une tombola. Plusieurs personnes avaient protesté contre ce procédé jugé trop commercial. Nous avons donc enlevé le côté ludique de l'opération... et cela se traduit pour le moment par une faible participation ; nous n'avons pas encore atteint les 1000 nouvelles adresses ! Avec la tombola, nous avions collecté plus de 6000 adresses en six mois. Espérons que vous êtes tous en train de remplir soigneusement votre feuille et que l'on assistera à une accélération d'ici la fin de l'année.

• Comme nous l'avons signalé dans la feuille, si vous trouvez 5 abonnements nouveaux (soit 5 x 100 F), vous bénéficiez du prolongement de votre abonnement pour un an (soit une économie de 240 F). Avant de vous réabonner directement, ou pour fêter Noël, ou pour faire plaisir à des copains, réfléchissez pour savoir si vous ne pouvez/voulez pas offrir cinq abonnements... ce qui ne vous coûte donc dans les faits que la différence soit 260 F.

• Pour une revue qui n'est pas en kiosque, la collecte de nouvelles adresses est vitale. C'est le seul moyen de progresser. Alors que selon les sondages, rien qu'en France, 2 à 3 millions de personnes se disent écolos, Silence ne dispose pour l'instant que d'environ 40 000 adresses. Il y a donc de la marge pour vous permettre de nous trouver de nouvelles adresses.

MACDO : SUCCES DU QUATRE PAGES

Vous avez été nombreux à nous commander des 4 pages pour distribuer autour de vous, dans les écoles de vos enfants, devant les MacDo. Des restaurateurs nous ont même fait part de leur sympathie. Le premier tirage de ce quatre pages — 15 000 exemplaires — a été épousé très rapidement : 5200 exemplaires dans Silence, 5800 exemplaires dans d'autres revues, 4000 exemplaires commandés ensuite dans les derniers jours de septembre. Nous avons donc décidé d'en rééditer 20 000 exemplaires supplémentaires. Avis à ceux qui ont des petites revues : cela peut vous faire un quatre pages en couleur pour pas cher. Le prix indiqué par 250 exemplaires est prix coûtant, on ne peut pas descendre plus bas.

ERRATA

■ AGIR ICI : dans la brève relatant les résultats des procès intentés par Ruggieri et Lacroix (numéro de septembre, page 20), la première société a été condamnée à 40 000 F de dommages et intérêts (et non 400 000 F)... ce qui fait qu'Agir Ici doit en fait faire face à une énorme sorte d'argent. Agir Ici a donc besoin de dons pour l'aider à faire face : Agir Ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 35 07 00.

■ VIENNE : RESISTANCE A EDF : suite à notre brève concernant le refus des habitants de Vauvinard d'avoir un éclairage supplémentaire dans leur village (numéro de septembre, page 26), Gérard Nallet, qui nous a envoyé l'information, et Joël Primault, un habitant de cette commune, nous demandent de rectifier : ce n'est pas par opposition au nucléaire que le refus s'est justifié mais par le souci de garder le charme du village. Comme nous le dit Joël Primault : "même si l'électricité était d'origine éolienne, nous aurions eu la même attitude".

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence

9 rue Dumenge, F 69004 LYON

Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi

CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie

Route de Rénipont, 33

B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanc sans chlore par Atelier 26 - Lyon - Tél : 04 78 85 61 01

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et la norme des auteurs (photos et dessins compris).

N° de commission paritaire : 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution : 4ème trimestre 1998

Tirage : 4200 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda

Vice-présidente : Sylviane Poulenard

Tresorière : Madeleine Nutchey

Vice-trésorière : Myriam Cognard

Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directeur de publication : Dominique Zanda

Gestion et abonnements : Michel Jaru

Publicité : Hervé Carrier

Stands solos et fêtes : Raymond Rosse

Rédaction : Michel Bernard

Alain-Claude Gallié

René Hammé

Madeleine Nutchey

Sylviane Poulenard

Dominique Zanda

Roger Bernard

Richard Grantham

Myriam Grinevald

Henri Persat

André Picot

Allio

Dédé

Lasserpe

Lebre

Molhen

Milio

Alexis Nouailhat

Thinel

Xavier Véas

Véras

Iconographie : Madeleine Nutchey

Correcteurs : Chantal Gosselard

Raymond Vignal

Christiane Chapon

Claude Crolet

David Devidal

Christian Hubuis

Vincent Morin

Olivier Montagnon

Bernard Patez

Christian Rony

Xavier Sérédiine

Myriam Travolino

Suzanne Vignal

Georges David

José Olla

Mireille Olla

Perrine

Jean-Luc Thierry

Dietrich Brockhausen

Centre Europe Terre-Monde

Christine Delphal

François Desailly

Fondation de France

Mickael Friedrich

Susan George

Marcel Keiffenheim

LPO

Francis Martin

Helena Norberg-Hodge

Venez nous voir !

N°238 - Décembre

Comité de clôture des articles

samedi 24 octobre à 19 h

(clôture brèves : vendredi 30 octobre à 12 h)

Expédition

vendredi 13 novembre à 18 h

N°239-240 - Janvier

Comité de clôture des articles

samedi 21 novembre à 19 h

(clôture brèves : vendredi 27 novembre à 12 h)

Expédition

vendredi 11 décembre à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Bulletin d'abonnement page 39

Le mois de LASSEURPE



EDITORIAL

L'arme du bonheur

Face à la mondialisation, aux grandes institutions financières, à la puissance des sociétés transnationales, la plupart des gens se sentent impuissants et subissent "la pensée unique" à contrecœur.

Pourtant, à l'écart des réunions publiques et des manifestations, des graines sèment chaque jour les alternatives les plus diverses : les systèmes d'échanges locaux, les réseaux d'entraide, les fêtes de rue, les coopératives d'alimentation, les circuits courts de commercialisation, les jardins collectifs, les tontines africaines, etc.

Pour beaucoup de théoriciens (1), ces micro-initiatives ne sont que des "*îlots de socialisme*" (2) sans avenir. Ces mêmes théoriciens nous assènent à pleine page des critiques du système, des visions utopiques...

Peut-être ont-ils raison. Peut-être les initiatives de David ne renverront par la mondialisation de Goliath... mais, au moins, une pratique, même modeste, permet de confronter le discours à une réalité et de rectifier régulièrement le tir, et, surtout, ces lieux de vie permettent de reconstituer des liens sociaux très forts, des formes de solidarité beaucoup plus fertiles que celles de l'Etat qui n'a plus rien aujourd'hui de "providence".

Dans ces micro-initiatives, on ose encore parler de bonheur. Une valeur qui n'est pas soumise aux cours fluctuant de la bourse.

Francis VERGIER

(1) Le dernier livre de Janet Biehl "*Le municipalisme libertaire*" présentant les idées de Murray Bookchin est significatif à ce sujet. Voir en pages livres.

(2) Selon la terminologie marxiste.



CAPITALISME SAUVAGE

MONDIALISATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Bourse de Tokyo

Avec l'**Accord Multilatéral d'Investissement**, les sociétés transnationales espèrent pouvoir passer outre les protections sociales et environnementales difficilement mises en place dans les différents pays de la planète.

Certains soutiennent qu'il n'y a rien de nouveau dans la mondialisation : celle-ci existerait depuis l'Empire romain, Christophe Colomb et les échanges du Moyen-âge et de la Renaissance. Fernand Braudel nous a aussi habitués à penser en termes d'"économies-monde". On peut également prétendre que la mondialisation actuelle plonge ses racines dans l'immédiat après-guerre avec la fondation des institutions internationales dites de Bretton Woods, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le GATT.

Parmi d'autres étapes de la mondialisation, on peut citer la révolution de Nixon qui, en rompant avec l'étalon-or en 1973, a soumis les monnaies à la concurrence et aux appréciations du marché. Il y a eu ensuite la première crise de la dette du tiers-monde qui, en 1982, a donné à la Banque Mondiale et au FMI un nouveau rôle de contrôle et de direction des économies des pays en voie de développement. La chute du Mur de Berlin en 1989 a parachevé la tendance à l'intégration mondiale en mettant fin au "débat de systèmes" et en facilitant la pénétration du capitalisme dans le monde entier.

Il n'en demeure pas moins que la mondialisation de cette fin de siècle comporte non seulement un degré d'intégration des économies jamais égalé, mais aussi de nouveaux acteurs qui imposent de nouvelles règles et de nouvelles disciplines et, plus important encore, engendrent de nouveaux déséquilibres et de nouvelles contradictions.

Nouveaux acteurs

Les sociétés transnationales sont estimées actuellement par les Nations-Unies à quelques 45 000 firmes "parentes" (1). Elles ont investi 18 000 000 000 000 F (18 mille milliards de francs) dans 280 000 entreprises affiliées hors de leurs pays d'origine. Ce montant d'investissements directs à l'étranger a été multiplié par quatre depuis 1982. Les 100 premières sociétés transnationales réalisent à elles seules un chiffre d'affaires annuel de 33 000 000 000 000 F (33 mille milliards de francs). Des cent premières économies du monde, 49 sont des Etats, 51 sont des sociétés transnationales.

Les entreprises de la finance, rendues possibles par les technologies de l'information, la libéralisation des mouvements de capitaux et un environnement où les transactions ont lieu 24 heures sur 24, ces firmes (banques, gestionnaires de fonds de pension, maisons de courtage) sont parfois simultanément elles-mêmes des sociétés transnationales. Par exemple, la plus grosse entreprise financière des USA n'est autre que la *General Electric*. Selon un expert (ancien professeur d'économie à l'Université de Louvain, reconvertis dans la spéculation financière pour les *Gaia Hedge Funds*), les transactions d'échange de monnaies ("foreign exchange" ou *Forex*) étaient, il y a une vingtaine d'années, à 80 % en relation avec l'économie réelle, et servaient vraiment à financer les investissements et le commerce. Il restait

DEJA AU CANADA ...

Le Canada, du fait des accords de libre-échange, a dû maintenir la vente d'un produit que l'on sait aujourd'hui dangereux.

La société transnationale Ethyl Corporation a mis au point le MTT ou Méthylcyclopentadienil Manganese Trivarbonyl. Ce produit est un additif de l'essence destiné à éviter que les moteurs de voiture cognent. Le Canada est le seul pays au monde à avoir autorisé son utilisation. Aux Etats-Unis, une tentative de commercialisation a échoué parce que les mécaniciens ont estimé que cela usait prématûrement les moteurs.

En 1996, des études scientifiques sur la pollution des voitures ont fait ressortir que la libération dans l'air du manganèse présent dans le MTT pouvait être dangereux, le manganèse étant connu pour être un neurotoxique extrêmement dangereux. L'information est passée dans les médias et après un long débat, en avril 1997, le parlement canadien a voté l'interdiction d'utiliser ce produit.

Si cela s'était passé trois ans plus tôt, la firme Ethyl Corporation n'aurait plus eu qu'à s'incliner face à un parlement souverain, chargé de protéger ses concitoyens devant un poison. Mais depuis 1994, le Canada est signataire de l'ALENA, accord de libre-échange nord-atlantique, qui le lie avec les Etats-Unis et le Mexique. Or cet accord précise que les entreprises peuvent poursuivre devant un tribunal prévu à cet effet les gouvernements qui s'opposeraient à leur "libre" développement. Ce tribunal dont les délibérations sont secrètes et sans appel n'est évidemment pas une instance démocratique.

Le gouvernement canadien, inquiet à l'idée d'être condamné à une somme importante pour entrave au commerce, a décidé, en août dernier, de négocier avec Ethyl Corporation : non seulement celle-ci a été autorisée à reprendre les ventes au Canada, mais en plus elle a reçu une indemnité de 75 millions de francs pour compenser ses pertes ! Le sommet est atteint quand le gouvernement canadien a publié un communiqué annonçant que "*le MTT ne présente aucun risque pour la santé*".

Depuis, plusieurs autres compagnies transnationales ont annoncé leur intention de porter plainte de la même manière contre le gouvernement canadien dans l'espoir de faire sauter des lois environnementales contraignantes.

De l'ALENA à l'AMI

Le projet de l'AMI est en fait une extension au niveau mondial de cet accord de libre échange nord-américain. Si un gouvernement le signe, toutes les précautions sociales ou environnementales pourront être remises en cause au nom de la liberté du commerce.

alors 20 % de transactions spéculatives. Aujourd'hui, elles sont spéculatives à 97 % et ne servent donc presque plus du tout à financer les besoins du commerce. La croissance des transactions Forex est spectaculaire. Le chiffre avancé pour 1997 est compris entre 9000 et 12000 milliards de francs... par jour. Les grandes banques internationales font couramment entre 25 et 50 % de leurs gains sur le Forex.

Selon la Banque pour les règlements internationaux, "les change-

ments technologiques et la dérégulation rapides qui affectent profondément tous les aspects de l'économie globale obscurcissent notre sens de ce qui est possible et raisonnable... Il y a beaucoup de processus économiques que nous ne comprenons pas complètement, particulièrement dans le domaine de la finance".

Les opérateurs inventent sans cesse de nouveaux produits financiers et selon la même banque "la ligne de démarcation entre prêts et actions comme la distinction entre

(1) Voir Nations Unies, *World Investment Report*, 1997.



(2) Bank for International Settlements (banque centrale des banques centrales), 67th annual report, introduction, Bâle, 9 juin 1997.

banques et autres types d'institutions financières, deviennent de plus en plus floues” (2). Il est évident que dans ces conditions, les risques ne peuvent qu'augmenter.

Les entreprises idéologiques ou de lobbying servent à promouvoir l'idéologie néolibérale. Des milliers d'intellectuels et des dizaines de "boîtes à penser" ("think tanks"), des périodiques, journaux, programmes de radio et de télévision, reçoivent des sommes importantes de sources privées pour développer l'infrastructure intellectuelle qui sous-tend la mondialisation. C'est largement grâce à elles que la "pensée unique" a triomphé et que les politiques néolibérales peuvent désormais apparaître comme les seules normales, quasi-naturelles et inévitables.

De tels groupes de pression comme le *European Roundtable of industrialists*, fondé en 1983 et composé de 45 patrons des plus importantes sociétés transnationales européennes, ont une structure permanente à Bruxelles et sont les architectes d'une grande partie du programme du Conseil de la Présidence de l'Union Européenne. L'objectif de ce groupe est de faire de l'Europe et du monde entier une vaste zone de libre-échange (3).

En plus du lobbying direct, les sociétés transnationales ou leurs fédérations par branche emploient des entreprises de relations publiques spécialisées telles que *Hill & Knowlton* ou *Burson Marsteller* pour faire passer leur point de vue auprès du public et des mass-média. Ces acteurs composent la grande majorité des invités du *World Economic Forum* qui se tient chaque année en février à Davos, en Suisse, en compagnie de chefs d'Etat et de hauts fonctionnaires internationaux, avec un saupoudrage de syndicalistes et d'intellectuels.

(3) Pour la France, sont membres les PDG de Saint-Gobain, Lafarge-Coppée, Rhône-Poulenc, Lyonnaise des Eaux-Dumez, Renault. Pour en savoir plus, voir l'article "Les maîtres de l'Europe" d'Ann Doherty et Olivier Hoedeman, paru dans Silence n°206-207, juillet-août 1996.

Nouvelles règles, nouvelles disciplines

On entend souvent parler de la "déréglementation" ; celle-ci existe bien entendu, mais ne s'applique qu'aux règles instaurées par les Etats nations, en particulier celles destinées à protéger les citoyens ou l'environnement et à fixer des limites aux opérations des marchés. En fait, les nouveaux acteurs ont besoin de règles pour régir la mondialisation. Ils cherchent simplement à instaurer celles qui leur sont les plus favorables.

Les institutions de Bretton Woods contribuent beaucoup à cet encadrement : la Banque mondiale et surtout le Fonds monétaire international ont une influence prépondérante sur les politiques des Etats du Sud, de l'Est, et maintenant de l'Asie du Sud-Est. Tous ces pays sont orientés dans le sens du néo-libéralisme à travers des mesures dites d'"ajustement structurel". En particulier, en plus de la libéralisation totale des échanges, la privatisation d'entreprises publiques est systématiquement exigée et les régimes d'investissement étrangers sont modifiés dans le sens d'une ouverture beaucoup plus grande.

L'*Organisation mondiale du commerce (OMC)* fournit un encadrement des échanges bien plus contraignant que celui du GATT qui l'a précédé ; c'est un organisme fait sur mesure pour les sociétés transnationales qui étaient d'ailleurs très présentes lors des négociations. Sur quelques 20 000 pages de texte du traité de l'OMC, aucune ne concerne le droit du travail ni la protection de l'environnement.

Les marchés financiers "disciplinent", sur un plan informel mais non moins sévère, les Etats dont les politiques leur paraissent inappropriées, en s'attaquant à leurs monnaies. Comme l'a dit l'opérateur cité

plus haut : "ces attaques se produisent en quelques heures, il n'y a pas de négociations préalables et même les Banques centrales ne peuvent rien contre".

C'est dans ce contexte que se situe l'AMI, accord multilatéral d'investissement. Les dispositions de l'OMC concernant les mesures d'investissement, en relation avec le commerce (Trade-related investment measures, TRIMS) ne vont pas assez loin et assez vite pour satisfaire les sociétés transnationales. Malgré la conclusion de quelques 1230 traités bilatéraux d'investissement entre deux Etats depuis le début des années 1990, ces entreprises veulent un régime universel, contraignant et définitif. Elles en attendent un statut identique à celui des Etats et les mêmes droits que les entreprises nationales, sans qu'aucune exigence de performance ne puisse leur être imposée.

Il s'agirait d'une véritable Charte des droits des firmes à acheter, à vendre, à rester ou à se déplacer, partout dans le monde, quand bon leur semble, sans être gênées par quelque intervention ou réglementation gouvernementale que ce soit et avec une définition de l'investissement englobant "toutes sortes d'actifs qui sont la propriété ou qui sont sous le contrôle des investisseurs", y compris la propriété mobilière et immobilière et les actifs tangibles et intangibles.

L'AMI devrait faire l'objet d'un vaste débat national et international. Pourtant cette négociation se poursuit dans une quasi-clandestinité au sein de l'OCDE qui n'a, auparavant jamais servi de forum de négociation d'un traité.

Il s'agit pour l'AMI de parfaire les structures réglementaires, mais aussi politiques de la mondialisation. De ce fait, il convient de se demander quels sont les déséquilibres et les contradictions que la mondialisation a déjà engendrés. Ainsi, l'on pourra mieux déterminer dans quelle mesure la collectivité nationale doit accepter que ces déséquilibres s'aggravent comme ils ne manqueraient pas de le faire sous le régime de l'AMI.

Nouveaux déséquilibres, nouvelles contradictions

La première conséquence visible est l'inéluctable déclin de l'emploi. Les sociétés transnationales fournissent très peu d'emplois par rapport à leur chiffre d'affaires. Elles emploient directement quelques 73 millions de personnes dans le monde. Sauf dans les micro-États (Singapour, Hong Kong), elles ne fournissent

sent nulle part un emploi à plus de 1 % de la population. D'après la CNUCED, conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, elles créeraient au moins un emploi indirect pour chaque emploi direct ; toujours est-il que leurs stocks d'investissement dans le monde ont été seulement multiplié par 11 depuis 1975, alors que leur nombre d'employés a seulement été multiplié par 1,8 pendant la même période. En ce qui concerne les 100 plus grandes compagnies du monde, entre 1993 et 1995, le nombre de leurs employés a diminué de 4 %.

Ce déclin de l'emploi est normal et prévisible ; les très grandes sociétés transnationales peuvent obtenir sur les marchés internationaux des capitaux à des taux extrêmement bas. L'emploi, par contre, représente encore 70 % de leurs coûts (chiffre pour les grandes firmes nord-américaines). De leur point de vue, il faut évidemment substituer le capital bon marché au travail cher. D'ailleurs chaque fois qu'une société transnationale annonce des licenciements massifs, ses actions montent en bourse.

Les petites et moyennes entreprises qui fournissent beaucoup plus d'emplois par unité d'investissement n'ont ni les mêmes facilités de crédit et d'autofinancement, ni des taux d'intérêts aussi favorables. Les sociétés transnationales ont de plus la possibilité de rechercher n'importe où dans le monde le travail à moindre coût pour une productivité égale ou approchante. Ainsi, depuis la mise en place de l'ALENA, accord de libre échange nord-américain entre le Canada, les USA et le Mexique, les investissements dans la zone frontalière du Mexique ont doublé, mais les salaires ont chuté de 50 %. Il en va de même avec Renault qui a quitté Vilvorde, mais qui produira la même voiture à Moscou, à un coût bien moindre. Ce ne sont là que deux exemples entre mille.

Les déséquilibres financiers provoqués par les attaques spéculatives contre les monnaies sont des conséquences normales et prévisibles car les plus gros profits se font sur les plus gros écarts et les opérateurs trouvent leur intérêt dans l'instabilité des marchés. En 1929, l'étalement-or a tenu ; aujourd'hui, le seul étalon est le dollar. S'il y a attaque concertée contre le dollar, le système monétaire mondial risque d'éclater. Les échanges sur les marchés financiers n'ont plus grand chose à voir avec le couple familial "épargne-investissement". D'après un expert de l'Observatoire de la Finance à Genève, les transactions sur les marchés boursiers



s'orientent vers l'investissement réel que dans 3 à 10 % des cas au maximum. Toutefois, de même que pour les transactions Forex, un intermédiaire prend une commission à chaque fois...

Il y a des risques de *surcapacité et de déflation*. Au niveau mondial, les rééquilibrages et les corrections attendus des lois de l'offre et de la demande deviennent inopérants. Le système mondialisé a tendance à accumuler une capacité de production excédentaire car les sociétés transnationales se font concurrence sur les parts de marché et veulent toutes être présentes sur tous les marchés.

Selon *Business Week* "la production augmente plus vite que la consommation, même aux Etats-Unis. Aujourd'hui, pour la première fois depuis de longues années, il existe une surcapacité mondiale dans toutes les industries, de l'électronique à l'automobile. Et l'offre excédentaire va s'aggraver avec les efforts de l'Asie pour exporter encore plus afin de surmonter sa crise" (4).

En effet, l'Asie, ayant éclaté la crise de 1997, avait beaucoup investi dans la perspective d'une capacité manufacturière accrue et cette capacité est venue sur le marché juste au moment où ces pays dévaluent leurs monnaies et cherchent à exporter coûte que coûte pour se remettre à flot. Jusqu'ici les pays d'Asie du Sud-Est importaient plus qu'ils n'exportaient — maintenant il leur faut à tout prix une balance commerciale positive.

Les USA semblent accepter l'aggravation constante de leur balance commerciale et représentent dans le monde d'aujourd'hui le consommateur de dernier recours. Cet état de chose peut-il durer éternellement ?

Hélas, en même temps qu'on augmente l'offre, on congédie la demande. En Europe, c'est à cause du chômage ; aux USA, c'est à cause de la pression vers le bas des revenus. Dans les années 1970, une famille américaine moyenne devait consacrer les revenus de 18 semaines à l'achat d'une voiture moyenne. Maintenant, elle doit mettre les gains de 28 semaines pour acheter la même voiture. Le fordisme ("je paie mes ouvriers pour qu'ils soient les premiers à pouvoir acheter mes voitures") ne fonctionne pas au niveau international car chacun cherche des employés au rabais.

Cette sur-offre et cette sous-demande se traduisent déjà par la stagnation ou la baisse des prix. Le consommateur en profite-t-il ? Cela dépend, car la chute des prix s'accompagne de chutes de salaires (déjà 15 % en Thaïlande en quelque mois). La situation pourrait déboucher sur une déflation dangereuse. *Business Week* y voit une "menace".

On a coutume de dire, au sujet des marchés internationaux qu'il "n'y a pas de pilote dans l'avion". Plus grave encore est le fait que personne ne sait combien il y a d'avions ni comment éviter les collisions en

(4) "The Threat of Deflation", *Business Week*, 10 novembre 1997, pages 55-59.

l'absence de tout contrôle aérien. Une déflation rapide pourrait créer des faillites en cascade, l'écroulement d'institutions de crédit et une situation qui rappellerait les années 1930, en pire.

Cette menace donnera peut-être lieu, *in fine*, à des ententes, des cartels, des oligopoles pour limiter la casse et partager les parts de marché entre sociétés transnationales, mais pour l'instant nous en sommes encore au stade du capitalisme international sauvage déréglementé qui porte en lui sa propre crise.

Les *sauvetages à répétition* sont nécessaires chaque fois que la loi du "trop grand pour faire faillite" entre en jeu. En France, c'est le cas du *Crédit Lyonnais*, aux USA, celui de *Saving & Loans*; sur le plan international, c'est le FMI qui vole au secours des "pays" — en fait des très gros opérateurs sur leurs marchés — qui ont poussé le bouchon vraiment trop loin. Le bilan — n'oublions pas qu'il s'agit de fonds publics — est de 100 milliards de francs pour le Mexique, au moins 60 pour la Russie, de l'ordre de 330 pour la Corée du Sud et probablement de l'ordre de 600 milliards de francs pour l'ensemble des pays asiatiques. Les contribuables, surtout ceux des pays riches, ne perçoivent guère qu'il s'agit de leur argent.

Il faudrait savoir si nous vivons sous un vrai capitalisme, qui est censé comporter des risques, ou sous un régime où le risque ne s'applique qu'aux plus petits. L'AMI renforcerait tous les régimes d'exception s'appliquant aux sociétés transnationales.

Une théorie inadaptée et dépassée du commerce international

Toute la justification de l'autorité de l'OMC, du libre-échange et de ses bienfaits supposés repose sur la théorie de l'"avantage comparatif", élaboré au XIX^e siècle par David Ricardo. Elle déclare qu'un pays doit vendre ce qu'il produit relativement bon marché et acheter ce qu'il ne peut produire que relativement cher.

Cette théorie suppose un commerce national et elle laisse complètement en dehors l'investissement direct à l'étranger des sociétés transnationales. Ces firmes ne sont plus, comme leur nom l'indique bien, nationales, puisqu'elles produisent dans plusieurs endroits du globe.

Or, un tiers de tout le commerce mondial a lieu entre filiales d'une même entreprise : c'est à dire que *Renault* échange avec *Renault*, *Philips* avec *Philips* et ainsi de suite. Un

autre tiers du commerce mondial a lieu entre les différentes sociétés transnationales : *Renault* avec *Philips*, *General Electric* avec *General Motors*, etc. Seul un tiers du commerce mondial peut être aujourd'hui qualifié de "national" et cette part diminue chaque année.

Pourtant, nous continuons de raisonner dans le cadre d'un modèle simple d'équilibre général entre deux pays qui va inévitablement fausser nos jugements sur les avantages du commerce (5).

Le commerce n'accroît pas la richesse mais la redistribue vers le haut. "La libéralisation du commerce entre pays industrialisés n'a contribué que pour une infime fraction à la prospérité de ces pays avancés. Mais les économistes croient que l'accroissement du commerce était très important dans ce progrès" : ceci est le jugement d'un économiste néolibéral honnête.

A propos de ce jugement, un autre économiste renchérit : "C'est exact. Cherchez dans la littérature économique sérieuse les preuves empiriques que le commerce entre pays industrialisés apporte des gains appréciables : vous ne les trouverez pas... Nous sommes ici dans le domaine de la foi. Les économistes croient. Leur confiance dans les avantages du libre-échange ne repose pas sur des observations empiriques mais sur la théorie de l'avantage comparatif" (6). Laquelle ne fonctionne plus, comme nous venons de le voir.

La destruction des politiques sociale et environnementale

En plus de la pression sur les salaires vers le bas, la "déréglementation" exige le démantèlement du *Welfare State* et des filets de sauvetage nationaux. Mais elle n'instaure aucun régime semblable au niveau international, pour la bonne raison que le capital international n'est pas taxé.

Pour qu'il le soit, il devrait cesser d'être stratosphérique et cybernétique. De ce fait, les Etats qui dépendent de plus en plus de ce capital volage ne peuvent investir dans les biens publics. Cette déficience serait structurellement aggravée par l'adoption de l'AMI.

De même que pour les normes du travail, les firmes cherchent un régime réglementaire environnemental minimum ou nul. Les travailleurs du monde entier doivent se concurrencer en réduisant leurs exigences en matière de protection écologique. Tous les coûts de l'activité industrielle, qu'ils soient sociaux ou environnementaux,

sont externalisés. C'est à la société en général de payer ces coûts, au moment précis où elle a de moins en moins de moyens pour le faire.

L'aggravation des disparités sociales et des disparités entre pays est prévisible. Alors que les chantres de la mondialisation prétendent que tous, personnes et pays, peuvent y gagner, toutes les études empiriques démontrent le contraire. L'application des règles néolibérales produit invariablement un transfert des richesses vers le haut ; les citoyens les moins favorisés perdent le peu qu'ils ont. C'est ce processus que le directeur de la CNUCED a pu appeler le "creusement" des classes moyennes.

Des pans entiers du monde disparaissent virtuellement de la carte — c'est le cas notamment de l'Afrique —, mais beaucoup d'autres zones sont laissées pour compte car les investissements (qui remplacent de plus en plus l'aide publique au développement) se concentrent pour les trois-quart dans dix ou douze pays du Sud. Au jeu de la compétitivité à outrance, il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus. Et personne ne sait ce que l'on fera des perdants.

Menaces sur la démocratie

Pour contenir les bouleversements sociaux qui ne manqueront pas de se produire au fur et à mesure que le nombre de perdants augmentera, les Etats seront "obligés" de devenir plus autoritaires. Si les sociétés transnationales et les autres acteurs de la mondialisation réussissent à substituer leur cadre légal à celui des Etats, il ne restera plus à ces derniers que les fonctions répressives et punitives. Comme le disent les groupes canadiens opposés à l'AMI "le nouvel Accord Multilatéral sur l'Investissement donne tant de pouvoir aux entreprises que les Parlements n'auront plus aucune importance".

Face au secret, au refus de la transparence, à l'ignorance dans laquelle on veut maintenir les citoyens, il faut un immense effort d'éducation et d'information pour empêcher la mainmise de l'AMI sur notre démocratie.

Susan GEORGE

Susan George est la présidente de l'*Observatoire de la mondialisation à Paris* et directrice du *Transnational Institut à Amsterdam*.

Article repris dans le livre "AMI : attention, un accord peut en cacher un autre", ed. CETIM, Genève.

(5) Voir Nations-Unies, *World Investment Report*, 1996, pages 123-125.

(6) Voir Dani Rodrik, *Hed Globalization Gone Too Far ?* Washington, DC, Institut for International Economics, 1997 ; et la critique qu'en fait Jeff Faux, "Holding the Neoliberal Bet", *Dissent*, Fall, 1997.

PENSEZ GLOBALEMENT , MANGEZ LOCALEMENT !

DES MOYENS SAVOUREUX POUR CONTRER LA MONDIALISATION

En nous approchant du nouveau millénaire et de la mondialisation du "développement" occidental, la vie semble devenir à la fois plus difficile et plus rapide, et nous deviennent plus isolés au fur et à mesure que nous nous éloignons des derniers vestiges de la vie communautaire. Encocoonés dans notre technosphère personnelle de voitures, baladeurs, téléphones portables, ordinateurs et jeux vidéo, le souvenir même de la sensation de faire partie intégrante du monde naturel s'évanouit.

écologique, nous dit-on, il faut générer plus de croissance, plus de commerce. Il faut donc inévitablement plus de concurrence, et une bataille toujours plus âpre pour des ressources et des emplois.

Mais qui profite de cette compétitivité ? Certainement pas nos enfants, pressés dès leur plus jeune âge de choisir et d'atteindre leurs buts dans la vie. Ils sont stressés, mesurés, testés, considérés comme une réussite ou un échec, face à des ambitions pour un avenir dont nous ne connaissons encore presque rien.

té et la sécurité, les niveaux de salaires et de retraites, et les congés payés.

Pour la biosphère, une augmentation du commerce global signifie plus de destruction. Ces mois derniers nous avons vu des panaches de fumée immobilisés au dessus d'états entiers dans le Sud-Ouest asiatique, empoisonnant les poumons de millions de gens pour des années à venir. Ailleurs, on a décelé de larges traces d'ozone industriel toxique flottant à la surface des océans. Tandis que les feux de forêt font rage et que les glaciers reculent, le réchauffement planétaire n'est plus une théorie mais une évidence. Le prix Nobel Henry Kendall, président de l'Union des Scientifiques Responsables, dit ceci : *"Ne croyez pas qu'il y ait de doute concernant les conclusions de la communauté scientifique — la menace de réchauffement planétaire est bien réelle et nécessite une action immédiate. C'est une erreur grave que de croire que nous pouvons continuer à remettre ce problème à plus tard"* (1).

Face à cette évidence écrasante d'une crise globale, beaucoup de gens commencent à rejeter la rhétorique de nos leaders politiques qui, presque sans exception, continuent à prôner la croissance économique comme seule solution.

De plus en plus de groupes citoyens autour du monde commencent à argumenter que c'est le système économique hautement centralisé et subventionné — et non la gestion inefficace ou la petitesse — qui est le vrai coupable de tant de nos maux personnels, sociaux, et environnementaux. Les organisations non-gouvernementales réclament de plus en plus des changements de politique aux niveaux nationaux et internationaux afin de prendre en charge les marchés financiers globaux qui s'abordonnent systématiquement le

Appuyées par des subventions gouvernementales payées aux frais du contribuable, les sociétés multinationales industrialisent la production alimentaire à travers toute la planète. Tandis que les bénéfices montent en flèche, le prix à payer est la baisse de la qualité, la dégradation de l'environnement et la perte de la diversité culturelle. En réponse, un peu partout des gens rejettent la mondialisation et prennent l'économie en main. Des initiatives telles que les marchés paysans, le soutien local communautaire de l'agriculture, des éco-villages et les "box-schemes" redonnent vie aux communautés locales et nous aident à prendre le chemin d'un monde plus sain.

Au fur et à mesure que notre sentiment d'"appartenance" et notre tranquillité d'esprit sont submergés par la "nécessité économique", beaucoup d'entre nous semblent croire que la solution ne peut se trouver que dans cette nécessité. Pour résoudre le problème du chômage ou la crise

Pour nous les adultes, la compétitivité globale représente des contrats à durée déterminée — ou pas de contrat du tout. Nous devons nous mettre en quatre pour lutter contre la "flexibilité" des ouvriers chinois, indonésiens ou birman, en ce qui concerne les heures du travail, la san-

bien-être des humains et de l'environnement aux profits à court terme.

C'est à partir de ce système économique global que les gens commencent à réclamer tout ce qui leur est cher : le contrôle de leurs emplois, leur alimentation, leur environnement, et leurs vies.

Il existe de réels signes d'espoir. Tandis que nos leaders continuent à nous pousser vers une globalisation économique toujours croissante, des mouvements à la base tiennent dans la direction opposée : les gens prennent l'économie en mains.

Tout autour de nous, toute une panoplie d'initiatives intéressantes prennent essor dans les communautés locales, telles que les unions de crédit et monnaies locales, les SEL (2), les éco-villages (3), les systèmes bancaires (4) et les circuits de ventes directes entre agriculteurs et consommateurs.

Parmi celles-ci, les plus importantes et les plus réussies sont les réseaux locaux d'alimentation. Les bénéfices de la réduction de distance entre fermiers et consommateurs sont aussi diverses que prometteuses, comprenant moins de transport, de gaz à effet de serre, d'emballages - et une qualité d'air accrue.

La production alimentaire devrait être le cœur même de la localisation, car là où la question de la nourriture et de l'agriculture est négligée, les efforts de revitalisation des communautés pourraient échouer.

Dans ce qui suit, j'aimerais tout d'abord étudier les nombreux problèmes relatifs à la production alimentaire industrielle, et par la suite l'explosion d'initiatives pour l'élaboration d'alternatives saines.

Les vrais tricheurs sociaux.

Nous vivons dans un monde où le beurre de Nouvelle Zélande, vendu dans les magasins anglais, est moins cher que le beurre local, où les marchés espagnols vendent du beurre danois et les magasins danois vendent du beurre produit en France. Notre nourriture a souvent voyagé plus loin que la plupart des consommateurs dans toute leur vie. En Amérique, la nourriture voyage en moyenne 1920 longs kms avant d'arriver sur la table. Cette situation absurde est le résultat de politiques nationales et internationales qui encouragent et subventionnent le commerce, aussi bien qu'une agriculture toujours plus intensive et industrialisée dans le traitement et le raffinage des aliments.

Partout dans le monde, des subventions cachées favorisent l'industrialisation de la production ali-



mentaire pour convenir aux exigences du marché mondial. Des opérations nationales et internationales de conditionnement et de vente vont de pair avec l'extension du réseau routier payée par les deniers publics et constamment "amélioré" pour accueillir d'énormes camions, accordant ainsi l'avantage commercial aux entreprises spécialisées dans le transport de chargements volumineux. La Table Ronde d'Industriels Européens (ERT) composée de PDG et d'autres administrateurs des 45 plus grandes entreprises Européennes, a demandé de grands travaux sur de nouvelles routes et chemins de fer à grande vitesse pour compléter un vaste réseau européen de transports (5).

Les recommandations intéressées du ERT ont été largement accueillies par la Commission Européenne. En 1996, l'UE, Union européenne, a conçu une stratégie d'ensemble pour la mise en œuvre d'un système nouveau de transport routier, le Réseau Routier Trans-Européen (TERN), comprenant plus de 50 000 km de nouvelles routes à travers l'Europe, dont 12 000 km d'autoroutes. Il est prévu que le transport de marchandises dans l'UE augmentera de 90% entre 1996 et 2010. Le coût total du TERN est estimé entre 2700 et 3500 milliards de francs sur les quinze années à venir. Dans certains des projets prioritaires du TERN le financement de la CEE pourrait atteindre 90% du total. Prenons un moment pour comparer cet investissement vers une accélération maximum du commerce et des transports avec les déclarations occasionnelles du gouvernement européen concernant la nécessité d'une croissance "soutenable" et la réduction des émissions de CO₂.

De même, les grands médias, eux aussi subventionnés, permettent

aux plus grandes et plus profitables sociétés alimentaires de vendre les aliments les moins nourrissants, en nous forçant à nous familiariser aux grandes marques, tandis que les petits producteurs et vendeurs locaux, n'ayant pas les moyens de se payer la pub, bien souvent font faillite.

D'énormes sommes d'argent en provenance des contribuables subventionnent la recherche en biotechnologie pour permettre aux aliments d'être transportés de plus en plus loin, résister à des doses de plus en plus élevées de pesticides, et en fin de compte, d'être produits sans l'intervention de ces fermiers contestataires. Ainsi le Département de l'Energie des Etats-Unis, l'Institut National de Santé et la Fondation Nationale pour la Science — tous rattachés au gouvernement des USA — ont fourni, en collaboration, plus de 600 milliards de francs sur dix ans pour rechercher les possibilités commerciales de la manipulation génétique - dont les coûts de recherche bénéficieront évidemment aux corporations travaillant dans les secteurs de la biotechnologie pharmaceutique et agricole. De même, le Département Britannique de Commerce et Industrie (DTI) a attribué des subventions de 60 millions de francs, pour la seule année 1994, pour la recherche et le développement des entreprises dans ce domaine. Cette recherche est allée de pair avec le programme du DTI "Biotechnologie signifie Business" qui "pousse à l'utilisation de la biotechnologie moderne par des entreprises qui ne l'ont pas encore utilisée" (6).

Internationalement, l'argent des contribuables — y compris notre "aide" aux pays en voie de développement — est utilisé pour élaborer une infrastructure industrielle à grande échelle. Des systèmes d'irrigation, des routes, des terminaux à fret, des cen-

(2) Sur les SEL, voir notre hors-série "Pour changer, échangeons : les systèmes d'échanges locaux", 1998, 84 p.

(3) Sur les éco-villages, voir principalement le dossier "Vivre ensemble" paru dans Silence de janvier 1998, n°226-227, puis les numéros suivants.

(4) Voir notre dossier "Les finances solidaires", n°229, mars 1998.

(5) Voir l'article "Les maîtres de l'Europe" d'Ann Doherty et Olivier Hoedeman, paru dans Silence n°206-207, juillet-août 1996.

(6) Sur les biotechnologies, voir "Organismes génétiquement manipulés : génial ?" d'Arnaud Apoteker, paru dans Silence n°214, février 1997 et également le dossier "Plantes folles en accusation" paru dans Silence n°230, avril 1998.

trales électriques, des systèmes de crédit et des zones exonérées d'impôts pour encourager les entrepreneurs — tous préconisent l'industrialisation et la mondialisation. Deux exemples : la Banque Mondiale a accordé un prêt de 2,4 milliards de francs pour la construction de la route Jinzhu en Chine qui, selon la Banque "améliorera les voyages lointains et encouragera le commerce". La Banque Mondiale a également accordé dernièrement au Laos 280 millions pour financer "un projet d'amélioration routier". Nos impôts sont utilisés pour tous ces projets, à notre insu et sans notre accord.

Naturellement, ce sont les multinationales qui sont les mieux placées pour profiter de ces subventions. Les plus grandes entreprises transnationales réussissent le mieux : les compagnies comme Del Monte, propriétaire de plantations partout dans le monde, McDonalds, propriétaire de fast-foods dans tous les pays (7), et Cargill, qui contrôle le commerce céréalier. Et qu'est-ce qu'ils gagnent comme argent ? Aux USA, pour l'alimentation, seulement 4 cents par dollar retournent au fermier, alors que 96 cents vont aux intermédiaires.

Qui paie la note ?

Les résultats de ce système de bienfaits corporatifs sont une perte de santé, d'emplois, de nourriture à caractère et à saveur locale, de paysage et de culture — et la disparition des bénéfices environnementaux d'une agriculture intégrée.

Dans le paysage rural, les effets de la production alimentaire industrielle ne sont que trop évidents : les haies disparaissent au fur et à mesure que les petites fermes sont avalées dans de vastes plaines agricoles industrielles, les collines, jadis vivantes et abritant de nombreuses espèces d'animaux, de plantes et d'arbres, sont mises à nue pour recevoir d'énormes troupeaux de moutons. Le paysage urbain et banlieusard a souffert tout autant : les centres-villes, vides, sont en déclin. Les petites routes, les bâtiments anciens et les champs formant une précieuse coulée verte aux bords des villes, tous sont enterrés sous le béton des voies de contournement, des hypermarchés et des parkings.

Les contribuables paient cette dévastation non seulement par leurs impôts, utilisés pour les subventions agricoles, les réseaux de transport et ainsi de suite. Nous payons également indirectement. Nous achetons des emballages superflus puis nous payons pour qu'ils soient emmenés à la décharge. Au fur et à mesure des augmentations de nos primes d'assurance

nous payons l'érosion de la terre et les gaz à effet de serre. Nous payons pour que notre eau, pleine de pesticides, soit purifiée. Nous payons encore quand la valeur de notre maison est en chute libre à cause de l'augmentation du bruit dans la rue. Nous payons la facture de santé à cause de notre nourriture de qualité de plus en plus inférieure, et enfin nous payons la perte de notre joie de vivre.

Et cette facture ne s'arrête pas là — elle s'étendra vers l'avenir bien après le nouveau millénaire. En effet, l'avenir découle du système actuel non soutenable. Ce n'est pas seulement la dégradation environnementale qui s'étend vers l'avenir. Des problèmes de santé causés par une mauvaise nutrition, l'empoisonnement par des pesticides, etc., commencent avant la naissance, et se perpétueront à travers les générations.

Dans les pays en voie de développement, l'impact dévastateur des économies orientées vers l'exportation est plus récente et encore plus inquiétante. Comme nous avons constaté ci-dessus, la production industrielle orientée vers l'exportation permet aux marchandises produites à grande échelle d'être transportées sur de grandes distances, puis vendues à des prix artificiellement bas — souvent bien plus bas que les produits locaux.

Au Ladakh, sur le plateau tibétain, le gouvernement Indien amène des produits alimentaires subventionnés à partir du Pendjab, grenier céréalier de l'Inde. L'économie locale du Ladakh — qui a nourri ses habitants sans problème depuis 2 000 ans — est maintenant submergée par des produits en provenance de fermes industrielles de l'autre côté de l'Himalaya. Les produits qui arrivent à la tonne par camion coûtent bien moins chers dans le "bazar" local que les cultures qui se trouvent à cinq minutes à pied.

En Mongolie, pays qui a vécu de ses produits laitiers locaux depuis des millénaires et qui possède quelques 25 millions d'animaux producteurs de lait, on trouve en majorité dans les magasins du beurre allemand ! Dans ces conditions, la plupart des petits fermiers considèrent que le jeu n'en vaut plus la chandelle.

Le résultat de tout ce transport à longue distance de marchandises subventionnées est le démantèlement régulier des économies et communautés locales. Chaque année, des millions d'habitants ruraux, leurs moyens d'existence détruits, se ruent vers les quartiers urbains miséables, à la recherche du travail. L'urbanisation est même assimilée au "développement", et vue comme l'avenir de tous les pays, car il est prévu qu'en 2015, 90%

de la population mondiale habitera dans les villes. Pourtant, dans les métropoles moyennes du Tiers-Monde les emplois sont rares, et les salaires, et conditions de travail et de sécurité en chute libre, tandis que les gouvernements se font concurrence pour offrir des "climats d'investissement" toujours plus attrayants pour attirer les multinationales étrangères. Pour la majorité, le prix à payer est une société toujours plus fragmentée avec, en constante augmentation, le crime, la violence, le SIDA, les mauvais traitements des enfants, la drogue, les sans-abri, et le désespoir.

Les nombreux impacts négatifs cités ici sont bien réels. Mais comme ils ne paraissent pas dans le bilan comptable national, le Produit National Brut (PNB) ils sont négligés par la plupart des économistes et décideurs. Le PNB concerne exclusivement les transactions économiques, quels que soient les coûts plus étendus en termes de santé, bonheur et sécurité de la nation et de l'environnement de ses habitants.

La théorie économique prétend que le système agricole intensif bénéficie à tout le monde. Parce que certaines régions bénéficient d'avantages comparés à d'autres dans des secteurs de production donnés, les économistes soutiennent qu'il est souhaitable de se spécialiser dans des monocultures pour le commerce — que ce soit la monoculture du manioc en Thaïlande pour nourrir le bétail Européen, ou du travail à bon marché en Chine pour produire des sacs plastiques pour les supermarchés européens. Mais quand des biens produits à grande distance bénéficient de subventions gouvernementales, souvent de façon cachée, nous ne pouvons pas parler d'avantages comparatifs à l'intérieur de marchés libres. Cependant, nous pouvons parler d'avantages commerciaux injustes et non-libres dont bénéficient à nos dépens de grandes compagnies commerciales.

Le changement : Au-delà du PNB

Des changements au niveau politique sont clairement nécessaires. Dans le passé, les organisations promouvant l'agriculture soutenable, la protection de l'environnement ou la qualité alimentaire ont eu tendance à ne s'attaquer qu'à une seule chose à la fois. Maintenant il devient évident qu'il nous faut une vision plus large des politiques économiques qui font baisser artificiellement le prix des aliments industriels, en transférant le coût de production vers le consommateur.

(7) Voir l'article "Le monde selon McDowell" d'André Larivière et Michel Bernard, paru dans Silence n°236, octobre 1998.

Si les groupes de militants pour l'agriculture soutenable, la protection de la vie sauvage et une meilleure qualité d'alimentation ne prennent pas en compte les "subventions cachées", ils risquent de tomber dans le piège de soutenir une augmentation des prix à la consommation pour compenser le travail des fermiers. Cette approche marginalise les pauvres et expose les militants d'être accusés d'élitistes.

De plus, fermer les yeux sur les subventions cachées, c'est rater une occasion extraordinaire : si ces ressources étaient dirigées vers une agriculture et une vente au détail transparentes, la société produirait des aliments de meilleure qualité sans que le coût en soit augmenté.

La reconnaissance des conséquences globales du système économique, donne aussi aux groupes d'action pour la culture et l'environnement une cause commune avec ceux qui luttent pour la justice sociale et les droits de l'être humain à travers le monde. Ces groupements commencent maintenant à s'unir pour exiger une série de priorités économiques (8).

Une démarche vitale est la pression sur nos leaders pour renégocier les traités commerciaux. Ceci pourrait être possible si les mouvements environnementaux du nord et du sud se donnaient la main dans un effort international pour forcer les gouvernements à reprendre le pouvoir qu'ils ont cédé aux corporations et aux marchés financiers. De nouveaux traités pourraient éviter des fusions, des monopoles, et la spéculation monétaire, et assurer que les subventions cachées et les avantages injustes consentis actuellement à des producteurs à grande échelle et à des commerciaux, seraient graduellement réduits. Un équilibre pourrait être retrouvé entre le commerce à grande distance et la production locale, régionale et nationale.

Toutefois, cela ne se passera pas sans une pression énorme du public.

De telles démarches internationales sont indispensables, mais seules, ne pourront pas redonner la santé aux économies et aux communautés : il faudra des centaines d'initiatives locales aussi diverses que les cultures et milieux où elles prendront essor. Plutôt que d'essayer d'arrêter le rouleau compresseur économique global, ces petites démarches demandent une certaine lenteur et une profonde connaissance des contextes locaux, c'est pourquoi elles doivent être menées et mises sur pied par les membres de la communauté elle-même. Avec le temps, de telles initiatives favoriseront inévitablement un retour à une diversité culturelle et biologique, et une "soutenabilité" durable.

En effet, malgré un manque presque total de soutien du gouvernement et des industriels les producteurs et consommateurs prennent en main l'économie alimentaire, et font que les solutions de demain arrivent dès aujourd'hui. A travers le monde, et en particulier dans les pays industrialisés, un nombre croissant de gens reconnaissent l'importance de soutenir leur économie locale. Les circuits courts de vente de produits agricoles apparaissent dans beaucoup de villes, particulièrement en Amérique du nord, et de tels produits se trouvent de plus en plus dans les magasins.

En Angleterre, le premier "marché fermier" à Bath est réservé aux producteurs situés dans un rayon de 50 à 65 km. L'intérêt du public pour le marché de Bath a été extraordinaire : plus de 400 appels ont été reçus au marché même, dont beaucoup de personnes demandant comment réaliser des initiatives similaires dans leur propre localité. La "Soil Association" (association pour la préservation du sol) a reçu quelques 200 appels analogues. L'enthousiasme est tel que

deux membres de l'association, Alan Chubb et Sarah May, organisent des stages d'une journée pour enseigner comment organiser un marché fermier. Ces marchés ont commencé pendant l'été 1998 dans les villes de Canterbury, Huddersfield, Glastonbury et Salisbury. A New York il existe maintenant plus de 24 marchés fermiers, ajoutant ainsi plusieurs millions de dollars aux revenus annuels des fermiers des alentours. L'Université de Cornell, qui a mis sur pied un programme appelé "Nouveaux fermiers : nouveaux marchés", espère augmenter ces chiffres par le recrutement et la formation à la participation et la vente sur ces marchés d'une nouvelle génération de fermiers. Ce programme vise particulièrement l'intégration d'immigrants au chômage, ayant de larges connaissances en agriculture.

De plus en plus de gens rejoignent des projets de soutien à l'agriculture par les communautés locales (CSA), qui favorisent un contact plus étroit entre les fermiers et les consommateurs. Ce mouvement s'étend, à partir de la Suisse où il a pris naissance il y a 25 ans, jusqu'au Japon où plusieurs milliers de gens y sont impliqués. En Amérique du nord, où il ne reste plus que 2% d'agriculteurs, le nombre de CSA a explosé, à partir de 2 en 1986, 200 en 1992 et plus de 1000 aujourd'hui.

Habituellement, les petits fermiers, dépendants de marchés éloignés, continuent à faire faillite à une vitesse inquiétante, mais les marchés locaux commencent à renverser cette tendance.

En Grande Bretagne, le système appelé "box schemes" trouve un large succès. Il s'agit d'éliminer les intermédiaires dans le commerce d'alimentation. Les membres de diverses communautés, ayant forgé des liens directs avec des fermiers, commandent directement à la ferme des produits frais qui sont livrés en cartons une fois par semaine. Les fermiers sont ainsi mieux rémunérés pour leur travail tandis que les consommateurs profitent de produits frais ainsi qu'une connaissance de l'origine de ces produits. L'économie locale bénéficie des liens raccourcis entre fournisseur et consommateur. Le monde des affaires aimerait nous faire croire que la diversification et la localisation de la production alimentaire mènent à l'inefficacité, au chômage et aux problèmes économiques, alors que c'est le contraire qui se passe. Des emplois sont créés au sein des communautés locales, et la prospérité des petites entreprises agricoles est assurée (9).

La question la plus importante n'est pas de savoir si les gens ont des

(8) En France, l'"Alliance consommateurs, écologistes, paysans, tiers-mondistes" a vu le jour. Elle est animée par de nombreux groupes dont la Confédération Paysanne, 81, avenue de la République, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 62 04 04.

(9) En France, cette méthode se développe également, en particulier dans les "jardins solidaires" regroupés au sein de la FNARS, 76, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 45 23 39 09. Une étude menée par l'association Côté-Jardin (31,

rue Gervais Bussières, 69100 Villeurbanne)

montre que cette méthode de vente directe permet de mettre l'alimentation biologique à un prix égal à celui du "marché" classique. Il est également possible de constituer ses propres jardins pour produire au niveau local : voir à ce sujet notre dossier "lien social et jardinage", paru dans Silence n°235, septembre 1998.



oranges dans des pays froids, mais si leur blé, leurs œufs et leur lait — en bref, si leurs besoins alimentaires de base devraient voyager des milliers de kilomètres quand ils pourraient être produits dans un rayon de 50 kilomètres. Le but de la localisation n'est pas d'éliminer le commerce, mais de réduire le transport superflu tout en encourageant des changements qui renforcent et diversifient les communautés à tous les niveaux, jusqu'au national. Le degré de diversification, les biens produits et l'importance du commerce varieront naturellement d'une région à une autre.

Autour du monde industrialisé les gens construisent des communautés pour essayer d'échapper au gaspillage et à la pollution, à la concurrence et à la violence de la vie contemporaine. Beaucoup cherchent à développer des économies locales et coopératives.

Le mouvement qui vise à créer des communautés soutenables, ou "éco-villages" représente peut-être l'antidote le plus complet à la dépendance sur l'économie globale. Beaucoup d'éco-villages ont commencé à partir d'essais de mise sur pied d'une production alimentaire indépendante, le recyclage des déchets, l'utilisation des matériaux de construction locaux, etc. Le Réseau Global des Eco-Villages est un mouvement passionnant qui relie plusieurs de ces communautés à travers le monde (10).

Ces efforts, basés au nord, fournissent une alternative significative au modèle urbain occidental imposé actuellement aux parties du monde en voie de développement.

Environnementalement, comme nutritionnellement, les bénéfices de la réduction du temps de transport entre fermiers et consommateurs ne sont pas mis en doute. Les systèmes locaux d'alimentation encouragent la biodiversité aussi bien que la production régionale. Contrairement aux distributeurs commerciaux, qui exigent de grandes quantités d'une seule récolte — les marchés locaux, par leur nature même, créent une demande pour une grande variété de produits recherchés pour leur goût et contenu nutritif plutôt que leur capacité de supporter les rigueurs du transport sur de grandes distances, ou les niveaux de conformité exigés par les supermarchés. Les concombres n'ont pas besoin d'être parfaitement droits ni les pommes parfaitement rondes.

La communication directe entre producteurs et consommateurs crée un système réactif économique, formé par les besoins de la société plutôt que ceux du commerce. Quand le marché est sous le contrôle des

AGIR CONTRE L'AMI

Depuis le début de l'année, de nombreuses associations ont rejoint la coordination contre l'AMI, accord multilatéral sur l'investissement et contre le NMT, nouveau marché transatlantique lequel, conçu sur le même mode que l'ALENA, accord de libre échange nord-américain, permettrait aux multinationales de faire ce qu'elles veulent entre le continent nord-américain et l'Europe.

- En France, la coordination est assurée par l'*Observatoire de la Mondialisation*, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 38 37 88.
 - En Belgique, on peut prendre contact avec le COTA, rue de la Sablonnière, 18, B-1000 Bruxelles, tél : 32 2 218 18 96.
 - En Suisse, avec le CETIM, centre europe tiers-monde, 6, rue Amat, CH 1202 Genève, tél : 00 41 22 731 59 63.
 - Au Canada, avec le *The Mai Not !* 1125 Colonel By Dr, room 326, Unicentre, Carleton University, Ottawa, Ontario, K1S 5B6.
- Pour en savoir plus :
- "AMI : attention, un accord peut en cacher un autre", avril 1998, 150 p., 22 FS, 88 FF, 490 FB à commander au CETIM de Genève.
 - "Lumières sur l'AMI", septembre 1998, Ed. Esprit Frappeur, 10 F, en librairie.



consommateurs plutôt que les corporations, les pressions économiques bénéficient souvent à l'environnement plutôt que le contraire : par exemple, les fermiers utilisent de plus en plus les méthodes biologiques en réponse aux soucis de leurs clients concernant les pesticides et engrains chimiques. L'absence d'emballages signifie une réduction considérable de l'énorme quantité de déchets non-reutilisables et non-biodégradables produite partout dans le monde. Entretemps, la réduction des temps et distances de transport signifient une réduction des énergies fossiles, moins de gaz à effet de serre, et moins de particules cancérogènes dans nos poumons.

Effectivement, comme indiqué ci-dessus, le rapprochement des producteurs et consommateurs a un nombre étonnant d'avantages. Peut-être le plus significatif en est la reconstruction de la communauté. Des rapports plus soudés entre les gens mènent à une compréhension de leur dépendance mutuelle. Dans les magasins locaux les gens se connaissent et se parlent. Les fermiers voisins qui vendent à ces magasins connaissent les clients qui achètent leurs produits et risquent moins d'avoir recours à des produits chimiques toxiques. Inversement, les gens qui connaissent le fermier qui fait pousser leurs fruits et légumes seront plus aptes à lui donner un coup de main en cas de pépin. C'est exactement ce qui s'est passé dans le Kentucky, quand un groupe s'est dépêché pour aider un fermier ami avec sa moisson, tandis que ses voisins, qui vendaient leurs produits à un groupe commercial éloigné, ont perdu leurs récoltes par une gelée précoce.

Le sens plus fort de communauté qui découle des liens proches entre fermiers et clients, à son tour, a des bénéfices psychologiques importantes. La recherche occidentale révèle que l'augmentation du crime, de la violence, de la dépression, des divorces, et même de la maladie, sont reliés à la rupture de la communauté et la perte du lien social. L'Organisation Mondiale de la Santé estime que la dépression est le problème le plus important dans le monde, en termes de jours perdus, coûtant plus que tout autre maladie. Par contre les gens qui ont un sens de leur place sur terre et vis-à-vis des autres — autrement dit des gens enracinés dans la communauté — bénéficient d'un sens beaucoup plus fort d'identité et de valorisation personnelle.

Nous avons le pouvoir de changer les choses. Le système global destructeur ne peut exister que tant que nous sommes disposés à l'accepter et à le subventionner. Nous pouvons le rejeter. Et nous pouvons commencer par goûter à tous les bénéfices des liens renoués entre les fermiers et les consommateurs. De la nourriture locale fraîche et délicieuse pour tous, c'est peut-être la meilleure façon de sauver la planète.

Helena NORBERG-HODGE

Helena Norberg-Hodge est directrice de la Société Internationale pour l'Ecologie et la Culture en Grande-Bretagne.

Texte paru dans
"The Ecologist", juillet-août 1998.
Traduit par Joanna Brémond.

(10) En France, voir le Réseau-Ecovillage s'est constitué en 1997. On peut le contacter chez Andrée Fina, Bastide la Source de vie, chemin des Riaux, 83570 Carex, tél : 04 94 04 34 32. Au niveau international, on peut prendre contact avec le GEN, Skyumvej 101, 7752 Snedsted, Danemark, tél : 00 45 97 93 66 55.



ENVIRONNEMENT

DECHARGES ET SANTE

Des études menées de 1982 à 1994 autour de sept décharges contrôlées situées en Europe concluent que la probabilité d'avoir un enfant malformé à la naissance augmente de 37 % dans un rayon de 3 km autour du site comparé, à un rayon de 7 km. L'étude a porté sur 1089 enfants malformés dont 295 dans le rayon de 3 km. Les résultats de l'étude ont été publiés dans *The Lancet* (352-423, 1998).

(source : *La Recherche*, oct. 1998)

USA : SUCCES DU TRANSPORT COMBINE

Le transport des marchandises par rail connaît un succès énorme aux Etats-Unis. L'innovation majeure a été de concevoir des wagons à conteneurs à deux niveaux appelés "double-stack" qui permettent d'abaisser considérablement les coûts. La croissance annuelle de ce mode de transport est actuellement de 10 à 12 % l'an. Actuellement le fret par train représente 40 % du transport de marchandises. Après avoir

perdu des parts de marché dans le domaine des céréales et du charbon, le train connaît une nouvelle jeunesse : 13 millions de conteneurs sont ainsi transportés chaque année par des convois pouvant atteindre 2 km de long. Les mêmes wagons sont à l'étude en France. (source : *La Vie du Rail*, 9 juillet 1997)

ATRAZINE : LE RETOUR

Soupçonnée d'être cancérogène et responsable de la pollution des eaux souterraines,

raines, l'Atrazine, herbicide bon marché, serait selon Novartis qui commercialise cette molécule, inoffensive pour peu que l'on respecte le mode d'emploi. Novartis a dépensé 300 millions de francs pour mener des études qui concluent — évidemment — dans le sens voulu : on doit pouvoir utiliser cet herbicide ! L'Atrazine est interdite dans de nombreux pays européens mais pas en France où elle reste autorisée en zone agricole. Novartis fait actuellement pression pour la réhomologation de ce produit au niveau européen comme elle a déjà réussi à le faire en Australie. Elle fait également le forcing pour ré-obtenir une autorisation aux Etats-Unis. Le fric avant la santé, ce n'est pas une nouveauté. (source : *Campagnes Solidaires*, septembre 1998)

LESSIVES ROUGES

Le premier lessivier mondial Procter & Gamble commercialise des marques comme Ariel, Persil, Monsieur Propre, Max Factor, Oil of Olaz, Camay, Pantène, Tampax, Always, Pampers... C'est l'un des plus gros annonceurs publicitaires au monde. Il a des filiales dans 68 pays. Alors que ces produits ne sont pas des médicaments, la firme multiplie les tests sur les animaux.

En 1987, des actionnaires proposent la suppression de ces tests, ce qui est majoritairement refusé. En 1989, la firme dépense 17,5 millions de dollars pour contrer une initiative législative qui interdirait les tests sur animaux. Rebelo en 1990, où la firme s'oppose à un projet de loi dans l'Etat de Californie sur le même sujet.

Cette firme dispose pour ses tests de laboratoires en Grande-Bretagne (Huntingdon Life Sciences) et aux USA. Des militants pour les droits des animaux ont réussi à se faire embaucher dans ces laboratoires et à ramener des images atroces. On sait depuis maintenant plusieurs dizaines d'années que les réactions des animaux à la toxicité d'un produit ne permet pas d'en déduire la toxicité sur l'homme ; ces tests d'une grande cruauté sont donc parfaitement inutiles. L'association Tails (nouvelle association regroupant plusieurs anciens groupes de protection animale) appelle à écrire aux directions des grands magasins pour les informer que

VILLE SANS VOITURES

Le bilan de la "journée ville sans voitures" du 22 septembre dernier est relativement modeste : la plupart des 35 villes volontaires n'ont fait qu'élargir leur secteur piétonnier, ne pouvant pas fermer la totalité de la ville à la voiture. Cette impossibilité — du fait de l'absence de solutions alternatives — montre qu'on ne peut basculer une ville du jour au lendemain du "tout voiture" au "tout écolo" (vélo + piétons + bus + taxis). Par contre, une telle journée permet aux gens de redécouvrir ce que peut être une ville calme, silencieuse et oxygénée. De quoi réveiller des envies.

Dans les villes qui ont refusé de participer à l'opération, de nombreuses associations ont organisé des "libérations" de rue symboliques (Lyon, Paris...).

Le renouvellement d'une telle opération ne devrait avoir de sens qu'accompagné de la mise en place de plans de déplacement qui, d'année en année, permettrait d'agrandir les périmètres concernés. Quelles mairies en auront la volonté ?



certaines lessives "lavent plus rouge".

Pour en savoir plus : Taxis, 8, rue des Morillons, 75015 Paris, tél : 01 56 56 62 70.

GRENOBLE : FILM NATURE ET ENVIRONNEMENT

Le 13e festival nature et environnement se tiendra à Grenoble du 10 au 15 novembre, avec plus de 40 films en compétition.

Programme : FRAPNA, MNEI, 5, place Bl-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.

ILE-DE-FRANCE : EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT

Le GRAINE Ile-de-France, regroupement régional d'animation et d'information à la nature et à l'environnement organise, à la base de loisirs de Cergy-Neuville (Val d'Oise), les 31 octobre, 1er et 2 novembre, ses septières rencontres régionales consa-

crées aux "nouvelles pédagogies pour l'éducation à l'environnement" : pédagogie de projet, pédagogie de l'alternance... Elles s'adressent aux enseignants, aux éducateurs, aux animateurs... Programme : GRAINE, 26, avenue Gounod, 91260 Juvisy-sur-Orge, tél : 01 69 24 99 33.

BRUXELLES : SOLIDARITE AVEC LES AUTOMOBILISTES

Pour prendre le contre-pied du discours officiel, une manifestation a été organisée à Bruxelles le 2 octobre dernier, dans les embouteillages : les manifestants ont offert des sucettes aux automobilistes et le tract suivant : "le nombre de voitures augmente inexorablement. Le temps passé dans les embouteillages s'allonge d'année en année. Nous vous offrons un petit cadeau pour vous aider à patienter... et à réfléchir aux bonnes solutions". (source : L'Eurovélo, oct. 1998)

AVEYRON : RETOUR DU VIADUC

Les Verts avaient proposé un projet alternatif raisonnable pour éviter la construction d'un viaduc géant à 300 m au-dessus de Millau. Le gouvernement n'en a rien à faire et début septembre, le ministre des transports, le communiste Jean-Claude Gaysot, a décidé d'accorder le projet à un consortium.

L'ouvrage "d'art" sera le plus haut pont suspendu du monde et devrait coûter, selon les opposants, au moins trois fois plus cher que les 1,4 milliard de francs actuellement prévu.

PARIS : TOUJOURS LA VOITURE !

Après avoir refusé de participer à la journée sans voiture, Paris s'est distinguée à nouveau en voulant interdire la manifestation mensuelle à

vélos et rollers organisée chaque mois depuis six ans par Chiche !

Ce n'est pas un hasard : cette manifestation tombait le 3 octobre... en même temps que le défilé des 100 ans du salon international de l'automobile.

Des vélos qui roulaient le plus souvent plus vite que les voitures, qui coûtent des centaines de fois moins cher... voilà qui pourrait faire réfléchir les visiteurs du salon. De très mauvais goût pour notre économie nationale.

Malgré l'interdiction, les organisateurs ont maintenu la manifestation dans un premier temps... et la préfecture l'a finalement autorisée... loin du salon de l'automobile.

Quand les 350 cyclistes et rollers ont voulu approcher le salon automobile, ils ont découvert en travers de leur trajet un véhicule encombrant : le car de CRS.

Contact : Chiche / 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 40 25 95 15.



EMPLOIS

• Ferme éducative bio cherche employé polyvalent secteur bovin, caprin, équin. Autonomie matériel agricole demandée. Temps plein. Contrat CDD un an renouvelable. Ecrire à : Ferme La Batailleuse, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 91 84.

• Agriculteurs, Confédération paysanne, proposent deux installations dans hameaux de montagne dans la Drôme dont un avec accueil et activité équestre (ATE obligatoire), en fonctionnement, l'autre, exploitation agricole à acheter et relancer. Pour gens courageux, stables, aimant montagne. Contacts : Jean-Paul Berthouze, 04 75 21 10 65 ou Christine Rouquier, 04 75 21 17 99 ou Marion Lavergne, 04 75 21 17 66.

• La section Loire de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature cherche son directeur. La FRAPNA-Loire regroupe 35 associations membres, des adhérents individuels et gère l'Ecopôle du forez, réserve ornithologique. Ce poste nécessite une expérience de coordination et en encadrement du personnel (13 permanents), une expérience de la vie associative, une compétence en gestion financière, une capacité de dialogue avec l'administration, les élus, collectivités locales, partenaires institutionnels et médias, une capacité d'expertise dans les dossiers liés à la nature, à l'environnement et à l'éduca-

tion à l'environnement. Emploi à plein temps exigeant une grande disponibilité et une grande mobilité, formation en droit appréciée, expérience professionnelle de 5 ans minimum, salaire à négocier, poste à pourvoir début 1999. Date limite de candidatures : 30 novembre 1998. CV, lettre de motivation et photo à : Mr le Président, FRAPNA-Loire, 4, rue de la Richelanderie, 42100 Saint-Etienne.

• Cherche des personnes au chômage compétentes en électricité, électronique, soudure, génie climatique pour réfléchir à la possibilité de créer une entreprise sous forme de SCOP (société coopérative ouvrière de production) qui fabriquerait des panneaux solaires ou/et des panneaux photovoltaïques. Ecrire à Pestre Alain, 205, rue Gabriel.Péri, 92700 Colombes.

• JH, 22 ans, titulaire BTA forestier et BTS horticole cherche travail dans milieu alternatif en horticulture, forêt, maraîchage. Guillaume Dubois, Le Montell, 87200 Saint-Junien, tél : 05 55 02 00 36.

• Cherche emploi en magasin bio ou coop bio, région ouest. Me contacter à Saint-Malo au 02 99 81 05 38.

• Cherche emploi de secrétaire en région lyonnaise. Formation informatique.

Me téléphoner au 04 78 33 58 16.

VIVRE ENSEMBLE

• Cherche infos et contacts sur l'ensemble du continent européen pour

organiser un périple de longue durée. Se propose comme volontaire pour se former dans différents domaines : agriculture, bâtiment, environnement, social, humanitaire. Déjà des expériences réalisées. Contact : Loïc au 04 76 52 34 31 ou 04 76 42 64 08.

• Cherche à entrer en contact avec lecteurs-trices de Silence dans les environs d'Aix-en-Provence. Tél : Phil 04 42 96 03 50.

• Homme, 32 ans, indépendant financièrement (CDI à temps partiel), cherche logement dans une structure agricole (en biologie de préférence) ou chez un particulier, dans le Gard, pour mettre en pratique l'enseignement du brevet professionnel agricole "polyculture élevage" dans son temps libre. Laisser un message pour Patrick Sastre au 04 66 29 07 49.

• Jeune couple récemment installé sur le plateau de Millevaches (Creuse) dans une (trop) grande maison, intéressé pour développer des alternatives dans la vie quotidienne, cherche une ou deux personnes pour partager lieu, mode de vie et artisanat. Vincent est potier. Marion travaille pour une association de développement local (Télé-Millevaches). Nous avons deux chèvres, deux chats, des poules et un jardin qui ne demande qu'à s'agrandir ! On peut aussi accueillir temporairement si vous êtes de passage. Vincent Letinaud et Marion Michau, Loudouineix, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 67 99 10.

DONNE

• Donne, contre remboursement des frais de port, les revues suivantes : Le Courrier de l'Unesco (de 1961 à 1964 complets + 12 numéros épars), Les Cahiers de la réconciliation (1986 à 1996, 40 numéros, manque un numéro en 1995). Agir Ici (vingt numéros épars de 1996 à 1998), Oxygène (8 numéros épars de 1986 à 1989), Le Sauvage (30 numéros souvent non datés des années 74-77 environ), Greenpeace (13 numéros de 1993 à 1997). Tél : 04 90 62 91 08, Jacques Lagarde,

RECHERCHE

• Vous êtes partie prenante d'un GFA, regroupement foncier agricole ? Merci de me faire part de vos expériences, vos statuts, et les éléments qui paraissent incontournables pour éviter d'éventuels écarts. Je désire créer un GFA qui sera propriétaire de notre future installation comme petits paysans. Joël Munnier, 4, rue Principale, 39570 Gevingey, tél : 03 84 24 93 60.

A VENDRE

• Vends entre Nantes et Vannes, ferme de 20 ha, quotas laitiers vente directe 73000 litres. 350 000 F. tél : 02 40 01 49 09.

• Au RMI, avec un projet d'insertion dans une activité maraîchère bio, nous disposons d'un important stock de pommes de terre, d'haricots secs, de potimarrons, que nous pouvons livrer sur les Deux-Sèvres. Renseignements : David Canaud, Le Bois Guillot, 79430 La Chapelle-Saint-Laurent, tél : 05 49 72 19 08.

VACANCES

• Petits paysans, nous proposons des chambres d'hôtes en Provence, à 8 km de Saint-Rémy-de-Provence. Trois chambres. Pour nous contacter : Claire et Philippe, tél : 04 90 49 05 78.

• A louer à la semaine, maison individuelle à 15 km d'Aix-en-Provence pour 2 à 4 personnes. Renseignements : 04 42 58 86 53.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emploi. Pour poser une annonce, joindre le bandeaup d'expédition qui enroule la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et l'envoyer à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

ENVIRONNEMENT

LES CHASSEURS FONT LA LOI

Cette loi méritera de rester dans les annales de la politique française, au chapitre "archaïsme". Car le législateur s'est prononcé sur une question biologique sans avoir le moindre égard pour les données biologiques et en oubliant que la France a la prétention d'être un Etat de droit.

scientifiques s'accordent pour reconnaître qu'en France, le seuil de 95 % des jeunes oiseaux commençant à voler n'est atteint, en moyenne que le 1er septembre, voire le 15 septembre dans le nord-est. Chasser en juillet ou en août, c'est du massacre : soit que les jeunes encore non-volants sont tirés comme à la foire, soit que les parents sont tués

Le 3 juillet 1998, le président Jacques Chirac a promulgué une loi votée à l'unanimité par le Sénat et à une écrasante majorité par l'Assemblée nationale. Quelle est donc le sujet qui suscite un tel consensus droite-gauche ? La chasse ! Plus précisément, l'allongement des périodes de chasse aux oiseaux migrateurs.

Quand la cynégétique prime le biologique

La directive européenne du 2 avril 1979 sur la protection des oiseaux sauvages demande aux Etats européens de respecter deux principes d'élémentaire bon sens biologique :

- on ne chasse pas les oiseaux en période de reproduction,
- on ne chasse pas les oiseaux qui sont en train de migrer vers leur lieu de nidification.

Ces principes sont, globalement, respectés par les pays de l'Union européenne, mais pas en France.

Au nom de la tradition, les chasseurs français de gibier d'eau revendiquent le droit de commencer à chasser en plein été. Pourtant les

en laissant des nichées encore dépendantes.

Concernant la migration de retour vers les lieux de nidification, seuls s'y lancent les oiseaux qui ont survécu aux rigueurs hivernales et à la pression de la chasse qui a duré tout l'automne et tout l'hiver. Il s'agit donc du petit noyau des "survivants", ceux qui vont assurer la pérennité de l'espèce. Continuer à les chasser alors qu'ils jettent leur dernière énergie dans cette migration est une complète absurdité. Mais pas pour les chasseurs français... De nombreuses espèces commencent à migrer en février (certaines même en janvier). Cela n'empêche pas les chasseurs français d'exiger de pouvoir continuer à chasser les oiseaux migrateurs jusqu'au dernier jour de février.

Foin de toutes ces considérations scientifiques disent nos nemrods : mon grand-père chassait comme ça, mon père aussi et il y a toujours des oiseaux migrants. C'est vrai, mais du temps du grand-père, il y avait, en France et ailleurs, de vastes zones humides, l'espace rural n'était pas empoisonné par les pesticides et le littoral n'était pas encore bétonné. En détruisant ces espaces, la société technologique a considérablement fragilisé les espèces : plus du tiers des espèces d'oiseaux présentes en Europe sont actuellement menacées.

Le degré zéro du débat parlementaire

Ces questions biologiques n'ont pas été évoquées le 19 juin dernier lorsque les députés ont discuté et voté la loi réclamée par l'extrême-chasse. Hormis par les députés Verts et la Ministre de l'environnement, brutalement rappelés à leur statut de "force" ultra-minoritaire.

Les préoccupations de nos élus étaient ailleurs. Mr Patrice Martin-Lalande (député RPR du Loir-et-Cher) préféra faire valoir, par exemple, que "*l'ouverture anticipée de la chasse permet l'installation dans notre région de nombreux résidents secondaires et d'attirer le week-end des chasseurs venus de toute la France. Elle constitue donc un acquis économique et social auquel il est grave de toucher*" (1).

Certains députés ont même des idées très réfléchies pour fixer la date d'ouverture de la chasse. Ainsi Mme Christine Boutin (député UDF des Yvelines) s'écria dans l'hémicycle : "*pourquoi pas le 14 juillet ? C'est une fête nationale !*". Même lyrisme populaire cher Mr Léonce Deprez (député UDF du Pas-de-Calais) : "*Et le feu est dans le cœur du peuple. Il y a des flammes qu'il faut parfois savoir stimuler, mais il ne faut pas les attiser au point de provoquer des incendies. Or, quand on voit les tracasseries, les contraintes que l'on oppose à l'exercice du droit de chasse, on se demande si l'on ne provoque pas le bon sens du peuple, le bon sens des terriens qui, chasseurs, aiment la nature et le prouvent en vivant à son contact. Si vous n'écoutez pas la voix du peuple (...) vous aurez dans la rue la réponse à l'attitude de Mme Voyer*".

Qu'on se rassure, les honnables parlementaires (droite et gauche confondues) ont écouté la "voix du peuple" : ils ont adopté la loi exigée par l'extrême-chasse.

(1) note de la rédaction : apprenons à ce cher député soucieux du développement économique de sa région que la France compte 1,5 millions de chasseurs... pour 30 millions de randonneurs.

Celle-ci impose désormais sur tout le territoire français des ouvertures très anticipées de la chasse au gibier d'eau (généralement juillet sur le littoral et août à l'intérieur des terres), et des fermetures échelonnées jusqu'au dernier jour de février. Toute dérogation favorable aux oiseaux est dorénavant strictement interdite. Dans certains département (en Meuse par exemple), chasseurs et protecteurs de la nature avaient réussi à s'entendre pour obtenir du Préfet une fermeture dès fin janvier. De telles solutions sont à présent prohibées : la loi exige que tout le monde s'aligne sur les usages maximalistes des départements littoraux ou méridionaux...

Pan ! ... sur l'Etat de droit

Mais quelle mouche a donc piqué nos députés et sénateurs ? Pourquoi voter cette loi en catastrophe, tous clivages confondus ? La réponse fut donnée à la tribune de l'Assemblée nationale par le député Ladislas Poniatowski : "la proposition de loi que nous examinons aujourd'hui vise à résoudre un contentieux qui n'a fait que s'aggraver au fil des années et à débloquer une situation devenue inextricable". En effet, depuis plusieurs années, les associations de protection de la nature défèrent aux tribunaux les arrêtés ministériels et préfectoraux qui fixent pour les oiseaux migrateurs des dates de chasse qui ne conviennent qu'aux chasseurs. Et de plus en plus souvent, les tribunaux ont donné raison aux associations en s'appuyant sur la directive européenne du 2 avril 1979. Certains tribunaux sont allés (suprême audace) jusqu'à enjoindre sous astreinte les Préfets de prendre sans délai un nouvel arrêté fixant la fermeture à la fin janvier au lieu de fin février. Quant aux dates de l'ouverture anticipée, la Ministre de l'environnement laissait entendre que son ministère pourrait enfin respecter la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Pour les chasseurs et leurs relais politiques, on comprend que la situation soit alors apparue "inextricable". Que les tribunaux disent le droit s'ils en ont envie, mais surtout que leurs décisions ne soient pas appliquées ! Les sénateurs n'ont pas caché leur irritation dans le rapport de présentation de la loi : "l'examen en séance publique de la présente proposition de loi devrait fournir l'occasion de rappeler aux tribu-

naux administratifs qu'il existe un Parlement en France".

Tel est en effet le but de cette loi : donner valeur législative aux dates de chasse contestées pour interdire aux tribunaux administratifs de les censurer.

Mais en adoptant cette loi, le Parlement n'a pas seulement cherché à empêcher les associations de saisir les tribunaux, le Parlement a lui-même violé les règles de l'Etat de droit de la façon la plus grossière.

Un Etat de droit se définit par l'existence d'une hiérarchie des normes juridiques. Au sommet de l'édifice, la Constitution, les traités et la réglementation européenne. Puis la loi, puis les actes administratifs (décrets, arrêtés...). Une loi ne peut donc être contraire à des dispositions de la Constitution ou d'un texte européen. Nos parlementaires n'en ont eu cure : la loi du 3 juillet viole allègrement les articles 34 et 55 de la Constitution ainsi que la directive européenne du 2 avril 1979.

Le député socialiste Vincent Peillon n'hésita pas à justifier cette double violation à la tribune de l'Assemblée nationale en déclarant qu'il est "des arguments que nous ne voulions pas admettre, comme celui de la loi illégale. Des lois peuvent effectivement être en contradiction avec les directives (...) mais aucune loi votée par la souveraineté populaire ne peut être illégale". Une telle déclaration constitue la négation même de l'Etat de droit ! Quant à la souveraineté populaire, elle a bon dos. Tous les sondages montrent que les Français sont majoritairement hostiles au principe même de la chasse. Un sondage réalisé au moment du vote de la loi révèle que 83 % des sondés sont contre l'ouverture de la chasse pendant la période de reproduction des oiseaux.

Une fois la loi votée, certains députés de la majorité plurielle, emmenés par Mme Michèle Rivasi (députée PS de la Drôme), ont menacé de saisir le Conseil constitutionnel (seule juridiction autorisée à censurer une loi anti-constitutionnelle). Ces frondeurs ont été rapidement et fermement ramenés à la raison par Jean-Marc Ayrault, président du groupe des députés socialistes : pas question de laisser le dernier mot au droit.

Pourquoi cet acharnement à satisfaire les exigences les plus radicales des chasseurs les plus extrémistes ? Sans doute certains parlementaires se sont-ils prononcés en



fonction de leur propre passion pour la chasse plutôt qu'en se faisant les interprètes de la "souveraineté populaire". Mais nombreux sont ceux qui ont cédé aux très fortes pressions, parfois violentes, des chasseurs dans leur circonscription. Dans les semaines qui ont précédé le vote, les chasseurs ont, dans certains départements, multiplié les manifestations, les blocages d'autoroute, de TGV. La permanence d'un député a même été saccagée, celle de Mr Vincent Peillon.

Et maintenant ?

Sacrifice de la faune sauvage, mépris des données biologiques, violation des règles de l'Etat de droit, prime donnée à la violence... tel est le bilan de la loi du 3 juillet 1998. Accepter que cette loi reste la loi, c'est accepter l'inacceptable. Il est de la responsabilité des citoyens de dire NON !

France-Nature-Environnement (FNE) et la Ligue pour la protection des oiseaux, (LPO) lancent une grande pétition pour dire non à cette loi et non à une modification de la directive du 2 avril 1979 à présent réclamée par les chasseurs.

Francis MARTIN
Administrateur de la LPO.

Signez et faites signer la pétition incluse dans ce numéro et renvoyez la à : LPO, Corderie Royale, BP263, 17305 Rochefort cedex.



ETATS GENERAUX DE LA SANTE ?

Martine Aubry annonce à grand coup de communication ses prochains "Etats Généraux de la santé" avec un but : retrouver l'équilibre financier de la sécurité sociale. On sait aujourd'hui que la prévention est moins coûteuse que le traitement d'une maladie. On sait également que des personnes conscientes de leur santé, peuvent s'auto-diagnostiquer et profiter de méthodes très peu coûteuses que sont les mé-

decines dites "douces" ou "complémentaires". Or ces sujets ne sont pas abordés dans les Etats Généraux qui, une fois de plus, ne traiteront que des solutions apportées par le milieu de l'industrie pharmaceutique. C'est pour protester contre ce manque évident que la commune de Eourres, dans les Hautes-Alpes, dont le maire est écolo, a écrit à Martine Aubry le 19 septembre dernier pour lui demander de faire preuve d'un peu plus de liberté et d'ouverture quand on prétend faire un débat.

HEURE D'ETE : TOUJOURS LA !

L'heure d'été a été instaurée en 1976 officiellement pour économiser l'énergie. Depuis de nombreuses années, on sait que le résultat en terme d'énergie est modeste, mais que les conséquences pour la santé ne sont pas anodines : difficultés pour les enfants décalés vis-à-vis de la nuit, augmentation des pics de pollution lors des embouteillages du soir en pleine chaleur, difficulté d'horaires pour les paysans... Et cette année, on ne sait pourquoi, l'heure d'été a été maintenue un mois de plus (fin octobre au lieu de fin septembre habituellement). Des associations demandent le retour à une heure unique toute l'année la plus proche possible de l'heure solaire.

Contact : La Mérienne, Jean Denis, 28, rue de France, 69100 Villeurbanne.



TRANSGENIQUES

■ GRANDE-BRETAGNE : RETICENCES DES DISTRIBUTEURS. La forte mobilisation militante et les déclarations du prince Charles provoquent un mouvement de prudence chez les gros distributeurs alimentaires. Début septembre, la chaîne de surgelés Iceland (770 magasins dans le pays) a décidé de retirer tous les produits contenant des ingrédients transgéniques. Son président estime que ces ingrédients "peuvent avoir des impacts sur la santé publique, plus dévastateurs que la maladie de la vache folle. (...) L'introduction d'organismes génétiquement modifiés est probablement le développement le plus dangereux qui est intervenu dans la production alimentaire lors de ce siècle". Alors que rien ne l'y oblige, la chaîne de magasins Sainsbury a décidé d'étiquer tous les produits contenant des OGM, mais continue de les vendre. Le leader de la distribution, Tesco, a réussi à faire enlever le soja transgénique dans 70 % des produits concernés. Les producteurs de transgéniques espèrent arriver à vendre les OGM moins chers que les autres pour attirer les populations les plus soucieuses de leur porte-monnaie. Mais pour le moment, les OGM restent d'un coût au moins aussi élevé que le reste.

(source : Libre-service Actualité, 3 septembre 1998)

■ RECOLTE PREVENTIVE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE. Plusieurs groupes de Greenpeace sont intervenus à la mi-septembre, aussi bien en France qu'en Allemagne pour "récolter préventivement" du maïs transgénique présent dans des parcelles appartenant à la firme Novartis. Au total près de deux tonnes de maïs transgénique ont été neutralisées dans chacun des deux pays. Le 14 septembre, ce maïs a été déversé à Bâle devant le siège de la firme. Selon les chiffres de la FAO, sur 4,4 millions d'hectares de maïs cultivés en Europe, environ 15 000 hectares contiennent du maïs génétiquement manipulé, principalement en France (1600 hectares), en Allemagne et en Espagne. Greenpeace a engagé un recours juridique dans ces trois pays pour demander l'annulation de l'autorisation de culture de ce maïs, constatant l'impossibilité d'isoler ce maïs du maïs normal aussi bien en champ qu'ensuite lors des transformations en amont du consommateur.

■ LE CONSEIL D'ETAT SUSPEND LE MAIS TRANSGENIQUE. Suite à un recours introduit par Greenpeace et d'autres groupes opposés aux OGM, le Conseil d'Etat a reconnu dans son jugement du 25 septembre qu'effectivement le principe de précaution prévu dans la loi française n'avait pas été pris en compte lors de l'autorisation de culture de trois variétés de maïs Novartis. Cette autorisation délivrée par le Ministère de l'agriculture est donc suspendue pendant trois mois afin que les tribunaux puissent déterminer si légalement, elle doit être annulée ou maintenue. Les opposants à ces maïs font remarquer qu'ils contiennent un produit antibiotique dont la dissémination dans la nature pourrait avoir des effets néfastes sur nos capacités de résistance aux maladies. Début octobre, Greenpeace a demandé au gouvernement ce qu'il comptait faire pour empêcher que le maïs transgénique, dont la récolte doit se faire en ce moment, soit mélangé avec le maïs normal.

Pour en savoir plus : Greenpeace, 21 rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

VACCIN DE L'HEPATITE B : PREMIER RECUL

Depuis le 1er octobre, le ministère de la santé a annoncé la suspension des campagnes de vaccinations contre l'hépatite B dans les collèges. Pour des raisons médicales ? Pas du tout, le cabinet de Bernard Kouchner annonce que c'est en raison de la méfiance grandissante des parents. Et on suspend jusqu'à ce que le

vaccin soit amélioré et qu'on soit sûr qu'il ne soit pas dangereux ? Pas du tout, on va, toujours selon le gouvernement, définir de nouvelles modalités de vaccination des jeunes collégiens pour permettre un meilleur dialogue entre la médecine scolaire et les familles.

Ceux et celles qui souffrent de la sclérose en plaque peuvent mourir tranquille : les bénéfices des laboratoires pharmaceutiques, eux, se portent bien.



ALTERNATIVES

PETITES PHRASES

"Les humbles adorent tout ce qui fait l'horreur du monde pollutionnaire : la compétition, les autorités, la gloire du vainqueur, l'évasion, le bruit, l'insouciance, la puissance brute... C'est le travail qui empêche la réflexion et non l'absence de réflexion qui rend le travail possible : se concentrer sur un livre pendant une heure est exclu, mais se concentrer huit heures de suite sur une autoroute est un délassement dominical"

Jérôme Deshusses, "Délivrez Prométhée", 1978.

FIN DE LA FOURMI VERTE

Après un premier dépôt de bilan, l'équipe de la revue écologiste pour enfants "Fourmi Verte" avait réussi à trouver de nouveaux capitaines et une nouvelle formule avait démarré en mars 1997. En septembre 1997, la "Petite Fourmi" voyait le jour pour les plus jeunes. Malgré la qualité des produits, le groupe de presse — indépendant — n'a pas réussi son pari et le 1er août, la société éditrice a été mise en liquidation. Triste fin.

DES SEL NORD-SUD ?

Le succès des SEL, systèmes d'échanges locaux d'une part, la pratique de l'économie informelle en Afrique d'autre part... peut-on mettre en place des passerelles entre les deux pour favoriser l'apparition d'un commerce équitable pour les produits et les services que l'on ne trouve que d'un seul côté ? Un de nos lecteurs lance un appel pour animer un débat sur le sujet : Michel Our, BP2975, Yaoundé-Messa, Cameroun.

ALLEMAGNE : FILM ECOLOGIQUE

Le 15e festival international du film écologique se tiendra du mercredi 11 au dimanche 15 novembre, à Fribourg-en-Brisgau, en Allemagne.

Programme complet : Ökomedien Institut, Habsburgerstraße 9A, D 79104 Freiburg, tél : 90 49 761 520 24.

ESPERANTO : DE ZAMENHOF A PRIVAT

Le centre culturel Espéranto "La Kvinpetalo" organise du 10 au 15 décembre une rencontre sur le thème "De Zamenhof à Privat, en passant par Gandhi, Lanti et R. Roland". Cette rencontre permettra de voir les liens entre l'idée espérantiste et le mouvement pacifiste du début du siècle.

Renseignements : Kvinpetalo, rue du Lavoir, 86410 Bouresse, tél : 05 49 42 80 74.

CULTIVONS LA SOLIDARITE

En 1992, naissent à Besançon "Les Jardins de Cocagne". Ces jardins, sous l'encadrement de jardiniers professionnels assurent une formation et une réinsertion pour des personnes en difficulté. Ils produisent en bio et des personnes prennent des "parts-jardins" à l'année qui leur donnent droit en retour à un panier de légumes hebdomadaire. Cette formule qui permet de faire un travail social intéressant a le mérite d'avoir un taux d'auto-financement élevé et de mettre en contact une population "intégrée" avec une population en voie d'exclusion.

Ces Jardins de Cocagne, que nous avons présentés dans Silence à l'époque (repris dans le hors-série sur "les métiers de l'écologie") ont été très vite copiés dans d'autres villes : 6 ont été créés en 1994, 5 en 1995, 8 en 1996, 15 en 1997, une dizaine en 1998 et autant sont attendus pour 1999. Aujourd'hui, ce sont environ 700 personnes qui sont ainsi en contrats d'insertion et 80 postes d'encadrement ont été créés. 200 bénévoles aident régulièrement et plus de 4500 familles participent à la dynamique de ces jardins. 1997 a vu la naissance de la FNARS, fédération nationale des associations d'accueil

et de réadaptation sociale) qui publie une lettre d'info et un journal semestriel l'Arrosoir. Plus de 40 jardins y sont aujourd'hui adhérents. En 1997, une enquête a eu lieu portant sur les 35 jardins alors existants. Cette enquête a permis d'en savoir plus. Ainsi, 20 jardins sont nés d'associations pré-existantes, 15 ont vu le jour dans une nouvelle association. 8 jardins ne fonctionnent qu'avec des bénévoles. Il y a en moyenne 1,35 maraîcher-encadrant par jardin. 65 % ont été recrutés localement. Dans 20 jardins, ces maraîchers bénéficient de l'aide de travailleurs sociaux, dans 8, elles bénéficient d'une aide sociale extérieure. 6 jardins fonctionnent sans travailleur social. Au total, on compte 2,33 emplois plein-temps par jardin. Les personnes en réinsertion dans ces jardins sont à 75 % des hommes (cela va de 41 % de femmes à Romans contre 95 % d'hommes à Amiens), 61 % ont moins de 35 ans... avec une tendance au rajeunissement, signe d'une précarité de plus en plus précoce. 85 % ont un statut de CES (contrat emploi solidarité), les autres se partageant entre CEC, CIE, CDI et CDD. La durée

moyenne des contrats est de 10 mois ce qui veut dire une forte rotation des personnes. A l'entrée dans les Jardins, 60 % étaient bénéficiaires du RMI, 27 % chômeurs longue durée, 6 % travailleurs handicapés, 6 % sous main de justice, 1 % en allocation de parent isolé. Sur 236 "sorties" étudiées par l'enquête, 70 personnes (soit 30 %) ont trouvé un emploi, le plus souvent agricole, 32 personnes sont parties en formation, 64 personnes se sont retrouvées dans la même situation d'emploi qu'avant, mais avec des conditions sociales meilleures, 70 personnes se sont retrouvées dans la même situation qu'avant. Il n'y a donc pas de miracle, mais quand même une certaine réussite, d'autant plus que le travail en jardin permet souvent aux personnes une meilleure estime d'elles-mêmes, un nouveau goût pour l'initiative personnelle ou collective...

Enfin, une estimation financière montre que le démarrage d'un jardin varie de 40 000 F à 400 000 F. Le fonctionnement coûte ensuite en moyenne 400 000 F par an et bénéficie de toute une panoplie d'aides de l'Etat, des départements,

des régions ou/et des municipalités. Selon les jardins le pourcentage d'auto-financement varie de 10 à 50 %. Le nombre de familles varie de 40 à 300 selon les jardins. La plupart dispose en plus des légumes d'une "feuille de chou" qui les informe de la vie du jardin.

Actuellement, il existe des jardins dans les villes suivantes : Rennes, La Flèche, La Roche-sur-Yon, Libourne, Tarbes, Saint-Urcisse, Beziers, Montpellier, Avignon, Cruas, La Voulte, Valence, Romans, Le Puy, Moirans, Chambéry, Grigny, Roanne, Mâcon, Quetigny, Clermont-Ferrand, Limoges, Lons-le-Saulnier, Dole, Besançon, Bayans, Mulhouse, Thaon-les-Vosges, Tramont-Lassus, Nancy, Metz, Carignan, Saint-Dizier, Blois, Meaux, Brécourt, Sevran, Plateau Picard, Montdidier, Val de Reuil, Amiens, Râismes.

Des projets sont en cours à : Cherbourg, Dinan, Lorient, Angers, Segonzac, Comminges, Toulouse, Pamiers, Prades, Perpignan, Nîmes, Cannes, Annonay, Saint-Etienne, Montmélian, Thonon, Belfort, Haguenau, Tourcoing, Tergnier, Beauvais, Evreux, Bonnières, Ezanville.

Pour en connaître les adresses exactes : FNARS, 76, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 45 23 39 09.

STRASBOURG : RENCONTRE INTERNATIONALE DES SEL

Le réseau des jeunes européens EYFA organise à Strasbourg, du 23 au 28 novembre, une rencontre internationale sur les systèmes d'échange locaux (LETS en anglais, SEL en français). Sous forme d'ateliers, cette rencontre doit permettre de présenter les différentes expériences menées au sein de ces systèmes d'échange, de voir les différentes approches culturelles, de voir les stratégies mises en place pour démarquer de telles structures, d'étudier dans quelle mesure il est possible de favoriser leur émergence dans les pays de l'Est comme une alternative à la fuite libérale actuelle, d'étudier comment échanger entre les groupes locaux, d'étudier des jeux autour de la monnaie... Ce séminaire s'adresse de préférence à des jeunes de moins de trente ans, capables de s'exprimer en anglais.

Programme complet : *Aktie Stockholm, LETS-Link, Oudegracht 42, NL - 3511 Utrecht, tél : 00 31 30 23 14 314.*

GERS : LE JARDIN SAUVAGE

L'association *Le Jardin sauvage* met en place le premier éco-village végan en France. Végan signifie sans aucune utilisation animale, ni alimentaire, ni vestimentaire, ni comme force de traction.

Ce site, de sept hectares, acheté en 1990, était dénudé par un surpâturage. Huit ans après, c'est devenu une réserve naturelle. L'association plante chaque année de nombreux arbres qui assurent aujourd'hui une plage ombragée sur laquelle, présence d'argile oblige, on peut prendre des bains de boue.

Diverses installations écologiques ont vu le jour : douches solaires, toilettes à compost, dômes géodésiques, tipis... Des ateliers ont permis de fournir les outils. La fondatrice est nutritionniste et herboriste depuis 1987. Des stages sont organisés : danses coopératives, musiques, pratiques de santé, etc.

Pour plus d'informations, envoyer une enveloppe timbrée et une participation pour les photocopies à : *Michelle Gallin, 2, rue Laborde, 32000 Auch.*

FOIRE, SALONS, FETES

■ PARIS : MARJOLAIN. Le plus ancien et le plus important des salons écologiques (450 stands) se tiendra à Paris, au parc floral, du 7 au 15 novembre. Chaque journée est thématique : samedi 7, les OGM (Jean-Marie Pelt, Jacques Testart, Arnaud Apoteker); dimanche 8 : l'alimentation bio ; lundi 9 : comprendre la vie ; mardi 10 : la solidarité (Annie Simon, Mgr Gaillot et... Cohn-Bendit !); mercredi 11 : profession bio ; jeudi 12 : la géopolitique (Agnès Bertrand, Ignacio Ramonet); vendredi 13 : science et éthique (Hervé Kempf), samedi 14 : environnement (table ronde sur quitter la ville, les dioxines avec Pierre-Emmanuel Neurhor, table-ronde sur les métiers); dimanche 15 : nature (Jean-Paul Thorez, Philippe Desbrosses, *La maison écologique*). Programme complet auprès de : *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

■ ILLE-ET-VILAINE : LA PASSIFLORE. La septième édition du salon "La Passiflore" se tiendra le dimanche 6 décembre au Centre culturel J-Drouet, à Fougères, de 10 h à 19 h. Conférences : agriculture durable, santé et environnement, énergie solaire. Programme : *La Passiflore, Maison des associations, 22, rue du Tribunal, 35000 Fougères.*

■ LANDES : ART VITAL. Art vital, salon de la vie saine, se tiendra à Mont-de-Marsan (Landes), les 7 et 8 novembre, de 10 h à 19 h dans le hall de Nahuques. Marché bio, stands, 9 conférences, restauration, animation. Contact : *Centre de santé naturelle, tél : 05 58 06 88 42.*

■ GRENOBLE : NATURISSIMA. Le salon de la nature et de l'environnement se tiendra du 28 novembre au 6 décembre à Alpexpo Grenoble. Programme : *Naturissima, Parc des Expositions, BP2408 Grenoble cédex 2, tél : 04 76 39 66 00.*

■ PAU : ASPHODELE 98. La troisième salon du salon de l'éologie et des alternatives en sud-ouest, Asphodèle 98, se tiendra à Pau, les 11, 12 et 13 décembre. 150 exposants. Programme : *Asphodèle, Utovie, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93.*

JARDINAGE ET ENVIRONNEMENT

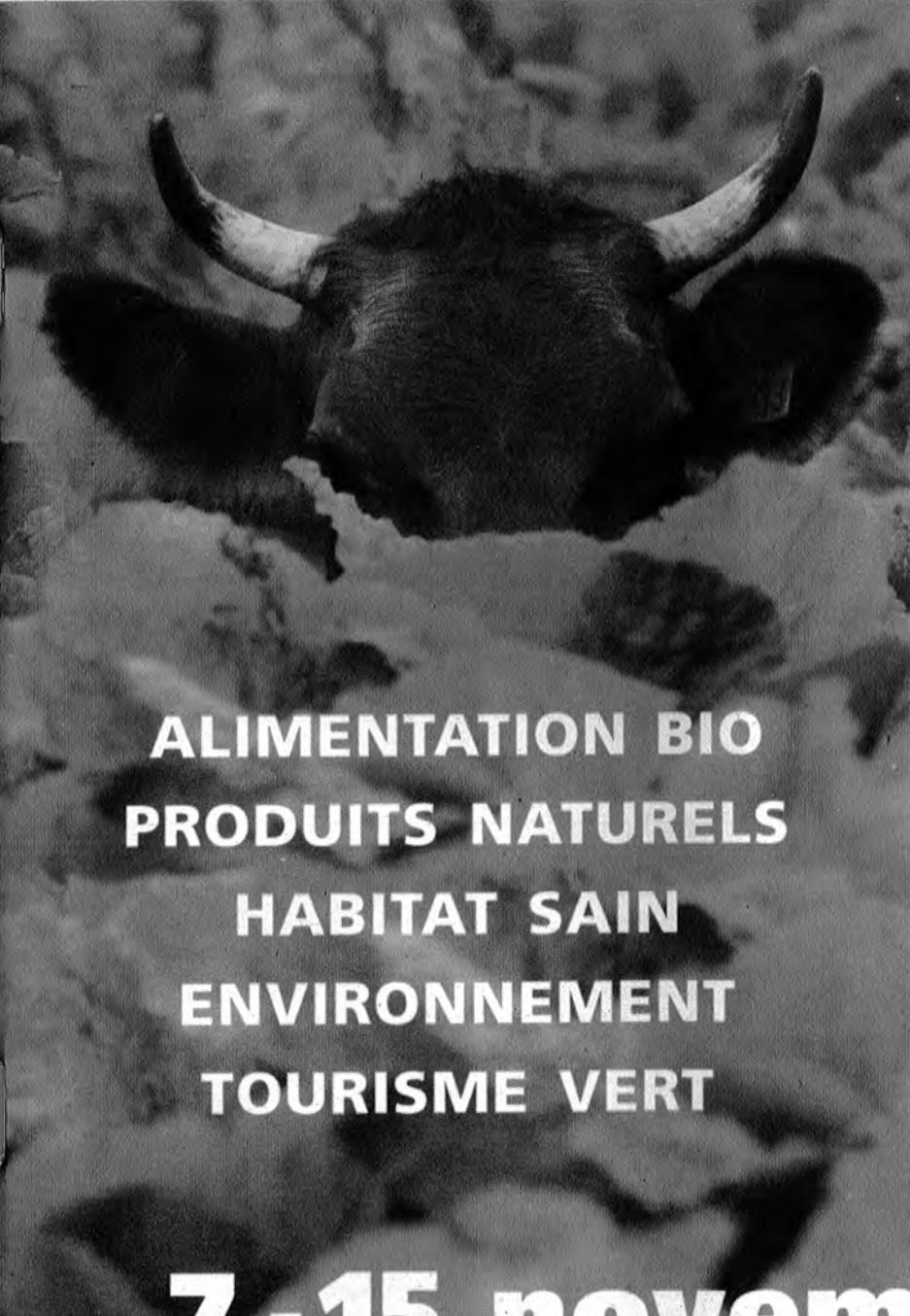
La Fondation de France a lancé un concours en 1997 portant sur des projets liant le jardinage et l'environnement. Plus de 230 dossiers ont été réceptionnés et 89 ont été retenus pour être aidés financièrement par la fondation. Voici parmi ces projets — qui depuis se sont pour certains déjà concrétisés — une sélection de notre part, en complément de notre dossier paru dans le numéro de septembre :

- Oléiculteurs de haute Provence et du Luberon, Moulin de l'Olivette, 04100 Manosque. *Culture et entretien des oliveraies.*
- ASSEM, 9, rue Gozan, 06130 Grasse. *Création d'un espace jardiné péri-urbain pour l'éducation à l'environnement et l'insertion.*
- Amis Nature Espaces, Etienne Schneider, Chemin de la Grange-Neuve, 07800 La Voulte. *Création du jardin des petits robins. Approche pédagogique sensible du jardin.*
- Ass. Thierache Ardenna animation, place de la Mairie, 08290 Liart. *Ferme pédagogique pour les enfants.*
- Jardins de l'espérance, Traverse Val d'Azur, Fontainebleau, 13600 La Ciotat. *Jardin potager pour l'intégration des voyants et non-voyants.*
- Les Jardins d'Amélie, hameau "Les Michels", rue du Pigeonnier, 13790 Peynier. *Création d'un centre de ressources pour accompagner le développement de jardins potagers coopératifs.*
- Ass. Recycl'age, place de l'Eglise, 14480 Ambérieu. *Recyclage et valorisation des ressources vivrières de proximité.*
- Ass. Méandres, Le Puy Basset, 15140 Fontanges. *Mise en place d'une structure pédagogique d'éducation à l'environnement.*

- Ass. L'école en marche, 5, rue Perhuis-Breton, 17137 L'Houmeau. *Jardin des parfums du monde.*
- Ass. Bevón E Dant Nigouden, Convent Tannou, 22160 Saint-Nicodème. *Création d'un sentier éducatif.*
- Ecole primaire Le Taillis, rue du Bois sacré, 24100 Bergerac. *Création d'un jardin d'école buissonnière pour une mobilisation socio-éducative.*
- Hameau ouvert, Le Mèneplet, Saint-Michel-Léapan, 24490 La Roche-Chalais. *Un terrain d'expériences grandeur nature.*
- La Main Verte, 14, rue Lafayette, 29800 Landerneau. *Intégrer des jardins familiaux en ville.*
- AFPE La Borie, 30270 Saint-Jean-du-Gard. *Démarche participative autour du jardin de la Borie.*
- Espace Pierre-Mendès-France, avenue Léon-Pintard, 30700 Saint-Quentin-la-Poterie. *Jardins pour apprendre à se connaître.*
- Le matin des imaginaires, 17, rue Danièle-Casanova, 31000 Toulouse. *Création d'un parc ludique et artistique sur le thème des territoires et habitats imaginaires.*
- Nature Midi-Pyrénées, 14, rue de Tivoli, 31068 Toulouse cédex. *Création d'un jardin sauvage pour le grand public.*
- Maison des chômeurs, 21, rue Paul Lambeir, 31100 Toulouse. *Création des jardins de la Faourette pour l'insertion sociale et l'autonomie des personnes sans emploi.*
- Ass. Terre Blanche, route du Muret, 31470 Saint-Lys. *Mise en place d'un potager communal.*
- Réseau Ecole et Nature, maison de l'environnement, 16, rue Ferdinand-Favre, 34000 Montpellier. *Recherche sur l'éducation à l'environnement dans les jardins.*
- Vivre à Aniane, 50, rue du Mazel, 34150 Aniane. *Réalisation d'un jardin partagé.*
- Ass. Goupil Connexion, 1, Lou Cantou, 31190 Brissac. *Création d'un jardin en eau.*
- Maison de la consommation et de l'environnement, 48, Bd Magenta, 35000 Rennes. *Sensibilisation aux dangers de l'utilisation des pesticides et promotion de techniques de jardinage respectueuses de l'environnement et de la santé.*
- Ville-Campagne, 37, rue de la Rivière, 35520 La Chapelle-des-Fougères. *Création de jardins pour favoriser le lien ville-campagne.*
- CPIE Val de Selle, Route de l'Abbaye, 37500 Seully. *Jardin potager dans la ville pour l'éducation à l'environnement et le lien entre générations.*
- Abrairie développement, 49, rue de la Mairie, 45800 Saint-Jean-de-Braye. *Création d'une ferme pédagogique.*
- Quoi de neuf, 31, avenue Jean-Monastier, 48400 Florac. *Jardins ruraux pour un "are" de vivre.*
- Maison de quartier centre social, 65, rue Saint-Bernard, BP12, 59006 Lille cédex. *Développement de jardins familiaux.*
- Ass. Yser Houck, Mairie, 59470 Volckerinckhove. *Réapprendre la nature au village.*
- Maison de l'environnement, 106, avenue du Casino, BP 21, 59941 Dunkerque. *Jardin à papillons.*
- Ass. Regain, Quartier Candeloup, 64360 Monéteau. *Fermé d'animation et d'éducation à l'environnement.*
- Côté Jardins, 31, rue Gervais Bus-sières, 69100 Villeurbanne. *Extension du jardin collectif et développement de l'éducation à l'environnement.*
- La Ribambelle, Le Montcel, 73100 Aix-les-Bains. *Valorisation des arbres d'ici et des arbres d'ailleurs.*
- Ass. La Fayette Accueil, Centre social Saint-Blaise, 14, rue du Clos, 75020 Paris. *Création de jardins collectifs d'insertion sur des terrasses.*
- Association de recherche pour la gestion et l'organisation, ARGO, 8, avenue Gambetta, 75020 Paris. *mise en place d'une formation pour les porteurs de projets et d'animateurs de jardins d'insertion.*
- Communauté des communes, Espooce Gatine, 22, rue de l'Anjou, 79130 Secondigny. *Le jardin des histoires du monde.*
- CPIE Pays de Gatine, Coutière, 79340 Menigond. *Création d'un centre de ressources pour l'accèsibilité de la nature aux non-voyants.*
- Ass. de sauvegarde du jardin d'Elie-Alexis, Hôtel de Ville, 83136 La Roquebrussanne. *Création d'un jardin des sauvages et accueil pédagogique.*
- Amis de l'écoferme du Luc, Mas des Pourraques, Chemin de la Caronne, 83340 Le Luc-en-Provence. *Création d'une ferme pédagogique.*
- Jardinature, 13, chemin du Sémaphore, 86600 Poitiers. *Création d'un jardin bio associatif.*
- Centre d'initiation à la nature et à l'environnement, 28, rue Mendès-France, 86210 Vouneuil. *Création d'un jardin des sens au centre régional de gérontologie de Poitiers.*
- Omnibus, Mairie, 87230 Bussière-Galant. *Création d'un jardin pédagogique.*
- Maison de la nature des Hauts-de-Seine, 9, quai du 4-Septembre, 92100 Boulogne-Billancourt. *Création d'un jardin pour les enseignants des écoles.*
- Ebullition, 16 ter, rue Mechin, 93450 L'Île-Saint-Denis. *Jumelage d'un quartier avec un verger communautaire du Vexin en vue de sa remise en état.*
- Les Amis de Montvert, 7, chemin Calvaire, Ravine des Affres, 97410 Saint-Pierre, La Réunion. *Création d'un jardin collectif solidaire.*
- Insertion par l'écoologie, Erick Maillof, 1, rue Nicolas-Gogol, Rivière des Galets, 97420 Le Port, La Réunion. *Jardin en agriculture biologique tropicale.*

SALON **MARJOLAÏNE**

450 EXPOSANTS, 25 CONFERENCES ET 80 ATELIERS



ALIMENTATION BIO
PRODUITS NATURELS
HABITAT SAIN
ENVIRONNEMENT
TOURISME VERT

CONFÉRENCES L'APRÈS-MIDI

SAMEDI 7: LES OGM

Les risques toxiques des OGM
Plantes transgéniques: quels dangers?
Le transgénique en question

DIMANCHE 8: L'ALIMENTATION BIO

Comment passer à l'alimentation bio?
La viande et les risques alimentaires
Aliments bio et cristallisation sensible

LUNDI 9: COMPRENDRE LA VIE

Mieux s'aimer pour mieux aimer
La parole libératrice

MARDI 10: SOLIDARITÉ

Solidarité internationale et citoyenne
Solidaires contre l'exclusion
L'Europe solidaire: un avenir à construire

MERCREDI 11: PROFESSION BIO

Les perspectives de développement
de l'agriculture biologique
La reconversion en agriculture biologique
La traçabilité des aliments biologiques

JEUDI 12: GÉOPOLITIQUE

L'AMI des multinationales,
l'ennemi des droits sociaux
Géopolitique du chaos'

VENDREDI 13: SCIENCE ET ÉTHIQUE

Humains artificiels et machines animées
Quelle éthique pour quel futur?
Les experts et notre santé

SAMEDI 14: ENVIRONNEMENT

Quitter la ville pour la campagne:
enjeux et difficultés
Des dioxydes dans notre assiette
Les métiers de la nature et de l'environnement

DIMANCHE 15: NATURE

Le jardinage biologique
L'intelligence verte ou les trésors de la nature
Pourquoi une maison écologique?

7 - 15 novembre 98

11h-19h30 nocturne 22h mardi et vendredi

parc floral de paris



Château de Vincennes
sortie gare routière (navette gratuite)

SPAS organisation, 86 rue de Lille 75007 Paris - T. 01 45 56 09 09



NATURE
ET
PROGRÈS



PETITES PHRASES

Pendant le rassemblement de Bure, le 31 mai dernier, contre l'enfouissement des déchets radioactifs, les organisateurs ont lu cet extrait de la "déclaration sur les responsabilités des générations présentes envers les générations futures" de l'UNESCO : "Les générations présentes ont la responsabilité de léguer aux générations futures une Terre qui ne soit pas un jour irrémédiablement endommagée par l'activité humaine. Chaque génération, recevant temporairement la Terre en héritage, veillera à utiliser raisonnablement les ressources naturelles et à faire en sorte que la vie ne soit pas compromise par des modifications nocives des écosystèmes et que le progrès scientifique et technique dans tous les domaines ne nuise pas à la vie sur Terre".

USA : REACTEURS NON RENTABLES

La fédération d'associations Public Citizen's Critical Mass Energy Project a fait réaliser par des bureaux d'études indépendants une expertise économique du programme nucléaire américain. Cette étude, qui s'appuie sur des données officielles fournies par Edison Electric Institute en 1994, compare les simples coûts d'entretien et les recettes de la vente de l'électricité entre 1994 et 1996. Elle conclut qu'au moins 42 réacteurs nucléaires appartenant à 28 propriétaires différents, répartis dans 21 Etats ont perdu de l'argent sur cette période. Le rapport, indique qu'avec le vieillissement des installations et l'augmentation des charges d'entretien, ces 42 réacteurs n'ont aucune chance de redevenir rentables. La coordination demande l'arrêt de ces réacteurs. (source : WISE, 8 mai 1998)

TURQUIE : AVENIR SOLAIRE

Pour protester contre le projet de centrales nucléaires en Turquie, onze militants anti-nucléaires se sont suspendus le 28 août dernier en face du ministère de l'énergie, à Ankara. Deux banderoles ont été déployées : "Non au nucléaire" et "La Turquie doit miser sur le solaire". Les militants ont tous été arrêtés par la police. Les quatre de nationalité turque ont été relâchés après sept heures d'interrogatoires. Les sept autres ont été interrogés pendant quatorze heures et leurs passeports ont été confisqués tant que le bateau de Greenpeace, présent à Istanbul n'eut pas quitté les eaux territoriales. (source : WISE-News, 11 septembre 1998)

ENQUETE SUR EDF ?

Après le constat que le PS ne respecte plus du tout l'accord passé avec les Verts avant les élections de juin 1996, en particulier sur la question du nucléaire, les Verts ont décidé de contre-attaquer en demandant l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire, aidée de la Cour des Comptes, sur la gestion d'EDF au cours des vingt dernières années pour mettre en avant les mécanismes qui ont poussé aux choix énergétiques de la France et déterminer quels ont été les rôles exacts des organismes publics que sont EDF, le CEA, la COGEMA, l'ANDRA... (source : Vert-Infos, sept. 1998)

LA HAGUE EN EAUX TROUBLES

Sommée de nettoyer la radioactivité qui s'est déposée autour des canalisations en mer de l'usine de traitement des déchets de La Hague, la

MEME LES TECHNOCRATES N'Y CROIENT PLUS !

L'étude rendue publique le 7 septembre dernier par le commissariat général au plan étudie l'avenir énergétique de la France jusqu'en 2020. Différents scénarios ont été étudiés : selon que l'on privilégie le court terme ou le long terme, selon le niveau d'intervention de l'Etat, selon les contraintes environnementales qui peuvent être prises au niveau international et selon la durée de vie des centrales nucléaires actuelles. Dans tous les cas, ces scénarios concluent que le nucléaire n'est pas la solution d'avenir. Que dans un délai de 20 ans, ce seront les usines à cycle combiné au gaz qui seront les plus rentables avec utilisation de la cogénération (production simultanée de chaleur et d'électricité). Le commissariat au plan estime que dans tous les cas le nucléaire ne peut pas s'aligner du fait de son coût trop élevé. Le recours au nouveau type de réacteur européen EPR ne peut toutefois pas, selon eux, être exclu, mais reste une hypothèse, car de nombreux critères peuvent varier dans un tel délai. Parmi ces critères, on notera qu'ils ne prennent pas en compte le développement spectaculaire des éoliennes dans le reste de l'Europe.



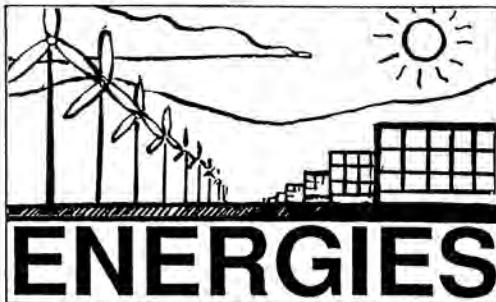
Cogema a débloqué 100 millions de francs pour cela. Mais elle a reconnu que "l'opération ne permettrait pas de récupérer la totalité des particules". Pour éviter la dispersion de la pollution, elle a alors annoncé qu'elle avait construit un mur sous-marin à partir de sacs de sables. Fin septembre, une équipe de plongeurs de Greenpeace est allé rendre visite à ce fameux mur sous-marin : quelques mois après son installation, les sacs ont déjà été épargillés partout par les courants marins. Ce n'est pas demain que la Manche retrouvera sa propreté d'antan. Contact : Greenpeace, 21 rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

BELLEVILLE REDÉMARRE

La centrale de Belleville-sur-Loire, dans le Cher, avait été arrêtée en juillet car selon la DSIN, direction de la sûreté des installations nucléaires, le béton de son enceinte interne était devenu poreux et

laisserait donc s'échapper les gaz radioactifs en cas d'accident. Depuis, un bras de fer opposait le Ministère de l'environnement qui demandait un strict respect de la réglementation et EDF qui voulait absolument récupérer son réacteur. EDF avait comme d'habitude le soutien du Ministère de l'industrie, place forte des nucléocrates. EDF a alors commencé un lobbying, notamment avec son intox largement reprise dans les médias sur les risques de manque de courant cet hiver. Le nouveau patron d'EDF, François Roussey, proche de Jospin, a réussi à convaincre ce dernier de donner son autorisation, prétextant qu'on pourra toujours faire les travaux nécessaires lors de la révision décennale prévue en 1999. Pour faire bien, on surveillera attentivement la centrale.

Le cabinet de Voynet a protesté. En vain, une nouvelle fois. La centrale poreuse a redémarré de manière illégale, le 24 septembre.



MOTEURS A EAU

L'eau étant très abondante, cela fait longtemps que de multiples chercheurs se penchent sur la possibilité de l'utiliser comme carburant. Jules Verne, en 1874 écrivait : "je sais qu'un jour l'eau sera utilisée comme carburant et qu'elle fournira une source inépuisable de lumière et de chaleur". Depuis les sciences ont évolué et si les moteurs à eau existent, ils n'utilisent l'eau que comme vecteur d'énergie et non comme source d'énergie.

Plusieurs moteurs ont été testés, presque tous sur le même principe : par une hydrolyse électrique, l'oxygène et l'hydrogène — les deux composants de l'eau — sont séparés en deux réservoirs distincts. Les deux gaz sont amenés dans un moteur à explosion proche de celui à essence où leur mélange dégage de l'énergie qui fait fonctionner le moteur. Le problème reste dans la charge électrique initiale car selon les principes de la thermodynamique actuellement connus, il n'est pas possible que l'énergie dégagée par la recombinaison de l'oxygène et de l'hydrogène en eau soit supérieure à celle nécessaire à leur hydrolyse.

La meilleure solution trouvée est actuellement celle testée depuis plusieurs années sur le campus de l'université de Munich : l'eau est hydrolysée par de l'électricité provenant de panneaux photovoltaïques placés sur le campus. Les voitures à eau roulent déjà sur ce campus depuis une dizaine d'années et ont le mérite de ne dégager au niveau du pot d'échappement que de la vapeur d'eau. Les voitures sont, pour le moment, encore au stade de l'étude car plusieurs problèmes se posent : corrosion du moteur, risque d'explosion accidentel...

RIONS UN PEU

Il est dit dans la Bible (Isaïe, 30,26) qu'au paradis "*la lumière de la lune sera comme la lumière du soleil, et la lumière du soleil sera sept fois plus grande, comme la lumière de sept jours*". De là à penser qu'on pourra y installer des capteurs solaires avec un rendement inouï... Des physiciens ont introduit un bémol : si cela était réalisable, la température dans ce paradis, avec une atmosphère comme la nôtre, serait alors de 231°C ! A mourir de chaud !

(source : *New Scientist, In Courrier International*, 27 août 1998)

SHELL ET LES RENOUVELABLES

Dans une étude de marché, le pétrolier Shell estime que les énergies renouvelables représenteront 50 % des sources d'énergie en 2050. A titre de comparaison, aujourd'hui, le nucléaire ne représente que 2,7 % de l'énergie produite dans le monde... Shell produit déjà 5 MW/an de photopiles dans une usine installée en Hollande.

JAPON : GARE SOLAIRE

La gare Shinkansen de Tokyo fonctionne à l'énergie photovoltaïque (éclairage, distributeurs de tickets, climatisation) grâce à sa toiture recouverte de 672 panneaux solaires (540 m²) assurant une puissance maximale de 100 kW.

(source : *Tam-Tam*, août 1998)

HOLLANDE : CINQUIÈME FAÇADE

L'agence néerlandaise de l'énergie, NOVEM, teste actuellement différents concepts de maisons énergétiquement autonomes. Cette autonomie s'appuie sur le bon usage de la "cinquième façade", terme préféré à "toit solaire" pour indiquer l'importance de cette façade.

TESLA ET L'INDUCTION MAGNETIQUE

A plusieurs reprises nous avons reçu des courriers de personnes qui nous disent qu'il existerait une "énergie libre" qui résoudrait tous les problèmes, qui serait connue depuis fort longtemps, mais que les grands financiers de ce monde cachent pour éviter de perdre le contrôle sur les gens. Et de nous citer les expériences menées par Nikola Tesla qui, au début du siècle, a montré que l'on pouvait utiliser les champs magnétiques comme source d'énergie (il a aussi mis au point le courant alternatif, le courant triphasé...).

Cette force, appelée induction magnétique est mesurable et son unité est précisément le Tesla en souvenir de son découvreur. Les applications de cette source d'énergie n'ont rien de mystérieuses puisqu'on la retrouve dans toute bobine d'électro-aimant et donc de fait dans tout moteur électrique depuis la dynamo des vélos jusqu'au train à grande vitesse.

Mais de là à penser que cette énergie est "libre", "infinie", "gratuite", il y a un pas : il faut souvent créer le champ (par un électro-aimant qui consomme de l'électricité). Il existe bien des possibilités naturelles mais c'est limité : soit les champs sont trop faibles (champ magnétique terrestre) soit trop irréguliers (les orages), soit trop loin (rayonnement cosmique).

de la mieux exposée. Ces maisons sont conçues pour produire leur propre électricité et leur propre chaleur sans aucun apport extérieur.
(source Phébus, mai 1998)

JURA : BOIS ENERGIE 1998

Le premier salon international du chauffage au bois

"Bois Energie 1998" se tiendra à Juraparc, Lons-le-Sauvage, du 5 au 7 novembre. Plus d'une centaine d'exposants présents. Une dizaine de conférences pour tout connaître des dernières innovations techniques dans le domaine de cette énergie renouvelable.

Programme complet : ITEBE, 28, boulevard Gambetta, 39000 Lons-le-Sauvage, tél : 03 84 43 20 32.

PETITES PHRASES

"Pour comprendre pourquoi le photovoltaïque raccordé n'est pas rentable, regardez les solutions énergétiques qui sont supposées l'être. Construire 110 réacteurs nucléaires avant de savoir quoi faire des déchets, voilà qui est rentable. Submerger la rivière Columbia et ses bancs de saumons extraordinaires, voilà qui est rentable. Dépenser 50 milliards de dollars en un an pour défendre les champs pétroliers du Golfe Persique est de bonne gestion. L'extraction à ciel ouvert rapporte de gros dividendes : le charbon du Wyoming est littéralement moins cher que la poussière. Tchernobyl a été un investissement fantastique. Pluies acides, trou d'ozone... sont de superbes retours sur investissement. Brûler assez de combustibles fossiles d'ici 2100 pour réchauffer la Planète de 4°C est sensé au niveau fiscal : pensez, on pourra faire pousser du blé en Sibérie.

Le dogme de l'électricité bon marché est en faillite. C'est une tromperie. Navrante. Proche du crime. Si vous donnez une quelconque valeur à l'avenir ou à l'environnement, le photovoltaïque est rentable. Sinon, il ne l'est pas. C'est aussi simple que ça (...) Personnellement, je suis fan d'énergie propre. Vivez avec le photovoltaïque et vous comprendrez bientôt que cette technologie est un cadeau pour l'avenir"

James R. Udall, "Home Power", mai 1998.
(source Phébus, mai 1998)



VIVRE ENSEMBLE

LA VAL DIEU

Dans une région très touristique, la haute vallée de l'Aude, ce centre végétarien, animé par des Anglais, propose de nombreuses possibilités d'activités.

Au départ du projet, il y a quatre Anglais, Patricia, son compagnon Russel, Bridget et sa sœur Annette. Le projet de départ est de créer un centre de ressourcement (énergétique et spirituel) et de vivre de la terre. Russel était déjà installé dans la région audoise depuis quelques années dans un autre projet collectif. C'est ainsi qu'il a repéré le lieu. Il le loue à partir de 1984. Puis quand le domaine classé agricole est mis en vente, Russel adopte le statut d'agriculteur et l'achat se fait en 1988 avec 4 associés.

Annette n'habite pas sur place, Bridget, retraité, n'a pas d'activité économique. Russel, en plus de l'agriculture, a développé une activité de menuiserie très prisée dans la région. Patricia gère le centre

d'accueil. Ils ont été rejoints depuis 1995 par Richard qui vit dans une caravane à proximité. Ce dernier aide à la restauration des bâtiments. En 1997, Stephen est venu s'installer sous un tipi. Il s'occupe principalement du jardinage.

Lorsqu'ils sont arrivés, les terres étaient toutes en prairie et les bâtiments à l'abandon. Ces bâtiments, situés sur une butte, ont été construits sur des ruines plus anciennes, notamment une ancienne église dont la crypte a été remise au jour par les travaux et probablement un ancien lieu de culte gaulois comme en témoignent des pierres taillées. La butte dispose de ressources en eau exceptionnelles pour la région : 3 sources, 3 puits et une fontaine.

Cette butte se situe au centre d'un vaste cirque et la vue n'est

perturbée que par les inévitables plantations alignées de résineux. Il n'y a pas de voisins visibles et les seuls poteaux électriques sont ceux qui alimentent le site. Il est d'ailleurs envisagé de les enterrer. Le domaine fait 51 hectares dont 31 sont classés en surface agricole utile, le reste est boisé. Dans les faits, une quinzaine d'hectares pourraient servir à des cultures, actuellement en prairies, la surface restante est constituée de landes. Seuls sont cultivés deux jardins à côté de la maison et un autre au fond du vallon, près d'un ruisseau.

Une activité centrée sur l'accueil

Les activités agricoles sont limitées car ils manquent de connaissances : ils ont 4 vaches et 3 chevaux en liberté. La principale ressource financière est l'accueil végétarien. En été, une bonne partie des aliments provient des jardins. Le bâtiment principal a été restauré et dispose de 4 chambres et d'une salle commune pouvant accueillir 10 à 12 personnes. Au total, la maison peut accueillir 18 personnes. Les WC, placés à l'extérieur fonctionnent avec un système d'épuration solaire. Des douches solaires ont aussi été installées.

Si l'hiver, ils ne se retrouvent qu'entre associés et avec des amis de passage, à partir de mars, l'accueil commence pour toute la belle saison. En plus de la maison, un camping a été aménagé qui à terme permettra l'accueil de 300 personnes, avec épuration des eaux par lagunage. Il n'y a aucun critère de sélection dans les gens accueillis, si ce n'est qu'est clairement annoncé que la nourriture prise sur place est végétarienne.

De fait, aux côtés de stages de yoga (organisés par Bridget qui a 40 ans de pratique), de tai-chi, de développement personnel, on trouve des visiteurs très hétérogènes : un groupe de touristes en "vieilles voitures", des médecins de Toulouse, des groupes de musique, de danses... Pour tous ces stages, ils disposent d'une salle de travail, d'un atelier d'art et d'un studio-cuisine autonome.



Depuis le début, ils font partie d'un circuit "gîte d'étapes", mais aujourd'hui, ils préfèrent privilégier les séjours longs.

Le plus gros accueil est un groupe de chamanisme qui vient chaque été depuis huit ans. Ce groupe, constitué surtout d'Allemands, de Suisses et d'Autrichiens occupe toute une prairie et pratique des rites religieux inspirés des connaissances indiennes. Une prairie a été aménagée spécialement pour eux : un immense cercle centré sur un vieux chêne solitaire. Au départ, cela a fortement intrigué les populations locales et les gendarmes ont mené une enquête pour savoir si ce n'était pas une secte. Dans les faits, cette population aisée est aujourd'hui bien acceptée dans les villages, comme une forme de tourisme un peu particulier.

En septembre, des stages des cures de raisin sont organisés. D'autres programmes alimentaires (toujours à base végétarienne) peuvent être organisés à la demande.

Le voisinage

Le site, en bout de vallée, dans une région pourtant touristique, est très isolé. L'activité de menuiserie a été pour eux un excellent moyen de s'intégrer localement.

Les voisins, ce sont aussi les chasseurs. Là, landes, forêts et prairies ont été placées en réserve naturelle avec l'aide de la LPO, ligue pour la protection des oiseaux. Les ornithologues y viennent observer les alouettes, le circaète Jean-le-

Blanc, le busard Saint-Martin, le guépier et de nombreux autres oiseaux plus habituels.

D'autres voisins sont plus proches d'eux : il y a de nombreux néo-ruraux dans le département et des échanges de coups de main sont habituels. Richard et Bridget qui disposent de plus de temps, se sont impliqués dans le SEL local (système d'échange local).

Un site en devenir

Ils sont actuellement en discussion avec une personne ayant une formation agricole pour développer ce secteur. Russel se recentrerait alors sur la menuiserie où il a plus de demandes qu'il ne peut fournir ainsi que sur l'entretien des bâtiments.

Ils aimeraient également remettre en état les anciens sentiers de la montagne pour favoriser une clientèle de randonneurs, mais sans tomber dans la grosse organisation.

Ils envisagent également de se constituer en SCI pour permettre à de nouveaux arrivants potentiels d'entrer dans la structure et d'ainsi financer la restauration des autres maisons en ruine du hameau. Mais cela pose la question de la spéculation immobilière : les ruines actuelles ne valaient pas grand chose quand ils sont arrivés. Avec la pression touristique, les prix se sont envolés. Ils cherchent donc à trouver un moyen de ne pas pénaliser les nouveaux arrivants en faisant payer leur participation à leur juste prix... ce qui n'est pas évident dans l'économie actuelle.

A terme, l'ensemble du hameau pourrait être réoccupé. Celui-ci alors en propriété collective, devrait toutefois laisser à chacun la possibilité d'avoir des activités individuelles.

Il n'y a pas de charte, pas de règlements. Le projet évolue en fonction des rencontres, des envies de chacun, dans le souci d'arriver à développer un sentiment de sécurité personnelle dans un contexte de solidarité collective.

Pour ceux qui veulent "s'essayer" sur le lieu, il existe la possibilité de s'entendre : en échange d'un travail de 20 heures par semaine, il est possible de bénéficier de l'hébergement à un prix très réduit.

Michel BERNARD

Contact : *La Val Dieu, 11190 Rennes-le-Château, tél : 04 68 74 23 21.*





PETITES PHRASES

"Le réformisme radical et européen dont se prévaut Cohn-Bendit a, de fait, plus à voir avec ce que fut Brice Lalonde et Génération Ecologie qu'avec la ligne politique défendue par les Verts de Voyer. Sur Maastricht et les modalités de la construction européenne, sur la question du tiers-monde et de l'équilibre mondial, sur le travail et la flexibilité, la future tête de liste écolo rompt avec l'ambition alternative de ses camarades français. Par de nombreux aspects, comme le souligne un des proches de la ministre de l'Environnement, il est davantage le porte-drapeau d'une gauche libérale que le champion d'une véritable écologie radicale"

François Bazin, *Le Nouvel Observateur*, 27 août 1998.

ALLEMAGNE : ALLIANCE ROSE-VERTS

Avec 6,7 % et 47 sièges (contre 7,3 % et 49 sièges auparavant), les Grünen sont devenus les partenaires obligés

des socio-démocrates. Mais en qualité de "partenaires juniors", ils ne disposeront que d'une marge de manœuvre des plus exigües, loin des visées "révolutionnaires" des Grünen à leur fondation. A noter que les Verts allemands sont représentés majoritairement par des femmes : 27 députées pour 20 hommes. (correspondance René Hamm).

VERTS : QUELLE LISTE EUROPÉENNE ?

Lors du CNIR du 29 août (le parlement des Verts), les représentants des sensibilités minoritaires ont signé une motion commune dénonçant qu'une tête de liste puisse être imposée à l'avance par les médias alors que les militants n'ont rien eu à dire. Les Verts doivent voter en assemblées régionales le 25 octobre pour désigner la tête de liste. Au cas où aucun candidat ne franchit alors la barre des 50 %, c'est l'assemblée fédérale prévue les 14 et 15 novembre à Noye-le-Grand, en Ille-de-France, qui devra trancher.



36 15 TERRE

Ce service minitel n'est pas un serveur écolo : c'est celui de l'armée de terre qui recrute ainsi ses futures robots humains.

VIOLENCE A LA TELEVISION

En 1995, des élèves d'une classe de CM2 d'une école de Bonchamp, près de La-

val, en Mayenne, écrivent au quotidien *Ouest-France* pour protester contre la violence à la télévision et demander aux autres enfants ce qu'ils en pensent. Ils reçoivent alors des milliers de lettres qui condamnent cette violence. Ils composent une chanson "Jamais plus de violence" et lancent une opération boule de neige qui consiste à écrire aux directeurs de chaînes de télévision.

Renseignements : *Boule de neige contre la violence à la télévision, place de l'Eglise, 53960 Bonchamp*.

PEACE DIARY

La 46e édition de l'agenda pour la paix édité par la revue *Peace News* est disponible. Son originalité : présenter plus de 2000 adresses de groupes pacifistes dans le monde entier. Il est disponible contre 6,95 £ franco de

PAYS BASQUE : INTERDICTION D'UN QUOTIDIEN

Le 15 juillet dernier, à 4 h du matin, trois cents policiers ont investi l'imprimerie Orain, en pays basque espagnol et ont scellé les bâtiments après avoir perquisitionné. Cette imprimerie édite le quotidien basque *Egin* qui tirait à plus de 50 000 ex. et employait 210 salariés. Onze dirigeants ont été emmenés et interrogés puis inculpés de "collaboration avec bande armée, détournement et blanchiment de fonds". Dans des communiqués, les syndicats de journalistes de toute l'Europe rappellent que, si des saisies de numéros sont exceptionnelles (il y en a eu en France pendant la Guerre d'Algérie), c'est la première fois qu'un journal est purement et simplement sabordé par un gouvernement. (source : *Jakiléa*, sept. 1998)

PARIS : LES DANGERS DU MARCHE PLANETAIRE

La revue "Le Recours aux forêts" organise un débat avec Serge Latouche, autour de son dernier ouvrage "les dangers du marché planétaire". La soirée se tiendra le mardi 10 novembre à 20 h au *SEIN, salle Chaptal, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris*. Entrée : 30 ou 40 F. Renseignements au 01 34 50 20 36.



FRANÇOIS BRETEAU

Jeune avocat, François Breteau s'engage dans les années 70 dans la lutte antinucléaire. Permanent de la coordination antinucléaire au début des années 80, il assurera ensuite la présidence de Greenpeace puis rejoindra les Verts en 1987 et deviendra conseiller municipal écologiste à Paris en 1989. En 1990, il rend visite au camp des Maliens réfugiés sur le chantier de la future Grande Bibliothèque. C'est la première apparition du DAL, Droit au logement. C'est pour François Breteau la révélation. Abandonnant ses autres engagements, il se consacre alors entièrement à la défense des mal-logés. Il est mort d'une crise cardiaque, à 49 ans, le 29 août dernier.

la guerre nucléaire organise les 30 et 31 octobre prochains, au Sénat, un colloque sur le désarmement nucléaire.

Programme : Ass. des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire, 5, rue Las-Cases, 75007 Paris, tél : 01 64 32 69 72.

MARSEILLE : MICHEL AUVRAY L'AGE DES CASERNES

Le RIRE, réseau d'informations aux réfractaires et le CIRA, centre international de recherches sur l'anarchisme, organisent, le samedi 31 octobre au CIRA, 3, rue Saint-Dominique, à 17 h, une présentation de l'ouvrage "L'Age des casernes : histoires et mythes du service militaire" en présence de l'auteur, Michel Auvray.

Renseignements : RIRE, BP 2402, 13215 Marseille cédex 2 ou CIRA, BP 40, 13382 Marseille cédex 13.



FLEXIBILITE FEMININE

Inégalité dans les travaux ménagers et priorité à l'éducation des enfants sont les causes qui font que le temps partiel continue d'être surtout une affaire de femmes. En France, 28 % des femmes travaillent à temps partiel contre seulement 8 % des hommes : dit autrement 79 % du temps partiel est occupé par des femmes. Ce décalage s'observe dans tous les autres pays de l'OCDE : de 68 % au Japon à 82 % en Grande-Bretagne. (source : OCDE, étude réalisée en 1997).

CONTRE L'EXCISION

Un tribunal égyptien vient de donner raison aux intégristes qui avaient porté plainte contre un décret gouvernemental de juillet 1996 interdisant l'excision. Cette pratique de l'ablation de la partie visible du clitoris est donc de nouveau autorisée. En

Egypte, 97 % des femmes sont excisées et 80 % souhaitent que leurs filles le soient aussi. Les conséquences ne sont pas négligeables : sous le terme de "complications immédiates", l'OMS regroupe pudiquement les hémorragies, les arrêts cardiaques provoqués par la douleur, les septicémies et autres infections. A long terme, les problèmes urinaires sont fréquents, quant aux conséquences sur la sexualité, c'est évidemment tabou. Une association se bat pour endiguer cette pratique en faisant la promotion de l'alphabétisation et de l'instruction : le GAMS, groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles, 66, rue des Grands-Champs, 75020 Paris, tél : 01 43 48 10 87.

MAROC : SOLIDARITE FEMININE

Au Maroc, les mères célibataires sont extrêmement mal

vues. Pourtant de nombreuses filles placées par leurs parents dans des familles bourgeoises dès leur plus jeune âge (6-7 ans) tombent souvent enceintes violées à l'adolescence.

Elles sont alors non seulement rejetées par leur famille, mais en plus, une loi punit les mères célibataires de 6 mois de prison, une loi pas toujours appliquée, heureusement. Si la famille ne reconnaît pas l'enfant, celui-ci ne peut pas prendre le nom de sa mère et c'est l'Etat qui lui donne un nom de famille. Pour venir en aide à ces jeunes mères désemparées, une association s'est constituée à Casablanca — Solidarité Féminine — à l'initiative d'assistantes sociales très vite rejoindes par d'autres femmes exerçant un métier (professeure, avocate, secrétaire...).

Cette association a commencé par proposer des repas économiques et un premier lieu a ouvert animé par onze femmes, elles-mêmes en position d'exclusion. Le restaurant a pris un peu d'ampleur, ce qui a attiré des fonds privés et des aides d'ONG. Cela a permis d'ouvrir un deuxième restaurant, deux crèches, deux cantines scolaires et quatre points de vente de produits alimentaires. Les femmes bénéficient de prêts financiers mais doivent rembourser, ce qu'elles arrivent à faire.

En 1995, l'association a reçu un prix des Droits de l'Homme décerné par le gouvernement français. Cela lui a permis une ouverture médiatique et de faire comprendre au public que les mères célibataires n'ont pas choisi leur situation.

Un livre est sorti "Miseria" qui aborde le sujet encore plus tabou de l'inceste. En 1996, pour la Journée des femmes, le 8 mars, un tribunal symbolique a été présenté au public et une mère célibataire est venue expliquer sa situation. Cela a eu un grand impact.

Solidarité féminine mène actuellement campagne pour que les fonds débloqués pour les orphelinats — où sont placés d'autorité les enfants — soient destinés à maintenir l'enfant auprès de sa mère.

Contact : Solidarité féminine, 19, boulevard Claude Perrault, Casablanca, Maroc, tél : 212 2 99 06 67. (source : Palabres, automne 1998)

BELGIQUE : RESEAU PALABRAS/PALABRES

Nous trouvons de nombreuses informations de cette rubrique Femmes dans l'excellente revue belge Palabres/Palabres, revue qui anime un réseau entre les femmes du Nord et celles du Sud. La revue, qui a un an d'existence, organise une première rencontre du 15 au 18 novembre pour favoriser l'échange entre groupes, discuter des thèmes abordés dans la revue, étudier comment renforcer l'impact de l'action des femmes qui participent à ce réseau.

On peut en savoir plus en prenant contact avec Palabres/Palabres, *Le Monde selon les femmes, Quai du commerce, 9, B-1000 Bruxelles, Belgique, tél : 32 2 250 12 62.*

LILLE : LES DE-GENEREES

Le groupe de rencontres de lesbiennes féministes, groupe non-mixte, "les dé-générees" se retrouvent tous les premiers vendredis de chaque mois à 19h30 au 19, rue de Condé, 59000 Lille.

SAVOIE : VOIX DE FEMMES

L'association Terre du Ciel organise les 30, 31 octobre et 1er novembre au centre des Congrès d'Aix-les-Bains, son dixième forum sur le thème "Voix de femmes, les femmes inventent le monde" sous la présidence de Christiane Singer, auteure de nombreux livres. Une vingtaine de femmes viendront présenter leur démarche intérieure et leurs actes dans la vie de tous les jours. A signaler une table ronde sur le thème "Détresse de la Terre, détresse de l'Homme" animée par Freida Meister Blau, ancienne leader des Verts autrichiens, Muriel Arnal, animatrice de l'association pour la défense des animaux Æqualis, et Pierre Rabhi, animateur des Oasis en tous lieux. Beaucoup d'approches spirituelles et un prix malheureusement élevé. Renseignements : Terre du Ciel, BP2050, 69227 Lyon cédex 02, tél : 04 72 77 75 11.

NOUVELLES DU CLITORIS

A lors que les livres d'anatomie sont extrêmement précis sur l'appareil génital masculin, il s'avèrent être totalement erronés en ce qui concerne l'appareil génital féminin. C'est ce que révèle un article paru le 1er août dernier dans *New Scientist* et signé d'Helen O'Connell, une chirurgienne australienne spécialisée en urologie. Celle-ci, après avoir réalisé des dissections sur des cadavres de femmes mortes relativement jeunes, montre que la littérature médicale actuelle décrit le clitoris de manière fausse. Celui-ci n'est pas un simple "monticule" (du grec *keitoris*) situé en haut du sexe féminin. Il est en fait un corps caverneux qui englobe le vagin et qui a la capacité de se gonfler. Au total, il fait près de 9 cm de long et s'étire vers l'arrière pour se terminer à la limite des muscles de l'intérieur des cuisses. Alors que l'on prendait jusqu'à maintenant beaucoup de précaution pour s'assurer du maintien des possibilités érectiles des hommes en cas d'opération dans le bas-ventre, les opérations similaires chez les femmes se faisaient sans précautions particulières. La découverte de l'étendue des ramifications nerveuses et sanguines du clitoris pourrait expliquer les problèmes de frigidité souvent constatés après des opérations.

Alors que le sexe masculin est connu dans ses moindres détails depuis plus de 300 ans, il est tout à fait significatif que ce soit seulement aujourd'hui que l'on apprenne à connaître l'organe responsable de la jouissance féminine.

FEMMES ET SANTE

INDE :

L'EXPERIENCE

"SHODINI"

L'expérience "Shodini" vient de *sho* qui, en indi, veut dire chercher et *dini* qui veut dire le fait féminin donc shodini peut se traduire par "recherche au féminin".

En Inde, nombreux sont les groupes de femmes "self-help" et ils ont une implantation très ancrée dans le paysage local. A la faveur d'une

et soutenu par un groupe international de femmes. Les objectifs sont définis dans un premier projet :

...récolter et diffuser de simples méthodes naturelles utilisées par et pour la santé des femmes, renforcer les soins de santé primaires par des informations adéquates, créer des groupes self-help et favoriser la communication des

Pour continuer notre étude sur la santé des femmes, nous avons énoncé, dans le dernier article, ce que recouvrait la notion de "soins de santé primaires" définie par l'Organisation mondiale de la santé (1). Si en France, ils sont encore peu développés, ils ont donné lieu à des initiatives intéressantes dans le monde. Nous nous devions de citer une initiative développée en Inde. Elle est un exemple intéressant de soins de santé primaires adaptés à la communauté des femmes par l'intermédiaire du self-help (2).

rencontre nationale en octobre 1987, les participantes constatent leur peu de connaissances des médecines traditionnelles pourtant très présentes et très utilisées. Elles décident donc d'entreprendre une recherche sur ces méthodes afin de les remettre à la disposition de toutes les femmes : ce sera le début d'une recherche-action financée par un groupe humanitaire allemand. Cette recherche devait durer deux ans, elle en a pris cinq, prouve que la démarche communautaire demande nécessairement un temps de maturation ! Ce travail a été coordonné par une femme du dispensaire des femmes de Genève, Rina Nissim,

groupes Femmes et santé en Inde, ainsi qu'entre l'Inde et les autres pays du monde. Le but de ce projet est donc de faire connaître la médecine populaire aussi largement que possible afin de contribuer à améliorer la santé des femmes" (3).

Les connaissances populaires des femmes en furent consolidées, mais plus encore ce travail permit de repérer des personnes ressources, femmes dans les villages, plus particulièrement concernées par la santé et volontiers consultées par la population. Ces femmes ont pu grâce à cette action compléter leur formation et conforter leur place sociale (4).

Cette recherche a favorisé la collecte de données sur l'utilisation, par les femmes, des plantes locales, la vérification et le tri de ces données pour en faire un répertoire utilisable par tous les groupes sur place... Il a fallu affronter la barrière de la langue et des fiches dessinées furent élaborées. Cette action a conforté les savoirs et les pratiques locales ainsi que le réseau des femmes sur le sujet de la santé.

Nous pouvons constater à quel point elle a permis aux femmes concernées de déposer toutes leurs préoccupations, de les comprendre, de s'organiser pour trouver des solutions qui permettent à chacune de trouver sa place.

Faire le point de la situation

Cette démarche communautaire a permis de faire le point sanitaire :

"Ils (les médecins) ont interviewé dans chacun de ces villages plusieurs centaines de femmes, ils ont trouvé que 90% des femmes avaient des plaintes gynécologiques, et 10% d'entre elles ne consulteraient jamais dans leur vie" (5).

A travers leur témoignage à propos de leur santé, les conditions de vie des femmes peuvent être relevées et les pratiques culturelles dénoncées :

"Les femmes sont complètement sujettes et vivent dans des conditions très difficiles. Il y a eu plein de luttes sociales sur le passage. Un exemple : une femme de 1m70 qui pèse 35kg, veuve, a trois garçons. Sa situation de veuve la





pénalise, elle est sensée être malade, ne plus jamais danser, chanter, ne plus jamais s'amuser. Elle a la chance d'avoir un champ, mais le frère de son mari, n'arrose que son champ à lui et ne fait rien sur son champ à elle, elle est sensée crever la dalle en gros.

Elle rentre dans notre groupe, elle commence à nous fréquenter, à causer, on se rend compte qu'en fait beaucoup de ses symptômes sont liés à son anémie qu'elle est trop maigre et c'est pour ça qu'elle a mal au dos, c'est pour ça qu'elle voit pas la nuit, c'est pour ça qu'elle saigne trop et qu'elle a mal à la tête..."

L'état de santé de cette femme révèle un comportement, celui d'une société par rapport aux femmes : une femme n'existe plus sans son mari.

Les problèmes évoqués, répertoriés, il faut en déterminer les priorités pour pouvoir passer à l'action.

En effet, l'apport communautaire ne se limite pas au dire, il impulse le faire, émanant de la communauté même des femmes.

Echange des savoirs et des pratiques

"50 femmes sont venues de plusieurs groupes différents, urbains, ruraux, participer à cette rencontre et puis ça a été le clache parce qu'on s'était rendu compte que les rurales voulaient profiter de la présence des urbaines pour apprendre des choses auxquelles elles avaient pas eu accès auparavant, et puis les urbaines voulaient apprendre des rurales les recettes médicinales qu'elles pratiquaient encore, qu'elles connaîtraient encore".

La diversité des provenances (rural, urbain) entraîne une diversité des savoirs qu'il faut répertorier, vérifier, homogénéiser pour pouvoir échanger :

"On s'était rendu compte qu'il y avait toutes sortes d'approches différentes, certains partent du symptôme, certains partent de la constitution, le "dosa" en médecine ayurvédique, d'autres partent d'autres choses..."

Cet échange ne consiste pas en un simple répertoire, c'est l'occasion de les vérifier, de les harmoniser, de les développer, de les conforter, c'est donc l'accès la formation et à l'apprentissage :

"On va interviewer des soignants populaires, des soignants professionnels, on va leur demander tous leurs tuyaux sur ces problèmes identifiés comme les plus importants, les plus fréquents, les plus communs et puis pour pouvoir faire ça, il faut former d'avantage nos travailleuses de santé ; les travail-

leuses de santé sont des femmes qui sont déjà des leaders locaux qui n'ont pas fait beaucoup de santé, elles ont appris aux femmes à se laver les mains, et à séparer l'eau propre de l'eau sale, l'hygiène mais pas beaucoup plus que ça. On leur donne en même temps une occasion de se former davantage, de conquérir un petit plus d'indépendance en tant que soignante et de rentrer dans le domaine de la pathologie et des soins, chose qu'elles auraient jamais espéré faire et que d'ailleurs ces organisations n'auraient jamais espéré leur faire faire".

Ces auto-formations ont un impact qui dépasse toutes les espoirées sans doute parce qu'elles respectent leur volonté et qu'elles se déroulent dans un climat de confiance solidaire.

Ainsi de nombreux dispensaires ont vu le jour sur la base des pratiques traditionnelles, encadrés par des femmes du pays. Ils sont désormais inclus dans le paysage sanitaire de l'Inde.

Pour les anglophones, un livre est paru sur cette expérience, véritable répertoire des plantes indiennes à usage gynécologique et des pratiques des femmes indiennes. Il s'agit de *"Touch me, touch me not, women, plants and-healing"* (6).

Bien que la situation des femmes en Inde ne soit pas comparable à celle des femmes en France, cette initiative nous a paru très utile pour imaginer une collecte des savoirs des femmes en France surtout si nous incluons la diversité culturelle.

A quand un tel puits de santé en France ? Place à l'imagination et à l'action...

Françoise DESAILLY

et santé en Inde, le groupe de soutien à la recherche Femmes et santé en Inde, le Centre de santé des femmes de Genève.

(4) Nissim Rina — Shodini : Action-oriented research on alternative medicine and women's health in India — communication au Congrès international et interdisciplinaire de la femme Costa-Rica Février 1993.

(5) Entretien Rina Nissim le 24 septembre 1994. De même pour les citations suivantes.

(6) Shodini, Editions Kali for Women 1997. Vous pouvez vous le procurer à l'Espace femmes International (EFI), 2, rue de la Tannerie, CH 12227 Carouge Genève.





NORD-SUD

AFGHANISTAN : TOUT POUR LE GAZODUC

Pourquoi les instances internationales ferment-elles les yeux sur les violations répétées des droits de l'Homme (et encore plus de la Femme) en Afghanistan ? Pourquoi ne protestent-elles pas contre le régime le plus intégriste de la planète ? Parce que ces instances sont dominées par les USA et que les firmes pétrolières US sont fortement intéressées par la fin de la guerre, à n'importe quel prix. Unocal, Mobil et Exxon, trois multinationales espèrent, en effet, faire passer dans le pays un gazoduc qui relira les anciennes républiques soviétiques d'Asie Centrale au port de Karachi, au Pakistan. Le seul Turkménistan dispose en effet de réserves énormes de gaz et les compagnies US espèrent pouvoir exploiter ce gaz d'ici 2001.

PARIS-DAKAR : L'ABSURDE

Cette année encore le Paris-Dakar offrira aux riches adolescents attardés un immense circuit dans le plus grand bac à sable du monde. Pour seulement 45 000 F d'inscription et quelques centaines de milliers de francs de matériel, vous pourrez début janvier, vous casser la figure sous l'œil complaisant des télévisions ou, plus excitant encore, tuer impunément quelques indigènes traînant en bord de route (un quota de un ou deux Africains par an est prévu à cet effet). Après des années de lutte contre cette course, symbole du néocolonialisme, tout ce que les opposants ont obtenu c'est que la course parte maintenant de Grenade. C'est donc maintenant en Espagne que se développe la contestation.

GUYANE : PILLAGE PROGRESSIF

Même des associations de protection de l'environnement semblent ignorer la

présence des Indiens dans la seule forêt tropicale en territoire géré par la France ! Ils sont pourtant quelques dizaines de milliers à ne souhaiter qu'une chose : qu'on les laisse vivre en paix, ce qui suppose ni exploitation minière, ni exploitation touristique.

Pour le moment, la réponse du gouvernement à ces revendications est tout à fait symbolique : l'armée a été mobilisée pendant 4 mois ce printemps pour installer des antennes paraboliques (coût : 800 millions) afin que tous les villages Indiens puissent suivre la Coupe du Monde !

Pendant ce temps, les orpailleurs exercent illégalement leurs activités sur le Tampoc, et l'armée française ne contrôle pas les pirogues qui les alimentent en carburant. L'Etat a d'autant plus décidé de fermer les yeux que les négociations qui se mènent actuellement pour la création d'un parc national en Guyane envisagent "un compromis" avec les différentes activités minières : les frontières du parc comportent de curieuses échancrures là où les compagnies minières envisagent d'ouvrir des exploitations.

Pour le moment, le parc est toujours prévu au Sud, à la place des territoires amérindiens, alors que les tribus locales demandent elles leur autonomie. En gros, le gouvernement (de gauche, si si !) préfère s'intéresser aux intérêts pécuniers des multinationales plutôt qu'aux intérêts des peuples autochtones.

Dominique Voynet, débordée, se contente de reprendre la terminologie de Corinne Lepage. Quand aux députés locaux, ils ont réussi à interdire la présence de nouvelles équipes d'ethnologues sur place.

Pour en savoir plus :

- Thierry Sallatin, CD2, BP150, 97394 Remire, Guyane.
- France-Amazonie, 3, impasse de Normandie, 31700 Blagnac.
- Association des Indiens de Guyane, FOAG, Centre des Cultures, 97319 Awala-Yalimapo, tél : 05 94 34 15 54.



AGIR ICI DANS LES GRANDES SURFACES ?

Pour défendre le commerce équitable, Agir Ici, avec le soutien de nombreuses associations tiers-mondistes, a lancé, du 1er octobre au 31 janvier prochain une campagne intitulée "Exigeons des produits éthiques". Selon Agir Ici, "le commerce équitable fondé sur le respect des droits fondamentaux de la personne, vise à créer des conditions favorables au développement durable des petits producteurs du Sud (...) Démunis face au circuit de commercialisation qui absorbe près de 80 % de la valeur finale du produit, les petits producteurs sont le plus souvent contraints de vendre à bas prix pour écouter leur production". C'est pourquoi la campagne d'Agir Ici demande que l'on écrive aux principales chaînes de grandes surfaces pour qu'elles introduisent dans leur rayon le café diffusé par Max Havelaar, un café qui garantit aux producteurs des marges plus conséquentes.

Il y a là, dans cette campagne, un manque de réflexion. Comment peut-on associer les droits fondamentaux de la personne avec les grandes surfaces ? Les tiers-mondistes ont-ils oublié les pauvres du Nord ? Aucun d'entre eux n'a jamais discuté de ses conditions de travail avec un-e employée d'une de ces grandes surfaces ? Flexibilité du travail, lourde charge, rythme effréné, endoctrinement "à l'américaine" pour les chefs de rayons payés au résultat, et paies au minimum pour la plupart des salariés...

Les tiers-mondistes ne se sont-ils jamais inquiétés des rapports entre les grandes surfaces et leurs producteurs d'ici ? Prix d'achat constamment revus à la baisse obligeant les fournisseurs à travailler dans des conditions de plus en plus défavorables : eux aussi sont contraints à vendre à bas prix, magouilles sur la qualité des produits (produits bios produits à l'échelle industrielle à l'Est où la main-d'œuvre est moins chère), paiement différé des produits afin que la masse monétaire puisse servir à la spéculation financière... spéculation financière qui se fait toujours sur le dos des plus démunis, au Nord comme au Sud.

Faut-il rappeler le bilan écologique des grandes surfaces en matière de transports : toutes les études sur le sujet montrent qu'il faut mieux des camions qui fournissent des petits magasins de quartier où l'on peut se rendre à pied qu'un grand magasin où l'on n'a d'autres choix que d'aller faire ses courses en voiture.

Et avec les résultats que l'on sait : quatre des cinq familles les plus riches de France sont des propriétaires de grandes surfaces. Bref, les grandes surfaces font exactement ici ce que les tiers-mondistes dénoncent dans le Sud.

Agir Ici, c'est possible : au départ, les produits équitables se trouvaient dans les boutiques d'Artisans du Monde et dans quelques réseaux proches comme des coopératives biologiques. Et il fallait continuer à procéder ainsi, même si cela fait, qu'effectivement, le développement du commerce équitable est lent. Des groupes tiers-mondistes, en lien avec les banques alternatives pourraient réfléchir à renforcer ces réseaux de distribution.

Qu'Agir Ici continue à dénoncer les produits des grandes surfaces produits par des enfants-esclaves comme dans une campagne précédente, c'est très bien. Mais que, sous prétexte d'avoir un café équitable noyé dans des milliers d'articles doux, on en oublie toute la destruction de la société qu'implique les grandes surfaces est totalement déplacé.

Michel BERNARD

Contact : Agir Ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 35 07 00.



SOCIETE

BOURSES : RIEN NE VA PLUS

Après une hausse de l'ordre de 40 % au cours des sept premiers mois de l'année, les bourses sont en chute libre et début octobre, elles sont revenues au même niveau qu'en janvier. Les milliards virtuels qui se jouent dans la spéculation inter-bancaire semblent avoir — heureusement — la capacité de s'évaporer. Nul doute que l'on fera bientôt, comme d'habitude, appel à nos impôts pour aider les banques qui auront joué les mauvais numéros.

DROIT DE MOURIR DANS LA DIGNITE

Christine Malèvre, jeune infirmière, a reconnu avoir aidé à mourir une trentaine de patients en phase terminale. Un médecin du Sud-Ouest a été exoneré de peine par le Conseil de l'Ordre de son département après avoir avoué avoir pratiqué l'euthanasie.

Les aveux se multiplient sur ce sujet. Cela pose à nouveau le problème du "droit de mourir". L'association pour le droit de mourir dans la dignité a décidé d'apporter son soutien à cette infirmière, estimant qu'elle a surtout agi par compassion pour ses malades. Cette association se bat depuis 1980 pour que l'on puisse avoir légalement la possibilité de se laisser mourir sans avoir recours à l'acharnement thérapeutique actuel qui coûte extrêmement cher pour un résultat nul.

Selon un sondage réalisé en septembre 1997 par la SOFRES, 84 % des Français sont favorables au libre choix pour une personne souffrant d'une maladie grave de pouvoir demander une aide pour mourir. Ce sont les femmes, les écologistes et les plus de 65 ans qui sont le plus favorable à la possibilité de la "mort douce". C'est au contraire, chez les sympathisants du Front national et des catholiques pratiquants que l'on a la plus grande hostilité.

PARIS : EXPULSIONS MASSIVES

Depuis mars 1998, la préfecture de police a repris les évacuations d'immeubles stoppées depuis septembre 1993 par suite de l'émotion suscitée à l'époque par l'évacuation mouvementée de l'avenue René Coty. En mars, la préfecture de police est intervenue au 37, rue des Haies, 20e ; en mai, au 37, rue Bonnet, 18e ; en juin, au 25 rue Jacques Louvel Tessier ; en juillet, au 6, passage Rochebrune, 11e, au 14, rue Emile Duployé, 18e, au 31, rue des Meaux, 19e ; en septembre, au 276 bis faubourg St-Antoine, au 25, rue Jacques Louvel Tessier, 10e.

A cette adresse, 6 familles et 15 enfants ont été expulsés le 16 septembre. Le vice-président de Droit au Logement, Joseph Buche, a été arrêté et maltraité alors qu'il expliquait par mégaphone aux familles quels étaient leurs droits. Dans le cas de ce dernier immeuble, les familles, sur place depuis 1995, ont été victimes d'une affaire de faux-bail et bien qu'elles aient proposé de payer un loyer, elles n'ont jamais été entendues. La loi prévoit que le relèvement est obligatoire, mais dans les faits, c'est impossible : une famille placée en hôtel coûte entre 6 et 15 000 F par mois à la collectivité.

Le 22 septembre, Laure Schneiter, élue municipale écologiste du MEI, est intervenue lors du conseil municipal pour demander que la ville de Paris réquisitionne une cinquantaine d'immeubles vacants comme la loi l'y autorise. Ceci afin de mettre un terme à ces expulsions sans solution. On attend toujours la réponse de la mairie.

Pour en savoir plus : Laure Schneiter, Hôtel de Ville, bureau 528 G, 75196 Paris RP, tél : 01 42 76 49 92.

Une pétition de soutien à Christine Malèvre est diffusée par : ADMD, 103, rue La Fayette, 75481 Paris cedex 10, tél : 01 42 85 12 22.

MONDIAL : PAS TANT QUE ÇA !

A en croire la place médiatique accordée à l'événement, il semblait qu'une infime minorité seulement critiquait le Mondial. Les responsables des audiences télé ont aujourd'hui rendu publique les mesures d'écoutes : sur l'ensemble des matchs, le taux moyen a été de 12 % ! Ce qui signifie que, pendant ce temps, 88 % des Français arrivaient à vivre sans le football ! A noter qu'un tiers des téléspectateurs étaient des femmes. Le taux d'audience a été maximum pour la finale : 45 % des Français étaient devant un écran... (dont 40 % de femmes). Rassurant. (source : *Le Progrès*, 16 septembre 1998)

BUS PUBLICITAIRES

La RATP a récemment accepté de transformer certains de ses bus en espaces publicitaires totaux : une publicité géante recouvre tout le côté d'un bus, vitres comprises. Pour rappeler que les vitres ont un intérêt dans le confort du passager et que la publicité dispose déjà de multiples supports pour s'exprimer, le RAP, résistance à l'agression publicitaire, a organisé deux manifestations dans ces bus les 6 et 16 juillet dernier. Comme la RATP envisage de pérenniser ce genre de campagne, le RAP diffuse maintenant des cartes postales adressées au ministre des transports lui demandant de réagir à cette escalade.

On peut demander des cartes auprès de : RAP 61, rue Victor Hugo, 93500 Pantin.

DOMINIQUE LAURAIN : LA JUSTICE ENFIN

A la suite d'une dénonciation calomnieuse de la part du maire de la commune qui ne supportait pas la vie marginale de la famille Laurain, la caisse d'allocation familiale avait retiré son aide sous prétexte que les enfants n'étaient pas scolarisés. Malgré de multiples démarches, rien ne permettait de débloquer le dossier et, à Noël 1996, Dominique Laurain se rendait au tribunal du Puy avec un fusil. Il s'y retranchait demandant justice. Cela lui a valu un an de prison ferme.

MACDO : EN GREVE

Toute la viande de bœuf qui alimente les MacDo de France est préparée dans une seule usine : McKey Service, qui se trouve rue des Pins, à Fleury-les-Aubrais, dans le Loiret. Le 21 septembre, l'usine a été victime d'une grève générale : les ouvriers demandant le passage aux 35 heures et une hausse des salaires de 20 % étant donné les "excellents résultats" de l'entreprise. Devant la menace de manquer de viande, McDonald's a envisagé de faire venir de la viande d'Allemagne, mais cela s'est avéré impossible, les syndicats menaçant d'attaquer la firme pour sa publicité qui affirme que la viande est 100 % française. A quand des syndicats soucieux de la santé des gens qui demanderaient la fermeture immédiate de cette usine ? (source : *La Tribune*, 22 septembre 1998)

Grève de la faim, de la soif, comité de soutien, rien n'y a fait (voir Silence 214 à 225)... La CAF vient d'être condamnée en appel, le 8 septembre dernier, à rembourser la totalité des sommes retenuées depuis 1994. Le juge reconnaît que "les enfants avaient à cet âge un niveau normal qu'ils ont donc acquis au cours des années précédentes à domicile". Un an de prison pour pouvoir élever ses enfants selon ses principes, c'est cher payé !

DROIT PAYSAN

L'association Droit Paysan, qui revendique la mise à disposition des terres abandonnées à ceux qui veulent les cultiver, tiendra une réunion publique le samedi 24 et le dimanche 25 octobre à La Pucelle, Vallée d'Orléans, 09800 Bonnac Irazin. Renseignements : 05 61 66 56 20.

BELGIQUE : OREILLER COUPABLE

Un gendarme belge étouffe une réfugiée avec un coussin devant les caméras de l'aéroport. Le coussin a été suspendu de ses fonctions ! Ce n'est malheureusement pas une blague.



TRANSPORTS

AVIONS ET ENVIRONNEMENT

Quand les Allemands prennent l'avion, ils ont en général mauvaise conscience à cause des conséquences sur l'environnement. Et pour cause. C'est ce que nous confirme ce reportage de Marcel Keiffenheim, traduit de la version allemande de la revue de Greenpeace.

Quand le temps se gâte en Allemagne, la ville de Königstein, dans le Taunus, organise de petites sorties en avion. Par exemple à la fin de ce mois d'octobre, près de 170 habitants de cette petite ville de la Hesse s'envolent en Jet-charter sur la Côte d'Azur ou bien pour du shopping à Bolougne, pour quelques heures de soleil. «C'est quand même autre chose que ces circuits beaux sur la route des vins, ce que proposent d'autres villes» déclare un participant de ce voyage à réac-

tion au moment du café. Le plaisir de survoler les nuages n'est pas si cher que ça : grâce à de bonnes relations avec une compagnie aérienne, les habitants de Königstein volent quasiment pour le prix du carburant.

Celui qui réserve son voyage dans une agence paie un peu plus, mais il peut choisir parmi de nombreux vols rapides. Au programme on peut trouver un séjour dans les neiges éternelles («une journée d'hiver craquante») ou une soirée à l'opéra de Vérone (Italie). Les amoureux de la nuit peuvent pas-

ser, à la mi-décembre, une journée dans l'obscurité en Norvège. Ceux qui préfèrent le soleil passeront, à la mi-juin, 24 heures non-stop de lumière au même endroit. Celui qui veut même aller faire du shopping à New-York, traverse le grand étang atlantique dans le vrombissement du Concorde. Les gens qui ne veulent aller nulle part, simplement décoller, prennent un Jet-Discothèque, ou reçoivent un certificat de vitesse supersonique en Concorde.

«Un simple trajet vers New-York pèse sur l'atmosphère terrestre autant qu'une année de circulation d'une automobile»

Ce voyage, avec l'avion le plus rapide et le plus vorace du monde, dure 2 heures, ainsi «chacun des 100 passagers a consommé trois baignoires pleines de kérosène» selon Walter Schmidt de la Fédération pour l'environnement et la protection de la nature en Allemagne (le Bund). En comparaison au trafic aérien global, ce type d'excès pourrait ne pas être pris en considération. Mais le simple fait que cela existe, et que presque personne ne s'en scandalise, apparaît être, pour Karl

Otto Schallaböck, comme l'indice d'une signification importante au plan émotionnel, ce qui complique le traitement raisonnable de ce sujet. En effet, «le rêve de voler s'oppose aux dernières connaissances scientifiques en matière d'environnement». D'après les experts de l'Institut pour le climat, l'environnement et l'énergie de Wuppertal, «le transport aérien est, de tous les types de transport, le plus nocif pour l'environnement».

Ce à quoi la Lufthansa répond en voyant dans le transport aérien un moyen écologique de se déplacer sur de grandes distances. Dans les annonces presse, elle se targue d'une consommation moyenne de 3,7 litres pour 100 km par passager sur les Airbus A340-300, «ce qui est moins que ce qu'un automobiliste seul en voiture consomme». Et au vu des progrès techniques dans la construction des turbines, cela va encore s'améliorer, selon les prophéties de Jürgen Rüttgers, ministre de la Recherche. «On aura sûrement des avions à faible consommation (2 litres) avant les voitures économies (3 litres) que Greenpeace réclame si fort».

Les chiffres du lobby des transports aériens sont en effet positifs car la consommation est divisée par le nombre moyen de passagers. Si on utilisait la même comptabilité pour les voitures, même la dernière des carcasses sur roues ne nuirait pas au climat. De plus, les distances en avion sont grandes. Pour un trajet de 6196 km entre Francfort et New-York, un Jumbo brûle 780 tonnes de carburant. Même si on divise ce chiffre gigantesque entre tous les passagers, cela représente la même quantité que chacun consomme avec sa voiture en une année.

88,8% des Allemands sont convaincus que prendre l'avion nuit à l'environnement.

42,1% considèrent que le transport aérien est très nocif pour l'environnement. **84,5%** des gens qui prennent l'avion pensent que leur mode de transport pèse sur l'environnement.

78,1% des Allemands pensent pouvoir se passer de l'avion «souvent» ou au moins «de temps à autre», un chiffre qui est légèrement inférieur chez les habitués (77,9%). Les vols de petits trajets sont considérés comme non nécessaires. **83,8%** des Allemands disent qu'ils pourraient complètement se passer de vols de moins de 700 km. Parmi ceux qui prennent souvent l'avion, 77,2% seraient prêts, sur le principe, à prendre d'autres moyens de transport pour ce genre de trajets.

43,6% des Allemands n'ont jamais pris l'avion.

Sondage auprès d'Allemands de plus de 14 ans, réalisé par l'Institut Emnid pour Greenpeace - magazine Allemagne en octobre 1996.

Mais il y a plus grave : c'est la toxicité de ces gaz d'échappement. Les combustibles pétroliers sont avant tout un grave problème car ils provoquent avec leur combustion un renforcement de l'effet de serre. Avec la voiture, les bateaux, les trains, cela se produit au niveau du sol. Les avions, eux, volent à 9000, jusqu'à 13000 m de hauteur, à travers les couches les plus sensibles de l'atmosphère, là où les rejets ont le plus d'impact. Ainsi, chaque litre de carburant brûlé dans les turbines des avions nuit environ deux fois plus au climat qu'un litre de carburant d'une automobile.

Ce rapport est peut-être minimisé, car d'après Hartmut Grassl, chef de l'organisation mondiale de météorologie (WMO) à Genève «nous ne savons pas, si le facteur 1,8 ou 3,5 est exact». Le physicien Dietrich Brockhausen, qui, dans une étude pour Greenpeace, a rassemblé les données actuelles de la recherche, pense que le facteur 4 est vraisemblable. Cela veut dire que même si les consommations d'une automobile et celle d'un avion étaient équivalentes, l'avion serait quatre fois plus dangereux pour l'effet de serre.

Les gaz responsables de la détérioration des climats sont les suivants : le CO₂, dioxyde de carbone ou gaz carbonique, le H₂O, la vapeur d'eau, et les oxydes d'azote (NO_x) dans les rejets des avions, ainsi que les couloirs de condensation qui perdurent.

Le gaz le plus connu pour ses effets est le dioxyde de carbone. Les autos réchauffent l'atmosphère en majeure partie par le CO₂ qu'elles rejettent. Pour les avions, ce n'est qu'une partie du problème : la vapeur d'eau qui se crée dans tous les moteurs est complètement inoffensive au sol, par contre elle a des conséquences fatales dans les hauteurs de l'atmosphère. Le voile de vapeur, comme pour tous les gaz à effet de serre, laisse passer les ondes courtes du soleil, mais arrête les rayonnements à ondes longues émis par la Terre. A propos des vapeurs d'eau, le prix Nobel de chimie Paul Crutzen constate que «les Jets volent exactement aux niveaux où leurs nuisances sur l'effet de serre sont maximales».

Un autre souci du physicien de l'atmosphère concerne les rejets d'oxydes d'azote des avions. La substance toxique, abrégé en NO_x, n'est pas moins sujette à discussion au niveau du sol, parce qu'elle participe à la création de l'ozone, gaz irritant et toxique pour les plantes. Ce type d'effet de serre au niveau du sol est cependant réduit. Il y va différemment en hauteur où les NO_x produisent de 20 à 30 fois plus d'ozone, lequel, à cette altitude, est très nocif pour l'effet de serre. Bien qu'un avion rejette en proportion beaucoup moins de NO_x que de dioxyde de carbone, les deux gaz ont au final «le même effet sur l'effet de serre» d'après



VOTRE BUDGET-CLIMAT PERSONNEL

Celui qui ne veut pas contribuer à un réchauffement durable de l'atmosphère par ses voyages, doit pratiquement renoncer à l'avion.

Les Hommes rejettent dans l'atmosphère 23 milliards de tonnes de dioxyde de carbone par an. Si on ne veut pas que les températures augmentent, il faudrait en rejeter deux fois moins. Reinhard Loske de l'Institut de Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie, a calculé dans son étude «une Allemagne vivable demain», ce que cela peut signifier : si tous les habitants du monde bénéficiaient à part égale des ressources, chacun ne devrait produire régulièrement que 2,3 tonnes de CO₂ par an. Dans beaucoup de pays, ce budget-climat n'est pas épousé. Par contre, toutes les nations industrielles l'ont largement dépassé. En Allemagne, les dégagements de CO₂ par tête et par an se chiffrent à 11,4 tonnes. Rien que les transports causent autant d'émissions de gaz que ce que le budget-climat nous permettrait de consommer. Comme personne ne voudrait renoncer au chauffage et à la cuisine, il faut bien être plus strict sur notre gestion des transports. Si on ne veut pas que notre mobilité nuise au climat, il faut au grand maximum n'émettre pour les transports que 600 kg de CO₂. Cela correspond à 250 litres de carburant par an. Celui qui vole n'a pas autant à disposition. A cause des effets très importants des avions, le transport aérien réchauffe de 2 à 4 fois plus l'atmosphère que les automobilistes. Ainsi : 25% de ce budget-climat est réservé à notre mobilité. Même si vous réservez l'ensemble de votre quota pour un seul voyage en avion, vous ne pourriez faire que 1420 km.

POURQUOI LA MARCHANDISE ENVOYEE DE TOULOUSE A MARSEILLE ATERRIT D'ABORD SUR L'AEROPORT DE COLOGNE-BONN

L'absurdité de la méthode : pour remplir les avions, les cargos aériens font d'énormes détours. En plus, ces vols ne sont pour la plupart pas nécessaires. 90% des marchandises ainsi transportées ne sont pas périssables.

Le Boeing 747-200 est insatiable. Depuis 3 heures, 8 personnes travaillent à charger le Jumbo-Cargo, la gueule grande ouverte : 80 tonnes de cargaison pour Hong-Kong — des enveloppes postales, des machines qui pèsent des tonnes... — seront chargées en palettes ou en containers par la porte avant et poussées dans les compartiments latéraux. Un technicien de la Lufthansa, «l'agent des rampes», s'assure que tout est bien arrimé, et dans les temps.

1,2 millions de tonnes ont été acheminées l'année passée par la Lufthansa-Cargo. Pour remplir les avions à ce carrefour des voies aériennes, des avions vont faire des détours invraisemblables : le carburant est bon marché, le moins vide dans les soutes crée des pertes importantes. Malgré les tentatives pour économiser le carburant, la consommation de kérosène de la flotte des avions cargo de la Lufthansa a augmenté de 2,7%, car le nombre de vols est en augmentation constante. «Le trafic aérien augmente par la globalisation de l'économie» explique Rolf Rainer Geist, le chef de la direction de la Lufthansa Cargo. «Nous prévoyons d'approvisionner les grands centres de production dans le monde, de 5 à 7 fois par semaine.» Et même avec le transport de marchandise en Europe, son entreprise ne fait pas grise mine. «Nous sommes en concurrence avec la route» avoue Geist.

Que ce soit en Allemagne, en Europe ou dans le monde, le transport de marchandises par voie aérienne, calculé en tonnes par km (RTK), explode. Dans les vingt prochaines années, selon une étude du constructeur Boeing, elle devait augmenter de 6,6% par an, pour passer de 110 milliards RTK à 400 milliards en 2015. Les flottes d'avions-cargo devraient doubler dans le même laps de temps, de 1200 à 2260 appareils.

Les entreprises de courrier express comme DHL ou TNT ou UPS se démarquent tout particulièrement : leur part de marché, qui est aujourd'hui de l'ordre de 5%, devrait en 2015 atteindre 40%. Dans le système de stockage, l'absurdité est méthodiquement organisée. La marchandise ne vole plus par les voies les plus rapides, mais atterrit d'abord à un magasin central pour des raisons de rationalisation avant d'être livrée. Ce qui se traduit en pratique par ce genre de situations : une expédition de Toulouse pour Marseille passe d'abord par Bonn-Cologne ou Bruxelles, et redescendra dans la même nuit sur un autre appareil vers le sud de la France. Ce ne sont pas seulement ces détours qui sont inutiles, mais aussi le transport par voie aérienne : 90% des marchandises transportées ne sont pas des denrées périssables.

Parce qu'apparemment chaque heure compte, le problème de l'effet de serre ne semble pas préoccuper les organismes de transports aériens ni leurs clients. Trop souvent des anciens avions de transports passagers particulièrement voraces, servent pour le transport de marchandises. Même le plus moderne des avions passe pour un vieux machin en ce qui concerne sa consommation de carburant, comparé à tout autre mode de transport. C'est particulièrement frappant avec les bateaux-containers de la nouvelle génération. Pour 100 kg de charge et 100 km parcourus, un avion brûle trois litres de carburant, dans des niveaux de l'atmosphère très sensibles. Le bateau ne consomme, lui, pour cette distance et charge, qu'un quart de litre, plus de dix fois moins.

Michaël FRIEDRICH

les calculs de Colin Johnson de l'institut britannique de recherche Harwell. Pour voir combien de NOx s'est fixé entre temps dans les hauteurs de l'atmosphère, l'Institut allemand de recherche pour l'air et l'espace a envoyé un avion de mesure directement dans les zones de circulation empruntées par les jets. Résultats : à peu près la moitié des NOx qui se trouvent dans l'hémisphère nord entre 8 et 12 000 m de hauteur sont le résultat des émissions des avions. Le trafic aérien a, d'ores et déjà, modifié de manière significative la composition chimique de l'atmosphère.

Le trou d'ozone, constaté par ailleurs, ne peut pas être bouché par

l'ozone produite par les avions. La couche d'ozone qui protège des rayons ultraviolets cancérogènes se trouve encore à quelques kilomètres plus haut que les couloirs de circulation des avions. Les scientifiques craignent même que les rejets des avions, surtout des supersoniques, accentuent les déchirures dans les couches protectrices de l'atmosphère à cause de processus chimiques complexes. Personne actuellement ne peut évidemment évaluer les dégâts possibles.

En revanche, tout un chacun peut voir les couloirs de condensation des avions qui stagnent dans le ciel. Là où ces traînées nombreuses deviennent

des nuages, ils modifient le climat régional. Comme une couche isolante, ils empêchent les rayons de la Terre de sortir de l'atmosphère. «Quand le ciel est couvert par 5% de ces traînées, ce qui peut tout à fait être le cas dans des régions abondamment survolées, la température au sol peut s'élever de 0,6 degrés Celsius», commente Brockhagen. «A titre de comparaison : à travers le monde, depuis 100 ans, la température a augmenté de 0,5°C». Dans une étude pour le ministère des transports à La Haye, les scientifiques hollandais en sont venus à la conclusion suivante : là-bas, où il y a beaucoup de vols, les traînées de condensation ont pu déjà modifier le climat autant que tous les autres types d'émissions de gaz à effets de serre causés par l'homme.

Cependant, le ministre de la recherche Rüttgers rétorque sans contradiction : «Les résultats de la recherche sur l'atmosphère montrent que le trafic aérien civil, selon les chiffres actuels à disposition, n'a aucune conséquence notable sur le climat». Pour Brockhagen, il s'agit là d'une «interprétation partielle et partisane des résultats de recherches en question». Il explique la position politique considérant les avions comme écologiques, par le «choix rusé de l'instrument de mesure», plus l'observation est globale, plus le problème est petit. D'après le ministre, le trafic aérien ne cause que 2% des émissions de CO2. C'est vrai, ou presque. En fait, 3%, ce qui ne paraît pas être important. Cependant Rüttgers s'est appuyé sur l'ensemble des émissions de CO2 de toute l'humanité. Si on met de côté la production électrique, l'industrie et le chauffage domestique, et on ne considère que le secteur des transports, la part des transports aériens arrive alors à 13,5%.

A la production de CO2, il faut ajouter les couloirs de condensation, la vapeur d'eau, les oxydes d'azote. C'est pourquoi les scientifiques comptent sur un facteur entre 2 et 4 pour comprendre les conséquences globales sur le climat. Rien que les transports aériens passager seraient alors responsables de 25 à 40% de l'effet de serre, provoqué par la mobilité des personnes alors que l'avion ne représente que 16% du trafic personne.

Et «les conséquences du trafic aérien sur le climat iront croissant» avertit l'expert du transport Schallaböck. En tout, la masse du trafic aérien passager s'est multipliée par trois entre 1975 et aujourd'hui. Le constructeur Boeing prévoit un doublement d'ici à 2010. L'avion économique (2 litres par personne) promis par Rüttgers ne sera alors pas beaucoup : l'augmentation du nombre de kilomètres parcourus annule les économies réalisées. Ceci vaut aussi pour la Lufthansa, qui peut faire figure de modèle relatif : comme la troisième compagnie aérienne du monde modernise sa flotte, la consommation moyenne par passager et

pour 100 km est passé de 5,5 à 5,3 litres en un an. Mais comme en même temps, elle transporte beaucoup plus de passagers que l'année précédente, sa consommation d'énergie a augmenté, en fait, de 6,6%. De plus les avions voraces qui ne sont plus aux normes ne sont pas mis au rencard. Ils réchauffent le climat pour le compte d'une autre compagnie. Sur un point au moins, l'ami des avions Rüttgers a raison : notre mode de vie actuel «n'est pas concevable sans transport aérien». Beaucoup de chefs d'entreprises ont des contacts internationaux et des contrats d'échanges de marchandises — mondialisation oblige. Les touristes mettent le cap sur des destinations de plus en plus lointaines. Les activistes de Greenpeace aussi, qui par exemple ont manifesté en 1995 à Pékin sur la «Place de la Paix Céleste» contre les essais nucléaires, n'ont pas été attirée par la solution du canot pneumatique. De toute façon, qu'il y ait de bonnes ou de mauvaises raisons de voler, ça ne change rien aux conséquences sur le climat.

Et cela est provoqué par une petite minorité. 94% de la population mondiale n'a jamais pris l'avion. Même dans la riche Allemagne, 43,6% de la population n'a jamais volé (1). Selon un sondage de l'Institut Emnid commandé par Greenpeace-Magazine, seuls 43,8% prennent l'avion au moins une fois par an... et 1 % plus de 10 fois par an, mais ces derniers le prennent alors très souvent. Les aéroports allemands ont dépassé en 1995 le cap des 100 millions de passagers. La moitié des kilomètres parcourus l'ont été par les touristes. Un quart l'a été par les hommes d'affaires, le reste par les marchandises.

Le meilleur moyen de réduire l'impact du transport aérien sur le climat est de moins prendre l'avion. Et, sur ce point de nombreux Allemands sont prêts, d'après le sondage de l'Institut Emnid : 77,9% des gens qui prennent souvent l'avion expliquent qu'ils renonceraient même «souvent» ou de «temps à autre» à un vol, pour protéger l'environnement. Pour ce qui concerne les trajets courts, 83,2% des Allemands disent qu'ils peuvent totalement y renoncer, une affirmation que font même 77,2% des voyageurs aériens fréquents.

Mais quand on regarde les offres promotionnelles et alléchantes des compagnies, c'est sans doute plus dur. Cinq jours à Majorque, voyage et hôtel compris pour 1100 F, New-York aller-retour pour 2000 F. Avec ce genre de prix, il y de plus en plus de gens à prendre l'avion. De nombreuses compagnies proposent des programmes du genre «miles and more» de la Lufthansa, dans lesquels les kilomètres parcourus ne l'ont pas été en vain, car ils offrent des points-bonus pour de prochaines envolées. Stefan Beyhoff, qui a fait des recherches sur ce phénomène, remarque qu'«aux USA, 30% des usagers de ces programmes font des détours rien que pour augmenter leur bonus».



QUELLES SOLUTIONS ?

Les politiciens et les usagers doivent définir une voie écologique : les uns en taxant les vols, les autres en renonçant à voler.

Même «le ministre de l'avenir» Jürgen Rüttgers l'a fait remarquer : «Nous sommes arrivés à un point crucial par rapport aux nuisances sur le climat et sur l'environnement, qui rend le principe de pollueur-paiement urgent à mettre en place». Pourtant, il exclut le transport aérien. En effet, selon le concept du ministre Rüttgers : «Nous séparons la hausse du transport aérien et les nuisances sur l'environnement». Plus il y a de vols, moins il y a de pollutions. C'est rendu possible d'après Rüttgers par les progrès techniques. Les avions ont réduit de moitié leur consommation depuis les années 70. Les constructeurs peuvent sûrement améliorer l'aérodynamisme des avions et l'efficacité de leurs réacteurs. Les optimistes pensent que l'on peut encore diviser par deux la consommation d'ici 2020. Mais le taux d'augmentation du nombre de vols, comme par le passé, réduira ces efforts à néant. Le problème reste : les émissions dues aux avions vont croissant. Les politiques se prononcent pour des impôts. Il serait déjà important d'interdire toute subvention aux compagnies aériennes, constructeurs et aéroports. Les subventions empêchent que la concurrence entre les différents moyens de transport au niveau mondial se fasse vraiment. Aussi longtemps que les transports aériens — à l'aune de leur capacité de transport — causent des nuisances sociales et environnementales, et en même temps paient leur carburant si peu cher, un billet pour Londres sera moins cher par avion que par rail. Un impôt sur le carburant aurait l'avantage de provoquer une rénovation des flottes aériennes, plus modernes et économies. Le mieux serait que cet impôt soit mondial, mais la volonté politique est faible. A première vue, une taxe européenne sur le kérénane semble réaliste. Ce serait un signal politique fort, même si un carburant plus cher dans le transport intérieur n'aurait pas d'influence importante sur le climat. 95% du problème est dû aux long-courriers. Une taxe sur le kérénane, à hauteur de celle sur le diesel, aurait de saines répercussions. Plus on va loin, plus le ticket est cher. Ainsi les séjours aux Caraïbes tomberaient à plat car le voyage serait 1500 F plus cher. Mais il ne faut pas compter que sur cet impôt. Dès maintenant, le climat pourrait être un peu épargné sans qu'un politique ne bouge le petit doigt : il suffirait que les touristes renoncent à l'avion une fois sur deux pour qu'il y ait une baisse de 25% des émissions de gaz par les avions.

Dietrich BROCKHAGEN

Ainsi, la frénésie du transport aérien n'est pas seulement une absurdité écologique, mais aussi économique. «Personne dans la branche n'a une attitude raisonnable» déclare le chef des ventes à la Lufthansa Ralf Etzold. Avec la concurrence mondiale, les prix sont compressés et les trajets non rentables restent en service. Peu de compagnies peuvent tenir sans aides de l'État. Selon Etzold, rien que dans la Communauté européenne, «35 millions de francs sont versés chaque jour pour des compagnies». Et cela bien que les compagnies aériennes soient exonérées des taxes sur le kérénane, et ainsi paient contre toute concurrence 1 F par litre de carburant. Au vu de ces prix, l'attrait des concessionnaires aériens pour des

économies respectueuses de l'environnement semble bien limité.

Les habitants de Königstein veulent à l'avenir être plus attentifs à ces problèmes écologiques. Dans ces villes aussi, on est de plus en plus critique face à ces petites sorties en avion. Dès à présent, le moyen de transport a changé : «On ne réserve plus de vol sur un MD 83, mais sur un Airbus, qui consomme 20% de moins de carburant» s'exprime un responsable de la ville. Même avec l'avion modèle, le voyage éclair sur la Côte d'Azur coûte pourtant encore presque 10 000 litres de carburant.

Marcel KEIFFENHEIM

traduction de David LELIEVRE

SILENCE N°237 - NOVEMBRE 1998

(1) Note de la rédaction : En France, plus de 50 % de la population n'a jamais pris l'avion.



LIVRES

LA SANTE PUBLIQUE ATOMISEE

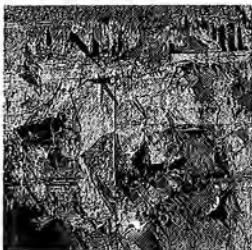
Radioactivité et leucémies : les leçons de la Hague
de Jean-François Viel
Ed. La Découverte
1998 - 218 p. - 85 F

Epidémiologue, l'auteur s'est trouvé au centre d'une polémique après la publication d'une de ses études dans la presse scientifique annonçant une hausse des leucémies chez les enfants qui se baignent sur les plages près de l'usine de traitement des déchets de La Hague ou chez ceux dont les mères sont venues se promener sur les plages pendant leur grossesse.

JEAN-FRANÇOIS VIEL

LA SANTE PUBLIQUE ATOMISEE

Radioactivité et leucémies : les leçons de la Hague



SILENCE N°237
EDITIONS LA DÉCOUVERTE

Il reprend donc ici l'histoire de l'épidémiologie dans le domaine nucléaire et montre que de nombreuses autres études faites sur d'autres sites arrivent aux mêmes conclusions : les enfants sont les plus sensibles, même les faibles doses de radioactivité sont dangereuses, la conséquence est une hausse des leucémies.

Il rappelle également qu'il avait déjà publié des études auparavant ne détectant pas de différences significatives et que c'est en améliorant ses méthodes qu'il a pu détecter les populations les plus sensibles. Il rappelle qu'il a travaillé avec la collaboration de trente médecins de la région et que ce sont ces derniers qui ont permis de

constater le phénomène. Il spécifie que sont étudiées a été vérifiée par six experts anonymes avant publication. Donc l'étude est béton. L'usine de La Hague a rejeté plus de 177 000 tonnes de

déchets en mer au cours de l'année 1994. La seule solution raisonnable serait donc d'arrêter l'usine de La Hague, ce qui, on s'en doute, gênerait de nombreux intérêts dans les plus hautes instances, que ce soit dans les sphères militaire, scientifique ou politique.

Jean-François Viel est alors victime d'une campagne de dénigrement sous couvert d'instances scientifiques plus ou moins dépendantes du nucléaire (avec l'inévitable Georges Charpak). Richard Clapp, de l'université de Boston ne s'en étonne pas : "la controverse est directement proportionnelle aux enjeux économiques".

L'auteur conclut en rappelant sa rencontre avec deux enfants leucémiques : si des incertitudes persistent au niveau des études scientifiques, le côté humain ne doit pas être oublié : il y a des enfants qui meurent. MB.

LANZA DEL VASTO

Sa vie, son œuvre, son message
d'Arnaud de Mareuil
Ed. Dangles
1998 - 460 p. - 185 F

Né en Italie en 1901, Lanza del Vasto mène d'abord une carrière poétique et littéraire très tournée vers la foi. En 1937, lors d'un pèlerinage en Inde, il rencontre longue-

LIVRE DU MOIS

LE MUNICIPALISME LIBERTAIRE

de Janet Biehl

Ed. Ecosociété (Québec, disponible à Silence)
1998 - 300 p. - 85 F

Janet Biehl est la compagne, depuis de longues années, de Murray Bookchin, qui a longuement théorisé sur l'écologie libertaire. Dans ce livre, l'auteure a essayé, à partir des théories de Bookchin, de définir un scénario pour amorcer une pratique en direction d'une société écologiste et libertaire. En gros, comment arriver à une société où les relations de coopération et de solidarité permettent de vivre dans un environnement sain.

A priori, cela suppose de se débarrasser de l'emprise du capitalisme destructeur du monde et de l'Etat, source de multiples violences légalisées. L'auteure rappelle que ce que l'on appelle "démocratie" dans le monde occidental n'en est pas : il s'agit de voter pour une élite qui ensuite, sous couvert de la loi, dicte sa volonté à tous, sans rendre de comptes à personne. Les débats électoraux portent sur les personnes (éventuellement leur programme) mais jamais sur les idées. Le citoyen est réduit au rôle d'électeur et de contribuable.

Pour amorcer un autre projet de société, Janet Biehl reprend l'histoire des villes pour montrer qu'elles ont toujours été une structure beaucoup plus démocratique du fait de la proximité entre les élus et leurs électeurs. Il faut donc, pour combattre l'Etat

Janet Biehl

Le municipalisme libertaire



national et le capitalisme international, utiliser la ville contre ces institutions. Rapportant plusieurs expériences historiques — toutes avec leurs qualités et leurs défauts — l'auteure, et donc Murray Bookchin, prône la participation aux élections municipales et uniquement à celles-ci afin de proposer dans les villes la mise en place de comités de citoyens qui progressivement par la voie des élus libertaires revendiqueraient le transfert du pouvoir des élus vers les comités de citoyens.

Le livre présente l'intérêt d'ouvrir de multiples débats sur la manière de procéder. Il a l'avantage d'être plein d'exemples et d'analyses (en particulier une analyse des Verts en Europe tout à

fait pertinente), d'être facile à lire... mais il a aussi ses limites. Ainsi, Murray Bookchin affirme que seule la règle de la majorité simple (à 51 %) est viable pour le débat politique. Il a bien sûr des arguments pour cela que vous découvrirez dans le livre, mais nous les trouvons un peu faibles. Il y a aussi une certaine fascination pour la force armée, ce que dénonce d'ailleurs le préfacier, Marcel Savigny, qui, lui, mène une expérience de ce genre à Montréal. Enfin, il y une condamnation de toutes les initiatives coopératives car selon Bookchin si elles ont une valeur inestimable comme écoles de coopération, elles sont manifestement une perte de temps dans la mesure où toutes finissent à devenir concurrentes dans le système capitaliste. Il rappelle en cela les tentatives d'usines autogérées pendant la République espagnole qui se faisaient concurrence. Des coopératives qui coopéreraient entre elles lui semble irréalistes... alors qu'il estime tout à fait réaliste que, par exemple, le municipalisme libertaire puisse se développer dans une grande métropole en divisant en quartiers.

Bref ce livre est indubitablement une source de réflexions appréciable, mais il reste encore beaucoup à débattre. Le colloque organisé autour de ce livre à Lisbonne cet été est arrivé trop tôt dans la mesure où seule la version anglaise avait été publiée.

Espérons que d'autres rencontres permettront le dialogue et, qui sait, le démarage d'expériences concrètes. MB.

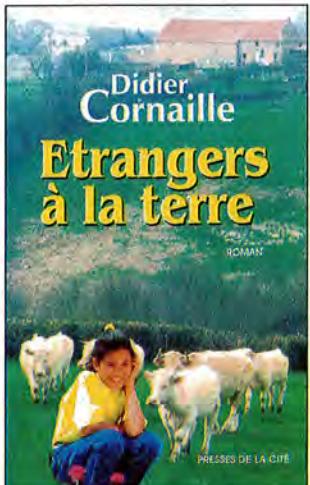
ment Gandhi dont il essaiera de transmettre la parole en Europe le restant de sa vie. A la fin de la guerre, il crée la première des communautés de l'Arche qui existent encore aujourd'hui en essayant d'y appliquer les leçons de simplicité et d'autonomie enseignées par Gandhi. Il voyage beaucoup, multipliant les conférences, publiant des livres sur la non-violence. Il intervient de plus en plus dans la sphère politique notamment en multipliant les jeunes d'interpellation (pendant la guerre d'Algérie, contre la bombe, contre le nucléaire...). Il aide la lutte des paysans du Larzac, manifeste contre Superphénix. Lanza del Vasto meurt en janvier 1981. Il aura été l'un des principaux animateurs de la non-violence de ce siècle. Sa vision religieuse de la non-violence en auront toutefois géné plus d'un. L'auteur, compagnon de l'Arche, qui a vécu plus de 20 ans aux côtés de Lanza del Vasto publie ici de nombreux écrits inédits. MB.

ROMANS

ETRANGERS A LA TERRE

de Didier Cornaille
Ed. Presse de la Cité
1998 - 414 p. - 120 F

Dans le Morvan, une famille arabe de la région parisienne vient s'installer dans des conditions particulières. La greffe entre les paysans locaux et cette famille peut-elle prendre ? Si l'auteur a trouvé une bonne idée de roman et si le scénario est intéressant, il est pourtant peu vraisemblable : la chatelaine qui tombe amoureuse du beur qui menace son enfant, les paysans qui défendent le même beur, dealer qui a sauvé un gosse, contre des représentants de la pègre parisienne... alors que ce beur les rackette... et tout le monde

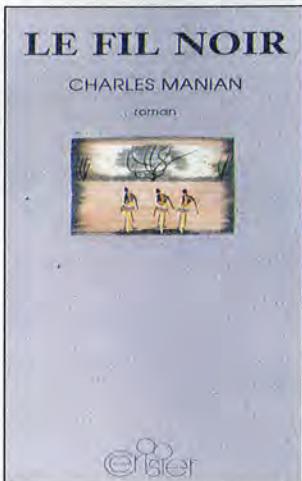


qui se réconcilie, cela fera sourire tout ceux qui connaissent les éternelles rancœurs entre familles, rurales ou non. Reste quelques belles pages qui plaident contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. MB.

L'APPARTEMENT DU LIVRE

de Christophe Lacampagne
Ed. Pensée Universelle
1995 - 94 p. - 61 F

Recueil de poèmes sur la difficulté de vivre, les amours déçues et la nécessité de vivre. Langage moderne, assez agréable à découvrir. Malheureusement édité dans une maison d'édition à compte d'auteur dont la réputation n'est pas flatteuse. FV.



LE FIL NOIR

de Charles Manian
Ed. du Cerisier
(B 7033 Cuesmes)
1998 - 102 p. - 60 FF

Ménélik se retrouve à l'hôpital, sous une fausse identité, sans papier. Il se rappelle comment il est arrivé là : fuyant les escadrons de la mort de Brazzaville, en attente d'un éventuel statut de réfugié politique, vivant dans des appartements insalubres. Il rêve de retourner en Afrique et vit le drame des sans-papiers quand sa demande est refusée. Dans un style littéraire fort agréable, l'auteur nous présente notre monde-forteresse avec ses blancs arrogants et ses noirs qui se fondent dans l'ombre. De quoi réfléchir longuement sur les politiques européennes en matière d'immigration : "Agnès qu'un matin, un policier tranquille arrêta, menotta, expédia dans une zone d'attente comme s'il l'eût envoyée en villégiate, l'air de rien, sûr de lui. On la retrouva des semaines plus tard saccagée dans une morgue de Brazza". A découvrir. FV.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

LES PLANTES MEDICINALES
de Maria Thun
Ed. Mouvement de culture bio-dynamique (Colmar)
1998 - 180 p. - 80 F

Cet ouvrage traduit de l'allemand donne des résultats d'essais agricoles portant sur des cultures bio-dynamiques (méthode Steiner, mention Demeter : agriculture bio intégrant la possibilité de l'influence de la lune et des astres) dans le domaine des plantes médicinales. Des plantes médicinales qui peuvent servir à nous soigner, à nous nourrir ou à aider d'autres plantes à pousser. Très richement illustré, couverture rigide. Discours pas toujours rigoureux.

L'ECOLE ET LES FILLES EN AFRIQUE
coordonné par M-France Lange
Ed. Karthala
1998 - 254 p. - 140 F

La scolarisation des filles en Afrique depuis les années 60 devait être le moyen de remettre en cause des rapports hommes/femmes très hiérarchisés. Avec le recul, cela ne semble pas si simple : si une élite féminine a vu le jour, pour l'essentiel le changement n'a guère eu lieu. Toutefois, la scolarisation des filles provoque une agitation sociale qui est un facteur positif de changement. Les facteurs de persistance de la domination masculine sont bien mis en évidence dans plusieurs contributions : par exemple avec le rôle des garçons et des filles dans les manuels scolaires. Si les textes sont limités à quelques pays francophones, cela reste très intéressant.

ECRIVAINS EN PRISON

coordonné par Siobhan Dowd
Ed. Labor et Fides (Genève)
1997 - 252 p. - 140 F

Impressionnant recueil de textes publiés par 49 écrivains qui, dans leur pays, ont été prisonniers d'opinion, c'est-à-dire qu'ils n'avaient fait, comme prétendu délit, qu'exprimer leurs idées. Description des prisons du monde par des plumes célèbres ou moins (Vaclav Havel, Arthur Koestler, Ken Saro-Wiwa, Alexandre Soljenitsyne...). Une question centrale : quel est le rôle de la prison ?

HISTOIRE D'UNE GRANDE PEUR, LA MASTURBATION

de Jean Stengers et Anne Van Neek
Ed. Synthélabo
1998 - 234 p. - 130 F

Pourquoi pendant des siècles avoir terrorisé les jeunes à propos des conséquences imaginaires de la masturbation ? Une étude historique avec la montée de la peur à partir du XVIII^e siècle, et la contre-offensive dès la fin du XIX^e. Il faut attendre le rapport Kinsey en 1948 pour remettre les choses à leur place : 96 % des universitaires ont eu recours à la masturbation ! Et à partir des années 70, elle com-

mence même à être recommandée. L'histoire d'une longue manipulation des esprits.

GENIE GENETIQUE
Des chercheurs citoyens s'expriment
Ed. Sang de la Terre
1997 - 176 p. - 89 F

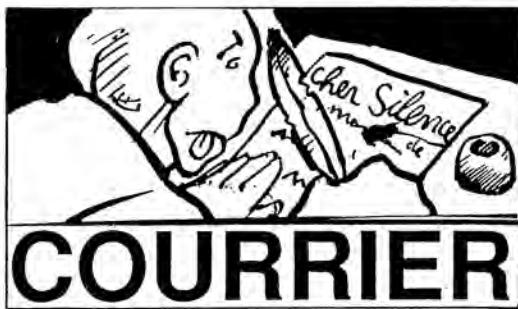
Les auteurs, Jean-Marie Pelt, Mac Wan Ho, Gilles-Eric Seralini, Minh-Ha Pham Delègue, Henry Darmency, Marie-Angèle Hermite, tous scientifiques, font part de leurs doutes concernant les risques d'utilisation des OGM, les organismes génétiquement modifiés : le principal risque étant celui d'une pollution génétique, aux conséquences néfastes, mais irréversibles. Un rappel du principe de précaution et un appel des scientifiques et des médecins signé à l'époque par une centaine de personnes. Pour en savoir plus sur les doutes qui agitent le milieu scientifique et pour mieux comprendre à quel point nos politiques jouent actuellement avec le feu.

IRMA, FEMME DU CHIAPAS
d'Elisabeth Stutz
Ed. L'Esprit frappeur
1998 - 128 p. - 10 F

Tout le monde connaît la lutte des Indiens zapatistes à travers les médias, les messages de Marcos ou le soutien de personnalités. L'auteure s'est ici intéressée à la voix des plus dénigrées : les femmes indigènes pauvres. Elle a essayé de voir comment les femmes très présentes dans la lutte, pouvaient s'exprimer, quels sont leurs espoirs et aussi leurs déceptions. Elle a vécu avec elles et fait parler ici Irma, un exemple parmi tant d'autres. Elisabeth Stutz fait ressortir ici les divergences entre les paroles de l'homme intellectuel qu'est Marcos et la vie de tous les jours. Un témoignage qui replace la "révolution" à sa juste place : le chemin est encore long.

L'ADN DEVANT LE SOUVERAIN
Science, démocratie et génie génétique
Jacques Dubochet, Jeremy Narby, Bertrand Kiefer
Ed. Georg
1997 - 102 p.

Dans le numéro 210 de Silence, en 1996, nous intitulions la présentation du livre *le serpent cosmique* de Jeremy Narby, "la polémique du mois". L'auteur, anthropologue, y fait l'hypothèse que la molécule d'ADN est à l'origine des visions des chamanes indiens et qu'elle constitue une formidable bibliothèque de nos savoirs ancestraux. Michel Bernard y faisait part de ses doutes alors qu'Alain-Claude Galtié trouvait le livre séduisant. Cette polémique autour de cet ouvrage a eu lieu également en Suisse et cet ouvrage présente un dialogue entre l'auteur et Jacques Dubochet, un spécialiste de l'ADN. Si les deux débateurs s'opposent, le dialogue est fort intéressant et donne une suite intelligente au premier ouvrage.



AUTONOMIE

Le seul animal à s'occuper aujourd'hui de son voisin avec autant de sollicitude — sans toujours y avoir été convié — l'homme s'est spécialisé de plus en plus, multipliant les outils et les services à l'infini. Cette propension va naturellement de pair avec une complexité croissante de sa société.

L'immenso de ce champ d'action en expansion constante enchanter les fortes personnalités. Elles se frottent les mains et s'y taillent des empires mais la médaille à son revers, la communauté humaine s'en trouve écartelée entre l'homme de base et de toujours plus grands patrons. Une idée passe de main en main portée par la parole, elle suggère un geste qui reste suspendu tant qu'un homme fort ne l'a pas concrétisée et cet être, autrefois exceptionnel ovationné pour son courage, bombe le torse. Avec la multiplication, via les grandes écoles, de fortes personnalités bien armées, ce phénomène classique a pris, ces derniers temps, une ampleur démesurée comme si ces initiatives restaient indispensables ou seulement bénéfiques.

Et si après une sorte de paroxysme les limites de la planète nous imposaient un tassement, un retour à plus de modestie ? Il est intéressant de constater que cette même inflation continue à gonfler, par inertie sans doute, les rangs d'une humanité déjà pléthorique alors même qu'à l'évidence cette multitude constitue l'ennemi n°1 de la vie sur la planète et donc d'elle-même.

De grands hommes lancés dans

une compétition furieuse font, font toujours plus, toujours plus vite, avec les dégâts afférents, tandis que d'autres en face luttent contre ces dégâts et ferrallent avec leurs responsables. N'y a-t-il pas au milieu une belle place à prendre dédiée à une vie de simplicité, respectueuse de l'environnement, détendue, confortable. Pierre d'attente ou retraité définitive au gré de chacun ? De l'homme autonome en passant par le village autonome, nous allons toucher en un temps record aux confins de la planète, autonome à son tour. Alors le formidable gâchis, cette déperdition d'énergie sans précédent occasionnée par les détours hyperboliques de l'économie actuelle et l'univers déglingué qui s'ensuit ne seront plus supportables.

Le domaine médical fournit une excellente illustration de l'aberration de ces comportements. A partir de connaissances et d'outils techniques perfectionnés la médecine pénètre de plus en plus profondément les corps, elle bouscule des équilibres subtils, éradique ici, colmate là, en lieu et place du jeu normal et de l'autorégulation naturelle qui, court-circuitée, s'abandonne et s'étoile. Quand sera-t-il dans cinq ou six générations ? Une société portée à bout de bras, une hypermédicalisation généralisée ?

Edouard Goldsmith soutient que si l'homme disposait du contrôle de toutes ses fonctions (digestion, cœur...), il ne survivrait pas trois jours... et voilà qu'il se mêle d'apprendre à vivre à la planète !

Dominique MOUCHOT

Héraut

AIR FRANCE : VIVE LA GREVE !

Je profite de mon réabonnement (sans hésitation) pour vous faire part de mon sentiment sur les grèves des pilotes d'avions. Rêvons un peu : les pilotes d'Air France font grève car ils en ont assez de polluer notre pauvre biosphère et de gagner trop pour accomplir cette sinistre besogne. Ils réclament donc l'arrêt définitif du transport aérien et souhaitent se reconvertis dans la marine à voile. Ainsi les voyages lointains redeviennent une belle aventure rare et intense, et le mode de transport sera des plus écologiques. En effet, par personne transportée, il n'y a pas plus énergivore et donc plus polluant que l'avion.

Donc, vive cette grève et espérons qu'elle ne finisse jamais et s'étende aux autres compagnies. Il serait temps d'arrêter d'aller sur un simple coup de tête à l'autre bout du monde pour faire du voyeurisme dans les pays où nous avons provoqué la misère et les ruines du développement. Les voyages en avion sont scandaleusement banalisés et bradés. Voyager peut-être, pour un réel désir d'aller partager nos cultures, mais si ce n'est que pour collectionner les destinations afin de le raconter au bureau, quel intérêt ? L'important, c'est le voyage, plutôt que l'incessant désir d'être ailleurs.

Rémy-Pierre GRAY
Seine-et-Marne

AFIN QUE SEMIRA NE SOIT PAS MORTE POUR RIEN

Les émissions de ce dimanche 27 septembre à la télévision et à la radio belge me semblent avoir démontré qu'autour de la question des réfugiés en particulier et de la libre circulation des personnes en général, deux logiques inconciliables s'affrontent. D'un côté, celle des Etats, ou plutôt de leurs gestionnaires, les Tobbyback ou les Chevénement. Pour eux, derrière chaque sans-papier se cache une colonne submergeante de crève-la-faim qui, en vagues successives, fuyant leurs enfers terrestres, vont envahir l'Europe. Tétanisés par la pression conservatrice d'une partie grandissante de la population laminée par la crise sociale, les "socialistes" d'un type nouveau construisent un mur de barbelés autour de ce qui reste encore (toute proportion gardée) leur îlot de relative prospérité : "On ne peut pas accueillir toute la misère du monde" nous disent-ils le ventre rond. Comme ils se réclament toujours de grands principes humanistes, ils entrebâillent encore la porte de la forteresse "Europe" et accueillent, au compte-gouttes, quelques centaines de "réfugiés politiques" dûment estampillés, rejetant dans l'abîme celles et ceux, qu'hypocritement, ils qualifient de "faux réfugiés" ou de "réfugiés économiques". A leurs yeux, la misère, l'oppression, le manque de tout et du reste, la possibilité de vivre une existence "normale" liée au simple hasard du lieu de sa naissance et de la couleur de son passeport ou de sa peau, ne po-

sent pas de questions politiques... Les "droits de l'homme" ne se limitent-ils pas aux citoyens et aux frontières de l'empire ? Face à eux, les militant(e)s des collectifs contre les centres fermés (nom des centres de rétention en Belgique, ndlr) et contre les expulsions. Pour eux, chaque personne internée est d'abord, et avant tout, une femme, un homme, un enfant... mis sous les verrous pour la seule et unique raison qu'ils ne possèdent pas les bons papiers, au bon moment, au bon endroit. "Un être humain ne peut pas être illégal" nous disent-ils. Entre des lois iniques et leur conscience, entre l'Etat et les valeurs de la fraternité, entre le réalisme du marché et la solidarité humaine, ils ont choisi. Contre le sinistre symbole que représentent des camps, entourés de barbelés et de guérites, où l'on enferme des réfugiés "uniquement" sur la base de leur appartenances nationales, ils se salissent de l'arme de l'action directe et de la désobéissance civile pour tenter de bloquer physiquement la grande machine à déporter. Ils s'emparent aussi de l'arme médiatique pour sonner le tocsin et tenter de réveiller une population indifférente, voire pire, crispée sur ses derniers "privileges". En ce faisant, ils obligent chacun d'entre nous à prendre position clairement dans ce qui n'est pas un débat d'opinion, mais une affaire de vies et de morts.

Roger NOEL
Alternative Libertaire
Bruxelles.

TEXTES TROP LONGS ?

Le numéro d'été hésite entre la brochure et le magazine : articles intellectuels, tassés, interminables, sans photo... bref, je ne l'ai pas terminé.

Par contre, bravo pour le numéro de septembre : articles courts, témoignages concrets, avec photos et phrases en exergue pour aérer... sauf l'article sur Internet, cinq pages bien tassées, bref, un étouffe-chrétien !

Voyez-vous, il y a des livres, et des magazines. Ces derniers sont plutôt faits pour amorcer la réflexion, donner des exemples sous forme d'interviews, de témoignages. Pour creuser, il y a les livres, que vous savez d'ailleurs nous recommander, fort à propos.

Les articles trop longs, trop cérébraux, peuvent décourager les nouveaux lecteurs que vous nous demandez de trouver.

Suzanne VILETTE
Haute-Savoie

Silence : la revue est conçue autour d'une multitude de brèves que nous recevons. Parmi elles, nous repérons des sujets qui nous semblent mériter un plus grand développement, cela peut alors devenir une grosse brève encadrée, un article ou un dossier. Par ailleurs, nous estimons que la mouvance écolo est pauvre en réflexions et nous essayons de choisir chaque mois un texte intellectuel. Souvent placé juste avant les recensions de livres — car souvent extrait d'un livre — il devient parfois le dossier principal lorsqu'il nous semble plus important... ce que nous avons fait dans le numéro d'été. Les textes intellectuels ont le défaut d'être difficiles à illustrer. Libre à vous ensuite de lire seulement les brèves, un peu plus... ou tout. Mais la lecture d'un numéro simple ne demande quand même que deux à trois heures par mois. Est-ce vraiment trop ? Qu'en pensent les autres lecteurs-trices ?

RECONFORTANT

Désespérant, mais aussi combien réconfortant l'article d'Alain-Claude Galtié qui met en mots le ressenti de beaucoup d'entre nous et contribuera, je l'espère, à dynamiser notre action. Merci à lui de tout cœur !

Marc GROUSSAIN
Vendée

LES VERTS ?

Dans le débat "faut-il ou non attaquer les Verts", ma position est claire : il n'y a plus grand chose à attendre de leur part et il faut clairement dénoncer leurs compromis et leurs revirements.

Nicolas PUJOL
Val-de-Marne

DOMINIQUE, LAISSE BETON !

Depuis bientôt dix ans, les travaux routiers de la vallée d'Aspe, dans les Pyrénées-Atlantiques, avancent. Pourtant Eric Pételetin (dit l'Indien) continue sa lutte et les mentalités évoluent. Regard d'un "Indien" amoureux de la vallée d'Aspe et qui y va tous les ans...

Dans la vallée d'Aspe retrouvée, *La Goutte d'Eau* est étincelante en ce début juillet. Divers aménagements dans le gîte ont été réalisés, un jardin potager, une vigne prennent le dessus sur ce qui n'était que broussailles dans le champ voisin.

Dans le bar, on s'échange les deux "books" sur l'histoire des lieux. Les affiches des différentes mobilisations trônent toujours, un pot de colle attend les amateurs pour la dernière fraîchement tirée. Un panneau directionnel des forges d'Abel, lieu du chantier du tunnel du Somport, se repose sous un buisson rappelant à certains quelques fumées des petits hommes casqués.

"Après l'annonce de son élimination, il y a trois ans, la Goutte d'Eau, éternelle rebelle, plus vivante que jamais, reste toujours guidée par l'esprit de liberté et de résistance". L'hôte des lieux, Eric Pételetin, — chef indien, sans titre de propriété et bouc émissaire de la justice à la sauce béarnaise — s'affaire pour préparer "cinq jours de résistance créative". D'autres indiens partent sur la piste du maïs qu'un camion a malencontreusement "versé" dans le gave proche.

Avec ou sans Dominique Voynet à l'inauguration, le tunnel du Somport doit ouvrir en l'an 2000. La lutte acharnée depuis neuf ans s'est offadiée. "Jospin, Gayssot, Voynet, vos promesses roses, rouges, vertes sont grises comme le béton de l'axe E7" s'insurge Eric Pételetin qui a pourtant été reçu par Denis Baupin, une des éminences au ministère de l'environnement.

Depuis, des actions de ralentissement des travaux ont eu lieu, mais ne rencontrent guère d'échos dans les médias nationaux. Plus étrange encore, peu de ces actions entraînent des poursuites judiciaires.

La bataille entre la poursuite du bétonnage de la vallée d'Aspe reste pourtant à gagner. Le vallon d'Etsaut a été totalement massa-

cré sur deux kilomètres avec la mise en trois voies. On ne compte pas moins de quatre ouvrages d'art (comme on dit !). Et les anciens commerces, fermes, maisons d'habitation expropriés le long de l'ancienne route apparaissent comme des verrous dans ce paysage grandiose. Ne parlons pas de flore, de faune ; les élus de droite comme de gauche vendent toujours aux touristes l'image de l'ours... surtout en cage à Borce. Pour les autres, qu'ils prennent les passages prévus à cet effet, sous la voie.

Une prise de conscience est pourtant en train de se réaliser chez les Aspolos. Ils réalisent que tous ces travaux ne retiendront pas les touristes. Ainsi, Jean Lassalle, conseiller général UDF parle toujours de désenclavement — Mais pour qui ? Surtout pour des camions qui passeront de 250 à 2500 dans les vingt ans. Yves Boisset, dans un téléfilm réalisé sur le sujet, avance l'hypothèse de l'implantation, de l'autre côté, en Aragon, d'un centre européen pour le traitement des déchets nucléaires. Mais Jean Lassalle, en bon montagnard, sent aujourd'hui le vent tourner. Il souhaite la réouverture des 58 km de voies SNCF entre Oloron-Sainte-Marie (en France) et Canfranc (en Espagne), Canfranc qui fête cette année le 70e anniversaire de sa gare, laquelle dessert toujours Saragosse, Valence et Madrid.

Le bougre est soucieux de son avenir politique, mais certainement pas des deniers publics ! Les travaux du tunnel, de l'actuel aménagement routier dépassent déjà en coût la remise en état de la voie ferrée laissée à l'abandon depuis 1970, soit 1500 millions. Une nouvelle loi d'aménagement du territoire est en préparation à Paris. Une autre l'est à Bruxelles sur un schéma européen de transport (une loi d'orientation sur les transports intérieurs existe aussi — LOTI). Pourtant, personne ne prend la décision d'arrêter le massacre en Aspe.

Dominique, comme 3200 autres petits indiens, tu possèdes un petit coin de terre en indivision du côté de Bedous pour bloquer ces travaux démentiels. Ministre, tu peux encore faire mieux.

Didier MEHL
Yvelines.

GUERRILLEROS DU BONHEUR ORDINAIRE

Dès 7 heures, ce matin du 22 septembre, vous êtes quelques dizaines à vous glisser dans le flot de millions d'autres. Certains casqués, plus souvent masqués avec quelquefois un simple bandeau qui barre le visage. De tous les âges, hommes et femmes, le sourire tranquille ou l'air revanchard. Aujourd'hui, vous sortez de la clandestinité. Certains se mettent en piste, tranquillement sur le côté de la chaussée, d'autres veulent tenir le haut du pavé.

Les machines automobiles doivent marquer le pas et attendre le passage de vos cycles. Des colonnes serrées attaquent aux gaz et certains ont le pot d'échapper. Il faut manœuvrer vite, se glisser dans les rangs ennemis. Il faut chercher l'unique sens et braver les interdits. C'est la répétition générale. La prochaine fois, c'est la vélorution. Le prolétariat cycliste retourne à ses chaînes. Guerrilleros du bonheur ordinaire, je vous aime !

Jean-Luc THIERRY
Paris.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France.

Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 162 **La prison autrement**
Forêts tropicales, Indonésie. Argent et pouvoir 20 F
- 170 **Racisme et environnement**
Péniche pour la paix, Bio-Lopin. Logiques sociales ... 20 F
- 172 **Après Rio : un monde à venir**
Feuille d'école. Palestine-Israël. Dévise technologiste 20 F
- 173 **Yugoslavie : ingérence méfiance**
Déchets toxiques. Développement et aide, Malville .. 20 F
- 176 **Superphénix : la marche en avant**
Transports suisses ? Réduction et ouverture (3) 20 F
- 177 **Quelle écologie radicale ?**
Déchets AC ? Voie. Développement durable 20 F
- 178 **Comment démilitariser ?**
Reconversion armement, Isère. Malville, Mac-do. 20 F
- 181 **Énergies douces au Sud (1)**
Malville. Pub dans boîtes aux lettres 23 F
- 182 **Énergies douces au Sud (2)**
Artisan du Monde. Ville-monde et inerte sécuritaire 23 F
- 184 **Bretton Wood : 50 ans ça suffit !**
Maison de quartier de Neudorf, Bhopal 23 F
- 187 **Prolifération nucléaire (1)**
Israël, Asie. Marcher. Société informatico-policière ... 23 F
- 188 **Prolifération nucléaire (2)**
Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
- 189 **Autonomie fourjous**
Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verte 23 F
- 190 **Nicaragua face au marché mondial**
Brennelli, Malville. Retraite et chômage 23 F
- 191 **Santé et autonomie (1)**
Climat, Champ d'action. Loi et femmes. Grünen 23 F
- 195 **Stop Essais**
Campagne contre reprise Israël : Vannutti, Somport .. 23 F
- 196 **Canal Rhin-Rhône**
A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Île-de-France 23 F
- 197 **La défense par actions civiles (1)**
La Hague, Grünen et non-violence. Amiate, Salsigne .. 23 F
- 199-200 **Ecologie, gauche, droite, ailleurs**
Turquie sanglante. Santé et autonomie (5) 35 F
- 201 **Marée noire sur droits de l'homme**
Monja. Loi de programmation militaire. Déficits Etat 23 F
- 202 **Soyons Réseau-nables**
Maaforn, Primevère. L'Impatient. Cuisson solaire ... 23 F
- 203 **Sortir du nucléaire**
Sites, Déchets, Tchernobyl. Economies. Renouvelables .. 23 F

Librairie par correspondance

Nouveautés

- SEL : pour changer échangeons 50 F
- La simplicité volontaire 80 F
- Le guide des alternatives 95 F
- L'énergie au futur 120 F
- Facteur 4 118 F
- Tout nucléaire, une exception française 10 F
- Rwanda, un génocide français 10 F

Hors-série Silence

- Paris-Dakar : Pas d'accord 25 F
- La menace climatique 30 F
- Radioactivité, les fables doses 30 F
- Energies renouvelables 30 F
- Les métiers de l'écologie 70 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F

Editions Silence

- Le soleil à votre table 39 F
- Sébastophore, mon premier cuiseur 36 F
- Un cuiseur solaire facile à faire 20 F
- Construisez votre cuistrière solaire 30 F
- Cuiseurs solaires pliable 20 F
- Nucléaire ? Non merci 75 F
- Le nucléaire détrôné 30 F
- La liberté de circuler 70 F
- Quelle écologie radicale ? 70 F
- Où va le climat ? 40 F

Diffusion Silence

- Ed. Ecosociété (Montréal)
La belle vie 65 F
- Parce que la paix n'est pas une utopie 65 F
- Pour un pays sans armes 65 F
- Pour que demain soit 65 F
- L'écosophie ou la sagesse de la nature 65 F
- Moi, ma santé 65 F
- Deux routes, un avenir 80 F
- L'écologie politique 65 F
- Entre Nous, rebâtir nos communautés 95 F
- Si si le Tiers-Monde s'autofinançait 85 F
- Des mines du développement 65 F
- Les cartes d'un militant 80 F
- Pierre Kropotkin, prince anarchiste 110 F

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITaine

- Particulier 12 n° 240 FF
- Institution 12 n° 480 FF
- Soutien 12 n° 300 FF et +
- Petit budget 24 n° 420 FF
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 630 FF
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 950 FF
- Petit budget France 12 n° 190 FF

Je règle un total de :

NOM Prénom
Adresse
Code postal Ville

Code postal Ville

Abonnement

Belgique

- Particulier 12 n° 1740 FB
- Institution 12 n° 2880 FB
- Soutien 12 n° 1800 FB et +
- Petit budget 24 n° 2520 FB
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 3780 FB
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 5700 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Dom-tom et étranger 12 n° 290 FF

ALTERNATIVE SANTÉ - L'Impatient

LES HORS-SÉRIE



LES HÉPATITES

35 F + 3,35 F de port

- Les hépatites**
B, C, A, D, E, G...
• Vaccins
• Traitements officiels, alternatifs et complémentaires

LE GUIDE SANTÉ DES 0-7 ANS

39 F + 3,35 F de port



- Alimentation
- Vie quotidienne
- Vaccins
- Maladies
- les soigner autrement

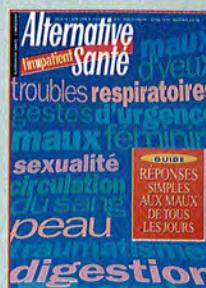
LES HORMONES

20 F + 2,60 F de port



- Alimentation
- Pilule
- Enfants
- Sport
- Stress
- Cancer...

GUIDE RÉPONSES SIMPLES AUX MAUX DE TOUS LES JOURS



39 F + 3,35 F de port

TROUBLES RESPIRATOIRES

- bronchite, grippe
 - laryngite, otite
 - rhume, toux,
- DIGESTION
- colite, constipation
 - calculs biliaires
 - ulcère...

PEAU

- acné, eczéma
- mycose, candidose
- plaie, verrue,
- coups de soleil...

MAUX D'YEUX

- conjunctivite
- orgelet, blépharite
- corps étranger dans l'œil...

BOUCHE

- aphte, gingivite
- dents sensibles...

MAUX FÉMININS SEXUALITÉ

- règles douloureuses
- cystite, mastose...

CIRCULATION DU SANG

- crampes, varices
- hémorroïdes
- Jambes lourdes

TRAUMATISMES

- bleu, bosse,
- brûlure, entorse

LA MÉNOPAUSE

35 F + 3,35 F de port



- Avant la ménopause**
- Alimentation
 - Vitamines
- L'ostéoporose**
- Solutions alternatives

Faut-il vacciner ?
Point de vue officiel et critique
Droits des patients



LE GUIDE DES VACCINATIONS

35 F + 3,35 F de port

GUIDE DES ASSOCIATIONS BIEN-ÊTRE

50 F + 18,80 F de port



- 900 adresses**
- Environnement
 - Alimentation
 - Loisirs
 - Âges de la vie
 - Handicaps
 - Soigner et guérir

BON DE COMMANDE

Bulletin et règlement à renvoyer à **ALTERNATIVE SANTÉ - L'Impatient, 11, rue Meslay, 75003 Paris**

Je désire recevoir : **GUIDE RÉPONSES SIMPLES** **LE GUIDE SANTÉ DES 0-7 ANS**
 LES HÉPATITES **LA MÉNOPAUSE** **LE GUIDE DES VACCINATIONS** **LES HORMONES**
 GUIDE DES ASSOCIATIONS BIEN-ÊTRE

Ci-joint mon règlement d'un montant de F

(par chèque bancaire ou postal à l'ordre de L'IMPATIENT)

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE